

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'évolution du *soft power* américain en Asie-Pacifique sous l'administration Obama

Mémoire de synthèse

Auteur : Grégoire Escoyez
Promoteur : Amine Ait-Chaalal
Lecteurs : Marion Jacques, J. Dorine
Année académique 2023-2024
Master en sciences politiques, orientation relations internationales

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Goye', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

En préambule de ce mémoire, je souhaite remercier les différentes personnes qui m'ont aidé et soutenu durant toute la réalisation de cette recherche.

Premièrement, je pense évidemment à mon promoteur Monsieur Amine Ait-Chaalal. Je tiens à le remercier pour avoir accepté de superviser mon mémoire. Je tiens aussi également à lui exprimer toute ma gratitude pour m'avoir guidé et conseillé pendant toute la durée de mon travail de recherche. Son expertise et ses conseils ont été très précieux pour mener à bien ce projet. Je tiens sincèrement à lui exprimer toute ma reconnaissance pour son implication et sa disponibilité.

Je tiens aussi à remercier tous les professeurs et assistants qui m'ont accompagné durant le durée de mon master et notamment Monsieur Tanguy Struye de Swielande et Monsieur Vincent Gabriel pour m'avoir souvent conseillé. Je souhaite aussi exprimer mes remerciements et toute ma gratitude à ma maitre de stage chez Louvain Coopération, Madame Stéphanie Merle, pour m'avoir apporter de nombreux conseils méthodologiques qui m'ont été très utile dans ma recherche.

Je tiens enfin à remercier ma famille et mes proches pour avoir relu mon mémoire et pour m'avoir soutenu durant toute la durée de mes études.

Table des matières

Introduction	5
1. Objectifs de la recherche	5
2. Question de recherche et hypothèses	6
3. Méthodologie	6
4. Plan du document	7
Chapitre 1 : Le contexte de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama.....	8
Chapitre 2 : Conceptualisation du soft power.....	11
1. Le concept de « pouvoir » en relations internationales	11
2. La dénomination d'un Etat comme puissance.....	12
3. Le concept d'hégémonie	12
4. Le concept de soft power.....	13
4.1. Le soft power comme stratégie étatique	14
4.2. Contextualisation historique du soft power américain.....	15
5. L'Asie-Pacifique	15
Chapitre 3 : Les objectifs de l'administration Obama	16
1. Les objectifs des Etats-Unis vis-à-vis de la montée en puissance de la Chine	19
2. Les objectifs des Etats-Unis en Asie-Pacifique.....	20
Chapitre 4 : Les stratégies de <i>soft power</i> des Etats-Unis en Asie-Pacifique.....	27
1. Résumé de la stratégie américaine	27
2. L'implication et la personnalité des dirigeants américains	28
2.1. Barack Obama.....	29
2.2. Hillary Clinton	33
2.3. John Kerry	35
3. La diplomatie.....	36
4. Le multilatéralisme.....	41
5. La création et le renforcement de partenariats économiques et militaires comme outil du soft power américain.....	45
5.1. L'intérêt de construire des partenariats économiques.....	47
5.2. L'intérêt de construire des partenariats militaires	48
6. Le développement, l'éducation et la culture	49
6.1. Les projets de développement	49
6.2. Les projets d'éducation	52
Chapitre 5 : Le bilan au Vietnam, en Indonésie et au Myanmar	54
1. Le bilan du <i>soft power</i> américain en Indonésie	54
2. Le bilan du <i>soft power</i> américain au Vietnam.....	57

3. Le bilan du <i>soft power</i> américain au Myanmar	60
Chapitre 6 : Le bilan global de la politique de Barack Obama et les enseignements	63
Conclusion.....	67
Annexes	72
1. Annexe 1 : Popularité des réseaux sociaux de Barack Obama et de John McCain en 2009	72
2. Annexe 2 : Liste des traités et actes internationaux ratifiés par les Etats-Unis pendant le premier mandat de Barack Obama en Asie-Pacifique (2009-2012)	72
3. Annexe 3 : Evolution de la favorabilité vis-à-vis des Etats-Unis entre 1999 et 2013.....	74
4. Annexe 4 : Vision des Etats-Unis à l'international	75
5. Annexe 5 : Evolution de la confiance en Barack Obama (2009-2013)	75
6. Annexe 6 : Confiance en Barack Obama et Hillary Clinton en 2016	76
7. Annexe 7 : Evolution de la favorabilité vis-à-vis des Etats-Unis (2000-2022)	76
8. Annexe 8 : Confiance en Donald Trump	77
9. Annexe 9 : Evolution de la favorabilité de la Chine entre 2007 et 2016	77
Bibliographie	78
1. Articles scientifiques	78
2. Discours.....	81
3. Documents officiels / Rapports gouvernementaux	81
4. Thèse.....	83
5. Articles de presse	83
6. Rapports/Etudes	84
7. Réseaux Sociaux	85
8. Sites internet.....	85

Introduction

Quand on pense à la hiérarchie du système international, les Etats-Unis apparaissent tout de suite comme l'Etat le plus dominant. Avec la fin de la guerre froide et la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), il semblait qu'aucun Etat ne pouvait les concurrencer. Cette perception fut rapidement battue en brèche au début du XXIème siècle avec notamment les attentats du 11 septembre 2001. Lors des deux décennies suivantes, les Etats-Unis allaient observer une nouvelle puissance émerger et se développer au niveau international : la Chine.

A cette époque, les Etats-Unis voient donc leur influence commencer à s'effriter à différents endroits et notamment dans une région très importante au niveau stratégique et économique : l'Asie-Pacifique. Leur image s'est en effet dégradée sous le mandat de G.W. Bush et la force d'attraction des Etats-Unis ne semblait plus être aussi dominante que dans les années 90. De nombreuses critiques étaient en effet portées sur le pouvoir américain au niveau national mais aussi international. Ces événements semblaient commencer à remettre en cause l'ordre mondial. Les Etats-Unis n'étaient pas aussi intouchables qu'on aurait pu le croire, de nouveaux acteurs émergeaient, d'autres grandissaient et commençaient à venir challenger la suprématie du pouvoir américain. Les années 2000 voyaient donc des changements importants apparaître au niveau international et remettre en question l'hégémonie américaine. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama signe en 2009 une volonté de changement et l'espoir d'une nouvelle doctrine en politique étrangère. Ce dernier annonçait en effet sa volonté de modifier la façon de faire des Etats-Unis sur la scène internationale. Face aux nombreux changements dans l'environnement politique mondial, les Etats-Unis se devaient d'évoluer pour endiguer une dynamique qui glissait petit-à-petit vers une situation défavorable pour la puissance américaine.

1. Objectifs de la recherche

Ainsi, cette recherche s'intéresse à essayer de comprendre la réaction de la politique étrangère américaine pour endiguer les évolutions défavorables au pouvoir américain. Comme cela sera expliqué dans la suite, l'Asie-Pacifique est devenu à cette époque une région très importante pour la politique étrangère américaine. Cette recherche vise donc à comprendre l'évolution du *soft power* américain, de la force d'attraction, dans cette région. L'objectif est de comprendre la stratégie globale américaine et les politiques menées pour améliorer le *soft power* américain. La recherche abordera la construction d'une nouvelle doctrine en matière de politique étrangère. Il sera aussi important de bien définir et comprendre les objectifs recherchés par le

gouvernement américain. Enfin, un dernier objectif est de saisir les évolutions et de tirer le bilan du *soft power* américain en Asie-Pacifique. Le focus est donc mis sur les évolutions de cette partie de la puissance des Etats-Unis. Cela nous permettra de tirer des enseignements de cette nouvelle politique et de comprendre davantage les rapports de force ayant trait au *soft power*. Ainsi, cette recherche vise à effectuer un bilan et à tirer des enseignements des évolutions stratégiques américaines en Asie-Pacifique sous les deux mandats de Barack Obama. Comme cela sera vu, ces évolutions ont encore des implications aujourd'hui et permettent de comprendre sous un certain angle la situation actuelle.

2. Question de recherche et hypothèses

Il est alors temps de définir la question de recherche de ce mémoire. Globalement, cette dernière pourrait être énoncée ainsi : Comment a évolué le *soft power* américain en Asie-Pacifique sous Barack Obama ? Cependant, il est important de compléter cette question en soulignant aussi l'importance du « pourquoi ». Il est important de comprendre les évolutions et d'en faire le bilan mais aussi d'en comprendre les causes. De plus, un autre élément méritant d'être ajouté est celui de l'évolution de la place des Etats-Unis dans la hiérarchie régional. Finalement, on peut définir la question de recherche ainsi : Comment comprendre l'évolution du *soft power* américain en Asie-Pacifique sous Barack Obama et l'évolution de la place des Etats-Unis dans l'ordre régional ?

Ainsi, plusieurs hypothèses peuvent être définies. Ces dernières partent du postulat de base que les Etats-Unis ont décidé de s'impliquer davantage dans la région en essayant d'améliorer leur *soft power*. La première hypothèse peut être définie ainsi : la stratégie américaine a échoué à augmenter le *soft power* américain en Asie-Pacifique et à diminué l'influence des Etats-Unis. La seconde hypothèse consiste à dire que la politique étrangère américaine a été une réussite, a permis d'améliorer le *soft power* américain et a repositionné les Etats-Unis comme acteur régional majeur. Enfin, la dernière hypothèse se veut plus prudente en se questionnant sur la possibilité que la stratégie américaine de l'administration Obama peut être considéré comme une réussite mais qu'elle n'a pas suffisamment augmenté l'influence américaine en Asie-Pacifique pour repositionner le pays dans la région. Ces hypothèses seront donc explorées et confirmées au cours de la recherche.

3. Méthodologie

Au niveau méthodologique, cette recherche se base une démarche hypothético-déductive. Des hypothèses ont été formulé et la suite du mémoire visera à aller les vérifier. Pour cela, la collecte

de données est principalement d'ordre qualitative mais aussi quantitative. Les données qualitatives peuvent être divisées en deux catégories. La première est celle de la revue de la littérature. La recherche s'appuie notamment sur les travaux préexistants d'auteurs de la communauté scientifique ayant déjà traité le sujet. De nombreux auteurs se sont déjà penché sur la question. Un tri était donc nécessaire pour déterminer les sources de qualités. Les travaux utilisés dans ce mémoire s'appuie sur des méthodologies pertinentes et adéquates. Cependant, la majorité des travaux préexistants ne rentrait pas beaucoup en détails ou ne couvrait qu'une partie du sujet.

Pour pallier à cette difficulté, ces données sont donc complétés par une récolte qualitative plus personnelle. Au vu du sujet de la recherche, il est important de prendre en compte les discours, les rapports gouvernementaux, les traités ou encore les article de presse. Ils permettent d'aller chercher des informations précises sur la politique étrangère américaine. Le mémoire s'appuie donc sur une série de documents officiels. Les rapports du Département d'Etat sont notamment très utiles. Enfin, la dernière partie de la récolte de données rentre dans une démarche davantage quantitative. La recherche s'appuie en effet sur une série de statistiques et de sondages d'opinions. Elle est principalement utilisée dans les chapitres ayant traits au bilan de la stratégie américaine pour notamment observer l'évolution de la popularité des Etats-Unis dans les pays étudiés. Les études du Pew Research Center sont notamment très intéressante à prendre en compte. Le document s'appuie donc sur une démarche hypothético-déductive et sur une combinaison de récolte de données qualitative et quantitative.

4. Plan du document

Le mémoire est divisé en six chapitres. Le premier chapitre vise à contextualiser la recherche en expliquant notamment la situation au moment de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2009. Le second chapitre a pour objectif de définir et d'expliquer les concepts centraux dans la recherche. Ainsi, les concepts de pouvoir, de *hard*, de *soft* et de *smart power* seront notamment définis. Le terme d'hégémonie sera aussi explicité. Enfin, une présentation de la région d'Asie-Pacifique sera aussi réalisée. La suite du document vise à répondre à la question de recherche. Le troisième chapitre dresse notamment une présentation complète des objectifs de l'administration Obama dans sa politique étrangère en Asie-Pacifique. Le chapitre suivant vise à présenter les différentes stratégies de *soft power* mise en place par les Etats-Unis. Il sera subdivisé en cinq parties qui présenteront chacune un outil de *soft power*. La première dresse une présentation du rôle de la personnalité des dirigeants américains. Les deuxième et troisième parties discutent l'importance de la diplomatie et du multilatéralisme dans la stratégie des Etats-

Unis. La partie suivante parle de la construction d'accords et de partenariats avec les pays de la région. Enfin, la cinquième partie vise à présenter les outils culturels, de développement et d'éducation comme levier du *soft power*. Le chapitre cinq cherche à dresser un bilan de la stratégie américaine dans trois pays de la région : l'Indonésie, le Vietnam et le Myanmar. Le dernier chapitre vise enfin à effectuer un bilan global et à tirer des enseignements de la politique de Barack Obama en Asie-Pacifique. Enfin, une conclusion sera effectuée pour répondre finalement à la question de recherche.

Ce mémoire démontrera des avancées de l'administration Obama dans la région. Il présentera donc les différentes stratégies et les raisons qui ont mené au succès du *soft power* américain. Ces avancées sont d'autant plus importantes à noter compte tenu de la baisse d'influence américaine lors des mandats de G.W. Bush, prédécesseur de Barack Obama. Ces réussites seront néanmoins relativiser par un bilan global moins positif. La recherche démontrera que, malgré les avancées dans les relations avec de nombreux pays, les Etats-Unis d'Obama n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs les plus importants dans la région. L'amélioration du *soft power* américain sera remis dans un contexte et dans un environnement plutôt défavorable aux Etats-Unis. Le rôle de la montée en puissance de la Chine et de l'instabilité régional seront les deux éléments principaux de l'échec des Etats-Unis en Asie-Pacifique. Cette recherche vise donc à démontrer ce bilan en demi-teinte de la stratégie de *soft power* de l'administration Obama.

Chapitre 1 : Le contexte de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama

En décembre 1991, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) disparaît. Cet événement signe alors la fin de la guerre froide et le début d'une période qui semble être celle de l'hégémonie américaine. La Russie se recentre sur sa situation nationale et n'est plus capable de s'investir au niveau international. Avec la chute de leur dernier grand rival, les Etats-Unis se retrouvent être la seule superpuissance du système international. Ils semblent alors être dans une situation d'hégémonie militaire, économique, politique et culturelle. Cette nouvelle position apporte de nouveaux défis pour les Etats-Unis : ils doivent faire évoluer leur stratégie au niveau international. Elle apporte de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux dangers et menaces. Rapidement, plusieurs événements viennent ébranler la puissance américaine et questionner son hégémonie au début du XXIème siècle (Planel, 2012).

Les attentats du 11 septembre 2001 à New-York et à Washington viennent profondément choquer la société américaine. Comme aurait pourtant pu le laisser penser sa position

géographique, le territoire des Etats-Unis n'est pas intouchable et la population américaine peut être menacée par des dangers extérieurs. Cet évènement laissera des traces très profondes dans la société et la politique américaine. Les Etats-Unis se lancent alors dans une « guerre contre le terrorisme » en s'impliquant militairement en Afghanistan jusqu'en 2021. Ils s'embourberont dans une lutte contre les talibans pendant de longues années. En 2003, ils se lancent aussi dans un conflit en Irak. Il durera plusieurs années et les pertes américaines seront importantes. Ces deux conflits seront vivement critiqués au niveau national mais aussi international (Bühler, 2003; Planel, 2012; Sur, 2002).

Au niveau économique, la crise des subprimes en 2007-2008 bouleverse profondément l'équilibre économique mondial. Cette crise immobilière, financière et bancaire toucha de très nombreux pays dans le monde entier. Un grand nombre d'entreprises et banques firent faillites. L'inflation et la montée des prix de nombreuses ressources explosèrent. Cette crise économique remet en cause le modèle économique américain dominant depuis la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS. La politique américaine et en particulier celle de son président George W. Bush fut fortement critiquée à l'international. Tout ces éléments entraînent une certaine perte de confiance et de crédibilité envers l'hégémon américain (Planel, 2012).

Enfin, les Etats-Unis commencent à voir une nouvelle puissance grandir rapidement : la Chine. Cette dernière connaît en effet une croissance économique et militaire importante et se positionne comme un challenger à la puissance américaine. Alors qu'elle était principalement concentrée sur sa situation interne, elle commence à s'intéresser de plus en plus au niveau international. La Chine commence en effet à développer ses intérêts à l'étranger. Les Etats-Unis observent alors grandir un nouvel acteur qui gagne rapidement en influence et devient un Etat majeur du système international (Courmont, 2016; Planel, 2012).

C'est dans ce contexte difficile pour les Etats-Unis, qu'en novembre 2008, le candidat démocrate Barack Obama gagne les élections présidentielles face au républicain John McCain. Il remporte alors une victoire éclatante qui sera saluée dans de nombreux pays. Barack Obama profite à cette époque d'un certain élan progressiste. Son élection est empreinte d'espoirs. Pendant sa campagne, Barack Obama porte des promesses de changements socio-économiques forts pour la société américaine. Au niveau international, il promet aussi des grands changements dans l'approche américaine. Dans ce cadre, deux éléments sont particulièrement pertinents à retenir lors du début de son mandat.

Tout d'abord, le début du mandat de Barack Obama signe un changement de perspective dans la politique étrangère américaine. Les Américains développent la stratégie du « pivot ». La politique de G.W. Bush, prédécesseur de Barack Obama, avait isolé assez fortement les Etats-Unis sur la scène géopolitique internationale. En effet, le président américain s'est principalement concentré sur les affaires du Moyen-Orient avec notamment la guerre en Irak. Une grande partie des ressources étaient allouées à la politique américaine dans cette région. Profondément marqués par les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis faisaient de la guerre contre le terrorisme une priorité. Le Moyen-Orient représentait à cette époque la région où les intérêts américains étaient les plus sensibles. Pour eux, cette zone avait le potentiel de modifier la hiérarchie et l'ordre géopolitique mondiaux. Du côté de l'Asie-Pacifique, les Etats-Unis sont donc peu présents et ne participent pas beaucoup aux affaires régionales. Il est néanmoins important de préciser qu'ils n'étaient pas totalement absents. Les auteurs reconnaissent une implication américaine mais moins importante qu'au Moyen-Orient. Avec son investissement relatif dans les affaires régionales, les Etats-Unis bénéficient donc de peu de *soft power* et d'influence dans la région à cette époque (Bühler, 2003; Courmont, 2016; Xinbo, 2012).

Le gouvernement de Barack Obama fait alors pivoter son attention sur l'Asie-Pacifique. Il juge alors que ses intérêts sont plus importants dans cette région et notamment autour de la mer de Chine méridionale. Cette dernière est en effet une zone économique et stratégique très importante. Les lignes de communications maritimes voient transiter une très grande partie du commerce mondial (30% en 2017). (Bondaz, 2017). La Chine y possède des revendications territoriales. L'Inde y cherche à protéger ses intérêts tout comme le Japon et l'Australie. La région regroupe des Etats qui ont pris une importance économique et technologique énorme comme la Corée du Sud, le Japon et la Chine. De plus, plusieurs Etats sont traversés par des conflits internes et des tensions comme le Myanmar. Cette région est particulièrement sensible. Les Etats-Unis effectuent donc un pivot stratégique, le focus est mis sur les enjeux de l'Asie-Pacifique et moins sur ceux du Moyen-Orient (Courmont, 2016; Planel, 2012).

De plus, le deuxième élément qu'il est important de noter lors de l'élection de Barack Obama est la mise en avant du *smart power* et donc par définition du *soft power* dans la stratégie américaine au niveau international. Dès le début de son mandat, le nouveau président allait mettre en avant l'importance de ce concept dans la nouvelle stratégie américaine. Le pouvoir d'attraction allait prendre plus d'importance sous sa présidence (Quessard, 2019). La secrétaire

d'Etat américaine Hillary Clinton déclarait déjà le 13 janvier 2009 qu'il était primordial pour les Etats-Unis d'utiliser le *smart power* :

“We must use what has been called smart power, the full range of tools at our disposal—diplomatic, economic, military, political, legal, and cultural—picking the right tool, or combination of tools, for each situation. With smart power, diplomacy will be the vanguard of foreign policy” (Extrait du discours d'Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

Dans cette idée, les USA devaient utiliser tous les outils à leur disposition pour protéger leurs intérêts (Nye, 2009). La première moitié de ce concept, le *hard power*, était déjà un outil que les Etats-Unis utilisaient. Ils étaient d'ailleurs au niveau coercitif les plus puissants. Mais, la volonté du gouvernement américain est aussi de pouvoir se servir de tous les outils non-coercitifs à sa disposition. Le *soft power* apparaît alors comme un concept central de la stratégie américaine (Quessard, 2019).

Ainsi, l'élection de Barack Obama en novembre 2008 et son investiture en janvier 2009 annonçaient des grands changements dans la politique étrangère américaine. L'attention des Etats-Unis allait être portée sur l'Asie-Pacifique dans une perspective de pivot et le concept de *soft power* allait devenir une composante et une préoccupation importante de la stratégie américaine (Planel, 2012; Quessard, 2019). Ce texte cherche donc à analyser et à tirer le bilan de ces deux grandes évolutions annoncées de la politique américaine sous Barack Obama.

Chapitre 2 : Conceptualisation du soft power

Si cette recherche porte sur l'exploration des stratégies de *soft power* américain en Asie-Pacifique sous l'administration Obama, il apparaît nécessaire d'en explorer la signification. En effet, une série de définitions est importante pour débiter correctement la recherche. Tout d'abord, il est important de remonter la chaîne théorique pour s'intéresser au concept de « pouvoir ».

1. Le concept de « pouvoir » en relations internationales

Le concept de « pouvoir » en relations internationales peut être défini de plusieurs manières. De manière globale, il peut se définir comme la production d'effets qui détermine et modifie les différentes capacités des acteurs d'un système social à déterminer leur situation actuelle et future (Barnett & Duvall, 2005). Cela peut aussi être simplement considéré comme « la capacité d'imposer sa volonté aux autres » (Duroselle, 1979). Dans l'étude des relations internationales,

ce concept est traditionnellement associé au courant réaliste. Il peut s'inscrire dans ce courant comme la capacité d'un pays à utiliser ses ressources pour influencer d'autres Etats à faire ce qu'il souhaite (Barnett & Duvall, 2005). Enfin, une dernière manière de définir le concept de « pouvoir » serait de le voir comme « la capacité d'un acteur A d'obtenir la soumission à sa volonté, ou la conformité à ses ordres, de l'acteur B » (Aron, 1967). Il est important de noter que ces définitions essaient de résumer un concept en réalité très large. Ces définitions sont sans aucun doute perfectibles mais elles nous permettent néanmoins de poser certaines bases nécessaires.

2. La dénomination d'un Etat comme puissance

La langue française demande de faire une distinction qui n'existe pas en anglais entre le terme de « pouvoir » et celui de « puissance » (*power* en anglais). Si à priori les deux termes peuvent distinguer la même chose, nous nous servons de ce dernier pour parler d'une puissance. Il nous servira donc à désigner un individu ou dans notre cas d'étude un Etat. Mais alors, il est intéressant de s'attarder un instant sur ce qu'est « une puissance ». Elle peut être définie comme « un Etat, qui est capable , en certaines circonstances, de modifier la volonté d'individus, groupes, ou États étrangers » (Duroselle, 1979). Dans l'étude des relations internationales, les Etats sont distingués régulièrement selon cette échelle de mesure. Ainsi, nous retrouvons les petites puissances, les moyennes puissances et les grandes puissances.

Même si cette classification n'est pas le sujet de notre recherche, attardons-nous un instant sur un cas assez particulier : l'hégémonie.

3. Le concept d'hégémonie

Le concept d' « hégémonie » a beaucoup évolué au fil du temps. Aujourd'hui, nous pouvons le retenir comme l'autorité prédominante, prépondérante et le leadership d'une entité sur une autre. La notion de domination est ici centrale. Cette supériorité peut se retrouver dans différents domaines : militaires, culturels, diplomatiques, économiques,... Un hégémon est alors un Etat qui est en position de supériorité et qui exerce son autorité sur un ou plusieurs de ces aspects (Sur, 2002; Dominguez, 2021). Pour d'autres auteurs, l'hégémonie peut être qualifiée comme « la réalisation d'un système international ordonné par la puissance hégémonique, avec la production de normes internationales acceptées par tous » (Delarue, 2016). Les questions d'un environnement ordonné et de la légitimité de la puissance hégémonique sont primordiales dans ce concept. Au sortir de la guerre froide, les Etats-Unis semblent se retrouver en situation hégémonique avec la fin de l'URSS. Les USA bénéficient d'une position de supériorité

militaire, économique, culturelle et politique sur tous les autres Etats. Néanmoins, cette hégémonie est rapidement remise en question et critiquée à cause de plusieurs événements. Les attentats du 11 septembre 2001, les guerres en Afghanistan et en Irak ainsi que la crise économique de 2008 sont des événements qui sont venus bousculés la puissance américaine (Pfaff, 2001 ; Sur, 2002 ; Planel, 2012).

4. Le concept de soft power

Le pouvoir d'un Etat peut s'exprimer de différentes manières. Le *hard power*, par exemple, peut être défini comme la capacité d'un Etat à influencer le comportement d'un autre par des moyens de coercition militaire ou économique. Le *soft power* s'inscrit aussi dans cette capacité d'influence mais davantage à travers une force d'attraction. Si ce concept est développé spécifiquement par Joseph Nye à la fin du siècle précédent, il a néanmoins évolué au cours des deux dernières décennies (Nye, 2009). La section suivante s'intéresse donc à fournir une définition et une explication complète de ce concept central dans ce texte.

En 1990, J.S. Nye présente initialement le *soft power* comme la capacité à amener l'autre Etat à vouloir ce que l'on souhaite. Il affirmait déjà à cette époque que cette forme de pouvoir allait prendre de plus en plus d'importance dans la stratégie des Etats (Nye, 1990). En 2009, il retravaille quelque peu ce concept et le présente comme le pouvoir d'obtenir les résultats voulus grâce à une force d'attraction. Le *soft power* influence donc les préférences d'un Etat et donc l'implémentation de politiques dans le pays. Il peut avoir différentes natures : culturel, linguistique, idéologique, institutionnel, politique ou encore lié aux valeurs d'un Etat. Néanmoins, J.S. Nye interpelle sur le fait que ce concept est devenu un concept un peu fourre-tout. De très nombreux éléments peuvent être considérés comme des éléments de *soft power*. Même les ressources économiques et militaires peuvent être considérées comme étant des vecteurs d'attraction au niveau international. Par exemple, la puissance militaire d'un Etat, notamment au niveau technologique, peut devenir une force d'attraction pour un Etat envers un autre. Il est donc nécessaire d'être prudent en explorant les stratégies de *soft power* d'un Etat car ce terme englobe un très grand nombre d'éléments (Nye, 2009).

Si J.S. Nye est l'auteur qui l'a principalement développé, d'autres chercheurs se sont appropriés et ont retravaillé ce concept. Ainsi, certains mettent l'accent sur l'opposition du *soft power* avec les forces de coercion en le définissant comme un pouvoir d'attraction mais aussi de persuasion. Le *soft power* représente alors une série de stratégies et d'éléments mais qui n'impliquent pas de menace militaire ou de paiement économique comme le *hard power* (BiLgiN & EliŞ, 2008;

Wilson, 2008). Néanmoins, d'autres auteurs soulignent le lien entre les deux concepts. Par exemple, le *hard power* peut faire gagner du *soft power* à un Etat. Dans l'autre sens, une perte de *soft power* peut être néfaste pour le pouvoir coercitif. En effet, cela peut amener une perte de crédibilité de la menace et donc rendre les stratégies de *hard power* moins efficaces pour les Etats (Melissen, 2005). Il est important de souligner que l'auteur qui fit peut-être le plus évoluer ce concept est J.S. Nye lui-même. En 2021, il publie un nouvel article où il s'intéresse à une définition et à un usage plus moderne du terme de *soft power*. Il explique notamment que ce dernier ne doit pas être perçu comme regroupant tout et n'importe quoi. De nombreuses ressources peuvent participer au *soft power* d'un Etat mais sans qu'elles puissent être définies comme tel. Ce concept avait été initialement développé autour de l'hégémonie américaine. Avec le temps, de nombreux dirigeants politiques se sont appropriés ce concept et l'ont appliqué à leurs politiques. Le concept de *smart power* qui combine *hard* et *soft*, s'est aussi développé. Aujourd'hui, les stratégies de *soft power* se sont élargies et de nombreux Etats comme la Chine ou le Qatar le développent de manière consciente et proactive (Nye, 2021).

Après avoir défini les termes de *hard*, *soft* et *smart power*, il est pertinent de dire un mot sur un autre concept qui s'est fortement développé ces dernières années : le *sharp power*. Ce dernier peut être décrit comme les stratégies de manipulation et de censure d'un Etat pour venir fragiliser, modifier et dégrader l'intégrité du système politique d'un autre pays. Il est aussi lié à la limitation de la liberté d'expression. Ce terme est souvent utilisé pour décrire des stratégies de régimes autoritaires vis-à-vis de démocraties mais il doit néanmoins ne pas être confondu avec le concept de *smart power* qui sera lui utilisé dans la suite du texte (Walker, 2018).

4.1. Le *soft power* comme stratégie étatique

Pour la suite de ce texte, il est important d'apporter une précision entre le *soft power* comme stratégie consciente des Etats et celui que l'on pourrait qualifier de *soft power* de fait. En effet, un Etat peut décider de lancer des politiques pour augmenter le sien mais il peut être aussi présent de base et ne pas être un projet politique. Par exemple, l'influence de l'industrie cinématographique américaine peut être considérée comme faisant partie de son *soft power*. En général, l'influence culturelle américaine n'est pas spécialement un projet des gouvernements de Washington. Le cinéma, la musique ou encore le sport représentent des forces d'attraction pour de nombreux pays étrangers envers les Etats-Unis. Même si cela peut l'être, globalement cela ne peut pas être considéré comme une politique. Dans l'autre sens, un Etat peut décider d'implanter des politiques pour augmenter son *soft power*. Par exemple, un gouvernement peut décider de lancer des grands projets diplomatiques qui ont pour but d'améliorer la force

d'attraction du pays en question (Dagnaud, 2011; Nye, 2021). Il y a donc une distinction importante à faire. Dans le cadre de ce mémoire, la recherche se concentrera principalement sur les projets, les politiques mises en place par le gouvernement de Barack Obama en Asie-Pacifique.

4.2. Contextualisation historique du soft power américain

Le concept de *soft power* s'est développé autour de l'hégémonie américaine. En 1991, l'URSS se disloque et les Etats-Unis se retrouvent en position hégémonique. Leur dernier grand rival disparaît et la Russie se recentre sur sa politique interne, en délaissant sa politique étrangère. Les USA se retrouvent alors être la seule superpuissance sur l'échiquier géopolitique mondial. Leur hégémonie est alors militaire, économique, politique mais aussi culturelle. Les Etats-Unis doivent donc évoluer dans une nouvelle position qui amène alors son lot de défis, d'opportunités et de nouvelles menaces. C'est donc dans ce contexte que se développe le concept de *soft power*. La force d'attraction des USA était déjà très forte dans de nombreux pays, notamment en Europe de l'Ouest. Néanmoins, elle était contrebalancée par celle de l'URSS qui était forte dans plusieurs régions. Avec la fin de l'URSS, une grande partie du *soft power* soviétique s'effondre et celui des Etats-Unis se retrouve sans concurrence (Nye, 2009, 2021).

5. L'Asie-Pacifique

Après avoir exploré le concept de *soft power*, la problématique de ce mémoire invite à se pencher sur le terme d'Asie-Pacifique. A première vue, il semble désigner une région bien vaste. L'Asie-Pacifique reprend ainsi les Etats d'Océanie, d'Extrême-Orient et du sous-continent indien. Dans les classifications plus larges, elle comprend l'Océanie, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Asie Centrale et l'Asie Occidentale. Elle regroupe une région très large qui va de la Russie au Nord à la Nouvelle-Zélande au sud et des pays du Golfe Persique à l'Ouest aux îles du Pacifique à l'Est (Cossa et al., 2009).

Dans le cadre de ce mémoire, la recherche se concentrera seulement sur une partie de l'Asie-Pacifique. Ainsi, elle se concentrera sur l'Asie du Sud-Est, l'Océanie et l'Extrême-Orient (Japon, Corée du Sud et Taïwan). Elle étudiera donc les pays autour de la mer de Chine Méridionale et les pays de l'Océan Pacifique. Cette région représente en effet des zones stratégiques importantes pour les Etats-Unis. Par exemple, la mer de Chine méridionale représente un enjeu économique avec les lignes de communication maritime. La Chine s'y montre notamment très active (Cossa et al., 2009). L'importance de cette dernière dans la région est telle que ce pays sera abordé aussi. La recherche ne s'intéressera donc pas au cas de la Russie

et de l'Inde. L'objectif est de se concentrer sur des moins grandes puissances pour y constater l'évolution de la force d'attraction américaine. Ainsi, les Etats considérés dans ce document sont les Etats d'Asie du Sud-Est (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Birmanie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam et Timor oriental), les Etats indépendants d'Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande, Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Etats fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) et le Japon, la Corée du Sud et Taïwan.

Ces éléments nous permettent donc de poser les bases de la recherche. Avec l'élection de Barack Obama, les Etats-Unis vont davantage s'impliquer en Asie-Pacifique pour essayer d'augmenter leur *soft power*. La suite de ce document visera à développer les objectifs et les stratégies de *soft power* dans la région sous Barack Obama. Les derniers chapitres seront consacrés à tirer un bilan et des enseignements de la politique américaine.

Chapitre 3 : Les objectifs de l'administration Obama

Avant d'analyser les stratégies américaines en Asie-Pacifique, il est important de comprendre correctement les objectifs du gouvernement américain à cette époque. Pour cela, plusieurs éléments sont intéressants à analyser : les discours et les documents officiels du gouvernement américain, les articles de presse et les rapports datant de cette époque, annonçant et analysant les décisions américaines. Les archives du Département d'Etat seront alors très pertinentes à analyser. Ces éléments seront mis en parallèle et analysés grâce aux écrits de différents auteurs.

Il est important de commencer par le début avec la volonté des Etats-Unis de s'impliquer davantage en Asie-Pacifique. L'influence et la force d'attraction américaine, le *soft power*, avaient diminué en Asie-Pacifique. Ils commencent alors à faire évoluer le centre de leur attention vers cette région. Ils se rendent compte à cette époque de l'importance de cette région tant sur le plan économique que stratégique et politique. Dès le début de la présidence de Barack Obama, la nouvelle secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, annoncera la volonté américaine de s'impliquer davantage en Asie-Pacifique lors d'un discours au début de l'année 2009. Dans ce discours à la Commission des Affaires étrangères du Sénat, H. Clinton rappellera l'importance de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient. Elle posera alors les premières bases de la nouvelle stratégie américaine qui s'appuiera sur trois éléments importants : le développement, la diplomatie et la défense (Clinton, 2009).

“Equally important will be a comprehensive plan using all elements of our power – diplomacy, development, and defense – to work with those in Afghanistan and Pakistan who

want to root out al-Qaeda, the Taliban, and other violent extremists who threaten them as well as us in what President- Elect Obama has called the central front in the fight against terrorism. We need to deepen our engagement with these and other countries in the region and pursue policies that improve the lives of the Afghan and Pakistani people” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

Barack Obama et Hillary Clinton annoncent rapidement la mise en place d’une nouvelle stratégie de *smart power*, alliant *hard* et *soft power*. Ainsi, dans ce même discours, cette dernière annoncera déjà la mise en place de cette stratégie. Si elle parle ici principalement du Moyen-Orient, elle annoncera plus loin la volonté de travailler davantage en Asie-Pacifique (Clinton, 2009).

“As we focus on Iraq, Pakistan and Afghanistan, we must also actively pursue a strategy of smart power in the Middle East that addresses the security needs of Israel and the legitimate political and economic aspirations of the Palestinians; that effectively challenges Iran to end its nuclear weapons program and sponsorship of terror, and persuades both Iran and Syria to abandon their dangerous behavior and become constructive regional actors; that strengthens our relationships with Egypt, Jordan, Saudi Arabia, other Arab states, with Turkey, and with our partners in the Gulf to involve them in securing a lasting peace in the region” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

La nouvelle stratégie américaine se concentre davantage sur d’autres éléments que sur la puissance militaire. Ainsi, le nouveau président américain dans son discours d’introduction appuiera sur l’importance du rôle d’exemple des Etats-Unis pour les autres pays. Le *soft power* prendra alors une importance nouvelle au sein de la stratégie globale de *smart power* américaine (Obama, 2009).

“Recall that earlier generations faced down fascism and communism not just with missiles and tanks, but with the sturdy alliances and enduring convictions. They understood that our power alone cannot protect us, nor does it entitle us to do as we please. Instead they knew that our power grows through its prudent use; our security emanates from the justness of our cause, the force of our example, the tempering qualities of humility and restraint. We are the keepers of this legacy. Guided by these principles once more we can meet those new threats that demand even greater effort, even greater cooperation and understanding between nations. We will begin to responsibly leave Iraq to its people and forge a hard-earned peace in Afghanistan. With old friends and former foes, we’ll work tirelessly to lessen the nuclear

threat, and roll back the specter of a warming planet” (Extrait du discours inaugural de Barack Obama du 21/01/2009).

Hillary Clinton, dans son discours, met aussi l’accent sur la nécessité de faire évoluer la politique étrangère américaine dans d’autres régions. Elle souligne principalement l’importance de s’impliquer davantage en Asie-Pacifique. Les partenariats avec ces Etats doivent être renforcés. La nouvelle secrétaire d’Etat souligne l’importance des relations économiques et stratégiques dans la région. De plus, elle annonce aussi dans son discours sa volonté de travailler avec la Chine. Ce pays prend de l’importance et il faut construire une relation de coopération avec lui. On note donc ici qu’elle ne présente pas une volonté de s’opposer frontalement et de contrebalancer de manière stricte l’expansion chinoise (Clinton, 2009).

“Today’s security threats cannot be addressed in isolation. Smart power requires reaching out to both friends and adversaries, to bolster old alliances and to forge new ones. That means strengthening the alliances that have stood the test of time— especially with our NATO partners and our allies in Asia. Our alliance with Japan is a cornerstone of American policy in Asia, essential to maintaining peace and prosperity in the Asia-Pacific region, and based on shared values and mutual interests. We also have crucial economic and security partnerships with South Korea, Australia, and other friends in ASEAN. We will build on our economic and political partnership with India, the world’s most populous democracy and a nation with growing influence in the world” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

“China is a critically important actor in a changing global landscape. We want a positive and cooperative relationship with China, one where we deepen and strengthen our ties on a number of issues, and candidly address differences where they persist” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

Deux éléments importants sont à noter sur la base de ces deux discours. Les Etats-Unis montrent qu’ils sont fortement concernés par la lutte contre le terrorisme et leur implication au Moyen-Orient. Il s’agit de la préoccupation principale au moment du début de la présidence d’Obama. Néanmoins, ils commencent à annoncer qu’un changement est en train d’être opéré. Ils veulent s’impliquer davantage en Asie-Pacifique mais ce changement est plus progressif et moins marqué qu’une évolution radicale. En effet, la stratégie du pivot de la politique étrangère américaine vers cette région du monde se fait petit-à-petit. La politique américaine ne change pas en un coup au soir de l’investiture du président Obama. Ils sont encore conscients des enjeux

au Moyen-Orient mais ils commencent à annoncer qu'ils vont essayer de se désengager. Ils annoncent notamment le souhait de faire partir les troupes américaines d'Irak. La stratégie du pivot se fera donc de manière assez progressive (Clinton, 2009 ; Obama, 2009).

Ensuite, le deuxième élément important à noter est le changement de stratégie. En effet, les deux dirigeants appuient sur la nécessité de faire évoluer la politique étrangère américaine. Les différents leviers coercitifs doivent rester des outils importants mais il faut davantage mettre l'accent sur d'autres éléments comme la diplomatie. Le *smart power* devient central dans la politique étrangère des Etats-Unis. Il faut que les Etats-Unis deviennent des exemples et travaillent en collaboration avec les autres Etats. Le *soft power* devient alors une variable importante et les Etats-Unis doivent travailler là-dessus (Clinton, 2009 ; Obama, 2009). Ces deux discours nous permettent donc de noter une certaine volonté de changement au niveau stratégique et géographique dans la politique étrangère américaine. Ces éléments sont d'ailleurs confirmés par Courmont (2016) et Quessard (2019). Les Etats-Unis veulent donc réinvestir dans leur politique étrangère en Asie-Pacifique avec le *smart power*. Globalement, ils s'impliquent davantage dans la région en diversifiant leurs stratégies au niveau politique, diplomatique, culturel et militaire. L'administration Obama veut redoubler d'efforts dans ces domaines pour encourager les partenariats et gagner en influence et en force d'attraction (Courmont, 2016; Quessard, 2019). Les stratégies seront détaillées dans les chapitres suivants. Il est alors pertinent de se demander quels sont les grands objectifs des Etats-Unis en menant cette politique vis-à-vis de la Chine et surtout des autres Etats de la région. Quels étaient les objectifs fixés ? Pour tirer des enseignements, il est nécessaire de comprendre ce que souhaitaient réaliser les Etats-Unis.

1. Les objectifs des Etats-Unis vis-à-vis de la montée en puissance de la Chine

Pour comprendre réellement ce que visaient les Etats-Unis en Asie-Pacifique, il est important de s'intéresser à ses objectifs envers la Chine. En tant qu'acteur régional majeur et puissance émergente, la Chine représente un acteur impactant grandement les Etats-Unis dans leur politique étrangère. Ils ne pouvaient pas les ignorer et devaient adapter leur politique à l'égard des Etats de l'Asie-Pacifique en fonction du géant chinois. Il est donc important de comprendre la politique américaine sous cet angle pour déterminer ses implications dans la région.

A première vue, les Etats-Unis chercheraient à contenir l'expansion chinoise. Une puissance hégémonique verrait d'un mauvais œil le développement d'un futur concurrent et souhaiterait

empêcher son développement. Néanmoins, les Etats-Unis marquent rapidement leur volonté de ne pas s’opposer frontalement à la Chine. Ils annoncent vouloir davantage travailler avec eux en créant des partenariats et en collaborant. Ainsi, Hillary Clinton déclarait qu’il était nécessaire de travailler avec cette nouvelle puissance sur différents thèmes (Clinton, 2009).

“China is a critically important actor in a changing global landscape. We want a positive and cooperative relationship with China, one where we deepen and strengthen our ties on a number of issues, and candidly address differences where they persist. But this not a one-way effort – much of what we will do depends on the choices China makes about its future at home and abroad. With both Russia and China, we should work together on vital security and economic issues like terrorism, proliferation, climate change, and reforming financial markets” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

Les Etats-Unis annoncent ne pas vouloir s’opposer frontalement à la Chine. L’administration Bush avait entretenu des relations correctes avec le régime de Pékin. Barack Obama ne critique pas son bilan à ce niveau et essaie d’aller encore plus loin en voulant tisser des partenariats. Barack Obama avait donc pour objectif au début de son mandat de se rapprocher de la Chine et de construire des liens économiques et diplomatiques avec eux. Cet objectif sera d’ailleurs souligné par plusieurs auteurs comme Bondaz (2017), Quessard (2019) et Xinbo (2012). Certains auteurs comme Quessard (2019) et Xinbo (2012) soulignent néanmoins que la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine va grandir durant le mandat de Barack Obama. Comme cela sera expliqué dans les chapitres suivants, les Etats-Unis vont montrer qu’ils souhaitent contrebalancer la Chine dans leurs relations avec les autres Etats de la région. Ils veulent rassurer leurs partenaires inquiets par la montée, l’expansion et les velléités chinoises. Cette double politique aurait créé une certaine confusion auprès des autres Etats (Xinbo, 2012).

2. Les objectifs des Etats-Unis en Asie-Pacifique

Il est important de comprendre quels étaient réellement les objectifs des Etats-Unis en Asie-Pacifique concernant les autres Etats. Si les Etats-Unis semblaient vouloir travailler de manière collaborative avec la Chine, ils semblaient aussi vouloir défendre clairement leurs intérêts et ne pas laisser cette dernière venir trop les menacer (Xinbo, 2012). Pour comprendre réellement les objectifs américains au début du mandat de Barack Obama, il est intéressant d’analyser les discours et les rapports du Département d’Etat sur la question.

Comme cela a été démontré dans l'analyse des deux discours précédemment cités, les Etats-Unis de Barack Obama ont deux objectifs globaux. Le premier est de faire pivoter le centre de gravité de la politique étrangère américaine du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique et particulièrement vers l'Asie du Sud-Est. Le second est d'augmenter leur engagement en Asie-Pacifique pour améliorer le *soft power* américain dans la région. Ces deux objectifs sont d'ailleurs soulignés dans des rapports du Département d'Etat lors du mandat du président Obama.

"Marking an important pivot in U.S. policy toward the East Asia and Pacific Region, the Administration in 2011 articulated a new strategy to lock in substantially increased investment in "America's Pacific Century." This new strategy for Asia will guide such U.S. Government activities from reinvigorating already strong relations with treaty allies, building new partnerships with emerging powers in the region, engaging with multilateral institutions, expanding trade and investment, forging a broad based military presence, and advancing democracy, human rights and the rule of law" (Rapport du US Department of State du 24/02/2012).

"Building the architecture of global cooperation requires us to devise the right policies and use the right tools. I speak often of smart power because it is so central to our thinking and our decision-making. It means the intelligent use of all means at our disposal, including our ability to convene and connect. It means our economic and military strength; our capacity for entrepreneurship and innovation; and the ability and credibility of our new President and his team. It also means the application of old-fashioned common sense in policymaking. It's a blend of principle and pragmatism. Smart power translates into specific policy approaches in five areas. First, we intend to update and create vehicles for cooperation with our partners; second, we will pursue principled engagement with those who disagree with us; third, we will elevate development as a core pillar of American power; fourth, we will integrate civilian and military action in conflict areas; and fifth, we will leverage key sources of American power, including our economic strength and the power of our example" (Rapport du US Department of State du 15/07/2009).

Le discours d'Hillary Clinton en 2010 à Hawaï nous permet d'en connaître plus sur les objectifs globaux poursuivis par le gouvernement américain. Ainsi, elle affirme que les objectifs américains dans leur politique étrangère en Asie-Pacifique est de réaffirmer le leadership américain, d'améliorer la sécurité, de favoriser le développement économique et de promouvoir les valeurs américaines (Clinton, 2010). Nous retrouvons donc ci-dessous un discours que la

secrétaire d'Etat fait au début d'une série de visites diplomatiques autour du Pacifique en octobre 2010. Il est déjà pertinent de remarquer la volonté de renforcer le leadership américain dans la région. Face à la montée en puissance de la Chine, la question est alors de savoir s'il s'agit d'une réaction américaine qui marquerait alors un paradoxe : collaborer avec la Chine en ne s'opposant pas à son développement mais en souhaitant rester le leader principal dans la région. Cette politique à deux niveaux est soulignée par Courmont (2012, 2016). D'une part, les Etats-Unis ont cherché à établir des partenariats et à créer des relations durables avec la Chine. Mais d'autre part, ils ont cherché à limiter son expansion et son influence auprès des autres Etats de l'Asie-pacifique pour maintenir leur leadership. Cette double politique créera une certaine confusion et sera perçue comme limitante pour la protection des intérêts américains (Courmont, 2012, 2016).

“Together, the President and I will cover a significant portion of this vital region at a pivotal moment, after nearly two years of intensive engagement. And everywhere we go, we will advance one overarching set of goals: to sustain and strengthen America’s leadership in the Asia-Pacific region and to improve security, heighten prosperity, and promote our values.

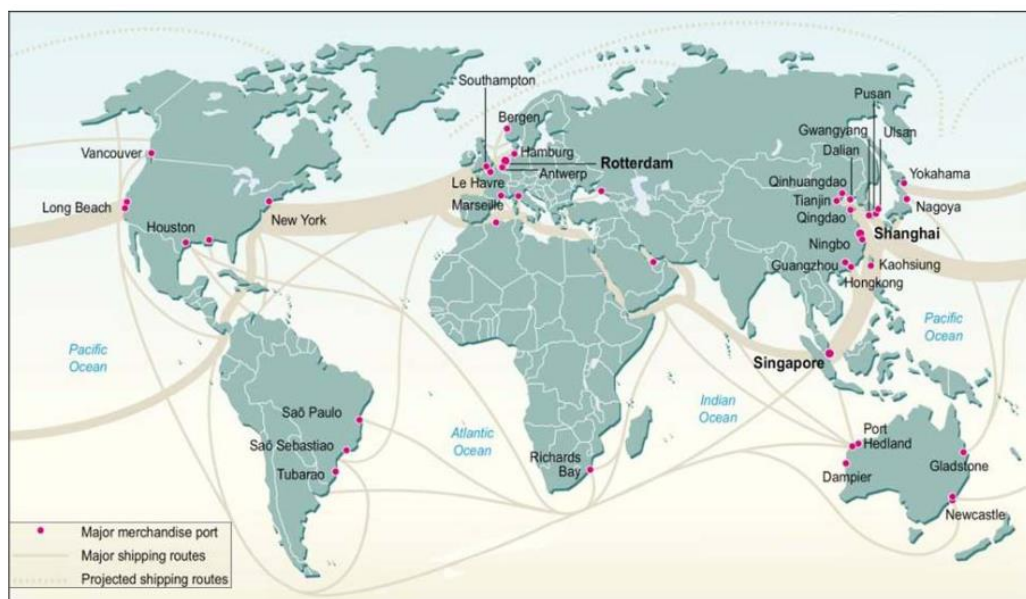
Through these trips, and in many other ways, we are practicing what you might call “forward-deployed” diplomacy. And by that we mean we’ve adopted a very proactive footing; we’ve sent the full range of our diplomatic assets – including our highest-ranking officials, our development experts, our teams on a wide range of pressing issues – into every corner and every capital of the Asia-Pacific region. We have quickened the pace and widened the scope of our engagement with regional institutions, with our partners and allies, and with people themselves in an active effort to advance shared objectives” (Extrait du discours d’Hillary Clinton 28/10/2010 à Hawaï).

Mais alors quels sont les grands objectifs poursuivis par l’administration Obama en Asie-Pacifique ? Les Etats-Unis veulent chercher à renforcer les alliances préexistantes et à construire de nouveaux partenariats. Cette volonté s’inscrit à plusieurs niveaux : diplomatique, militaire et économique. De plus, les Etats-Unis cherchent à protéger leurs intérêts économiques dans la région. L’Asie du Sud-Est représente une zone très active économiquement et une grande partie de l’économie américaine dépend des échanges avec ces pays. L’importance des échanges commerciaux dans cette région est illustrée sur la carte ci-dessous. La mer de Chine méridionale est très importante au niveau économique comme le souligne Bondaz (2017). Environ 30% du commerce maritime mondial traverse cette région. Il est aussi important de noter qu’en 2017, plus de 60% des échanges commerciaux pétroliers transitaient par la mer de

Chine méridionale (Bondaz, 2017). La protection de leur intérêt économique en mer de Chine méridionale peut être considéré comme faisant partie du *national interest* des Etats-Unis. Il s'agit d'un élément qu'ils considèrent comme nécessaire à la survie et au bon fonctionnement de l'Etat. C'est un enjeu majeur pour eux.

“The region accounts for nearly one-third of the earth's population and 25 percent of global gross domestic product. It contains five of the United States' top 15 trading partners and is home to long-standing allies as well as security relationships. As such, the Asia-Pacific region plays a central role in shaping the course of the world's economy, maintaining international peace and stability, and addressing key transnational issues such as energy, environment and climate change, infectious diseases, and nonproliferation” (Rapport du US Department of State du 24/02/2012)

Carte 1 : Les principales routes commerciales internationales (2011)



Source: Justin Dillon Baatjes, Seol Han Byul, Sam Wood, Transitioning Skyscraper, at http://transportcity.files.wordpress.com/2011/11/world_trade_map.jpg.

Les Etats-Unis avaient donc pour objectif, en s'impliquant en Asie-Pacifique, de sécuriser leurs intérêts économiques. Cet objectif est directement lié à un deuxième, à savoir, protéger et sécuriser leurs intérêts stratégiques. La région autour de la mer de Chine méridionale est en effet traversée par de nombreux conflits et tensions. Le conflit entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, la Chine et Taïwan et les tensions internes dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est sont tous des éléments susceptibles de déstabiliser la région. Les Etats-Unis cherchent donc aussi à promouvoir la paix et la stabilité pour garantir que leurs intérêts stratégiques et

économiques soient sécurisés. Les Etats-Unis disposent de plusieurs alliés importants pour cela comme la Corée du Sud, le Japon ou les Philippines. Ils doivent donc protéger leurs alliés et entretenir ces relations pour ne pas perdre des alliés au profit de potentiels futurs rivaux. Ainsi, dans son discours de 2010 à Hawaï, Hillary Clinton rappelait l'importance de l'alliance avec la Corée du Sud face à son voisin du nord. Ces intérêts stratégiques étaient d'ailleurs confirmés par Bondaz (2017) et Pham (2014).

Our two countries have stood together in the face of threats and provocative acts from North Korea, including the tragic sinking of the Cheonan by a North Korean torpedo. We will continue to coordinate closely with both Seoul and Tokyo in our efforts to make clear to North Korea there is only one path that promises the full benefits of engagement with the outside world – a full, verifiable, and irreversible denuclearization (Extrait du discours d'Hillary Clinton 28/10/2010 à Hawaï).

De plus, les intérêts stratégiques et économiques américains passent par la sécurisation du droit à la liberté de navigation en Asie-Pacifique. Les Etats-Unis doivent sécuriser ces lignes de communications commerciales en mer de Chine Méridionale. L'expansion de la Chine commence notamment à inquiéter les Etats-Unis à ce niveau. Il est donc important pour les USA de rappeler l'importance de leur présence militaire dans la région. Ils cherchent donc à accroître cette présence. Ils disposaient déjà de bases dans plusieurs îles notamment sur Guam. Cette importance stratégique est soulignée par Courmont (2016) et Xinbo (2012). Les Etats-Unis ont des intérêts militaires et stratégiques à s'impliquer davantage en Asie-Pacifique. Cette volonté s'inscrit notamment dans une crainte de voir certains alliés se rapprocher ou être menacés par des rivaux comme la Corée du Nord ou petit-à-petit par la Chine. Ils veulent donc conserver leur leadership à ce niveau pour sécuriser leurs intérêts (Courmont, 2016 ; Xinbo, 2012).

Enfin, un autre objectif important des Etats-Unis est de promouvoir les valeurs américaines et d'encourager le développement socio-économique de ces Etats. Cela s'inscrit d'ailleurs dans cette stratégie de stabiliser la région. Ils ont comme objectif d'encourager les initiatives démocratiques et les droits humains. Cela rentre totalement dans une stratégie de renforcement du *soft power* américain. Par différents procédés qui seront développés dans les chapitres suivants, les Etats-Unis cherchent à mettre en place des moyens pour diffuser et promouvoir leurs valeurs et ainsi bénéficier d'une meilleure image et d'une plus grande force d'attraction. Les USA doivent montrer l'exemple et ne pas simplement agir de manière coercitive.

“Recall that earlier generations faced down fascism and communism not just with missiles and tanks, but with the sturdy alliances and enduring convictions. They understood that our power alone cannot protect us, nor does it entitle us to do as we please. Instead they knew that our power grows through its prudent use; our security emanates from the justness of our cause, the force of our example, the tempering qualities of humility and restraint” (Extrait du discours inaugural de Barack Obama du 21/01/2009).

“To the people of poor nations, we pledge to work alongside you to make your farms flourish and let clean waters flow; to nourish starved bodies and feed hungry minds. And to those nations like ours that enjoy relative plenty, we say we can no longer afford indifference to the suffering outside our borders, nor can we consume the world's resources without regard to effect. For the world has changed, and we must change with it” (Extrait du discours inaugural de Barack Obama du 21/01/2009)

Ces extraits du discours de Barack Obama en 2009 démontrent d’une envie que les Etats-Unis deviennent des exemples à suivre. Ils ne doivent pas faire uniquement usage de leur puissance coercitive mais doivent promouvoir leurs valeurs, faire office d’exemple et aider les autres Etats à se développer. Ces éléments doivent aider à améliorer l’image des Etats-Unis et leur *soft power*. Cette volonté de promouvoir leurs valeurs est particulièrement mise en avant par Hallams (2011). Il ajoute qu’il s’agit bien d’une stratégie américaine pour essayer d’améliorer leur pouvoir d’attraction (Hallams, 2011).

Il est intéressant de prendre aussi en considération le rapport du Département d’Etat de 2012 intitulé « *Asia-Pacific Strategic Engagement Initiative* ». Ce document annonce la mise en place du Asia-Pacific Strategic Engagement Initiative (APSEI) qui s’appuie sur six objectifs. Cela nous aide à y voir plus clair dans les intentions et les buts des Etats-Unis après le premier mandat de Barack Obama. Ce document nous permet de mieux comprendre les objectifs du gouvernement américain en Asie-Pacifique et la manière dont les Etats-Unis souhaitent travailler.

“APSEI focuses U.S. assistance to advance six pillars:

- *Regional Security Cooperation: Deepen bilateral security partnerships, build security forces’ capacity, and expand confidence-building measures and preventative diplomacy mechanisms to advance stability in the region.*

- *Economic Integration and Trade: Enhance our engagement with key multilateral institutions through an ambitious economic integration agenda aimed at tapping the efficiencies of a larger market and unlocking new sources of prosperity for the United States.*
- *Engagement in the Lower Mekong Region: Invigorate our engagement in the Lower Mekong region through increased support and new development programs for the LMI.*
- *Address Transnational Threats: Support regional platforms for sharing of information to enable transparent and accountable decision-making on transnational challenges.*
- *Democratic Development: Leverage regional and bilateral platforms to advance the development of robust democratic institutions, with a primary focus on advancing reforms in Burma.*
- *Address War Legacies: Help partner countries overcome lingering challenges threatening sustainable development by undertaking Agent Orange/dioxin remediation and humanitarian efforts to reduce the effects of unexploded ordnance.*” (Rapport du US Department of States du 13/07/2012)

Ces objectifs peuvent donc être résumés ainsi : la réaffirmation du leadership américain, l'amélioration de l'image et de la force d'attraction américaines, l'augmentation des liens et l'amélioration des relations avec les Etats de la région, la protection des intérêts économiques et stratégiques et enfin la promotion du développement et des valeurs américaines. Ces différents objectifs sont validés par des auteurs tels que Siangyen (2018) ou Courmont (2016). Il est enfin important de préciser que ces objectifs s'inscrivent dans les 3D d'Hillary Clinton. Cette stratégie mise en avant par la nouvelle secrétaire d'Etat vise à appuyer la politique étrangère américaine en Asie-Pacifique et dans le monde entier sur 3 piliers : défense, diplomatie et développement. Si cette politique fut définie à la base pour appréhender les questions du Moyen-Orient, elle fut vite implantée plus globalement dans la politique étrangère américaine. Elle est d'ailleurs particulièrement applicable à l'analyse des Etats-Unis en Asie-Pacifique sous Barack Obama. La défense, la diplomatie et le développement furent les trois grands outils américains pour mener à bien leur stratégie de *smart power* dans la région (Siangyen, 2018).

“Equally important will be a comprehensive plan using all elements of our power – diplomacy, development, and defense – to work with those in Afghanistan and Pakistan who want to root out al-Qaeda, the Taliban, and other violent extremists who threaten them as well as us in what President- Elect Obama has called the central front in the fight against terrorism. We need to deepen our engagement with these and other countries in the region and pursue policies that improve the lives of the Afghan and Pakistani people” (Extrait du discours d’Hillary Clinton du 13/01/2009 devant le Comité des affaires étrangères du Sénat).

Chapitre 4 : Les stratégies de *soft power* des Etats-Unis en Asie-Pacifique

1. Résumé de la stratégie américaine

En 2009, Barack Obama devient président des Etats-Unis. Il fait vite part de ses intentions d’effectuer un pivot de la stratégie américaine vers l’Asie-Pacifique et de relancer la force d’attraction des Etats-Unis. Le *soft power* américain était en effet assez faible dans la région à cause du peu d’investissement et d’un début de siècle compliqué, marqué par de nombreux événements qui ont fait baisser l’influence américaine et amené une série de critiques. La montée en puissance de la Chine amène les Etats-Unis à s’interroger sur leur relation : allaient-ils être des partenaires, des rivaux ou encore des ennemis directs ? Ils vont aussi s’interroger sur la stratégie adéquate à adopter. Le premier élément noté par les auteurs est que le gouvernement de Barack Obama ne s’oppose pas directement à la Chine. Il préfère maintenir un dialogue et construire des partenariats mais il est néanmoins conscient que l’expansion chinoise pourrait menacer leurs intérêts. Il tente cependant de contrebalancer l’expansion chinoise mais sans confrontation frontale. Les auteurs soulignent davantage un processus de rééquilibrage et de contrebalance de la part des Etats-Unis. Ils veulent réaffirmer leur leadership mais sans pour autant imposer leur hégémonie aux Etats de la région. Les Américains sont conscients de l’importance des relations d’interdépendance qu’ils ont avec certains Etats dans la région. La zone est économiquement et stratégiquement très importante pour eux. Ils cherchent à augmenter leurs partenariats et à privilégier une diplomatie bilatérale directe. L’administration d’Obama ne cherche donc pas à voir les autres comme des rivaux mais plutôt à construire des partenariats et des alliances (Bondaz, 2017; Castelli, 2009; Dimitrova, 2011; Quessard, 2019).

La fin de la guerre en Irak et la volonté du nouveau président permettent aux Etats-Unis d’investir plus de ressources dans cette région. Ils veulent s’impliquer davantage pour protéger

leurs intérêts. Leur stratégie se développe notamment autour de l'importance de protéger la liberté de navigation en mer de Chine méridionale. Ils déploient ce que les observateurs appellent la stratégie de « *Forward-Deployed Diplomacy* » qui se caractérise par un déploiement des ressources dans tous les pays de la région. Les Etats-Unis ont donc une volonté de s'impliquer dans chaque Etat. Ils veulent renforcer les relations Trans-Pacifique. L'objectif est d'encourager le développement d'un environnement économique, politique et militaire stable. Ils veulent donc promouvoir des échanges économiques et commerciaux ouverts pour construire des relations d'interdépendances. Barack Obama souhaitait que les Etats régionaux s'intègrent et participent tous au marché global. L'importance de promouvoir la sécurité et le maintien de l'ordre étaient deux éléments primordiaux. Les Etats-Unis voulaient aussi mettre en place des moyens de résolution de conflits pacifiques. L'objectif était donc de garantir la sécurité dans la région. Les auteurs soulignent donc une volonté de la part de Barack Obama de s'insérer dans la région pour la stabiliser et garantir la protection des intérêts américains (Castelli, 2009; Xinbo, 2012).

Avec le pivot vers l'Asie-Pacifique, les Etats-Unis de Barack Obama vont donc entamer une stratégie de *smart power*. Cette dernière est définie comme une combinaison de *hard* et *soft power*. Le premier représentant les outils coercitifs militaires et économiques, il est intéressant de s'attarder sur la deuxième catégorie. L'administration Obama va s'appuyer sur une série d'éléments et d'outils pour essayer d'améliorer leur image et leur force d'attraction dans la région. Le *soft power* américain va pouvoir compter sur différents éléments comme la personnalité et l'implication de leurs dirigeants ainsi que la culture américaine. Ainsi, l'image du nouveau président, Barack Obama, et l'implication de la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, seront deux points importants dans le renouveau de la politique étrangère américaine. La stratégie de *soft power* américaine va se développer autour de différents outils. La diplomatie, le multilatéralisme, la création et le renforcement de partenariats (militaire, économique, culturelle, scientifique,...) seront des points importants de la stratégie américaine visant à améliorer leur *soft power* en Asie-Pacifique. Les prochaines sections visent donc à analyser les différents éléments de la doctrine Obama en politique étrangère en Asie-Pacifique.

2. L'implication et la personnalité des dirigeants américains

Avant de discuter réellement des outils de *soft power*, il est intéressant de faire un point sur le rôle des dirigeants américains. En effet, la popularité d'un dirigeant à l'international peut être considérée comme un atout pour la force d'attraction de son pays.

2.1. Barack Obama

Quand il accède au pouvoir, Barack Obama bénéficie d'une image très positive à l'étranger. Il se présente en effet comme le candidat du changement face à la politique de G.W. Bush. Ce dernier était très critiqué aux Etats-Unis et dans les autres pays. Le mandat de G.W. Bush fut marqué par la prédominance du *hard power* dans la politique étrangère des Etats-Unis avec notamment la guerre en Irak et en Afghanistan. La ligne du président amena une série de critiques et de scandales comme celui de la prison de Guantánamo. Barack Obama souhaitait donc redorer le blason des Etats-Unis à l'étranger en démontrant sa volonté de changer les choses au moyen d'une politique étrangère très différente de celle menée par son prédécesseur (Courmont, 2016 ; Hallams, 2011).

Cette volonté de se présenter comme le changement est portée par plusieurs éléments. Tout d'abord, le président Obama bénéficie d'une réelle image de modernité. Plus jeune, il tranche avec le style plus traditionnel de son prédécesseur. Il porte des combats progressistes. Barack Obama est perçu à l'international comme une figure moderne qui va apporter de réels changements dans la société américaine. Il bénéficie d'une image plus positive et sociale que ses prédécesseurs. Il ne veut pas imposer une ligne sévère en politique étrangère mais il souhaite que les Etats-Unis montrent l'exemple sur la scène internationale. Un élément primordial de cette image positive est la désignation du président américain comme prix Nobel de la paix en 2009. Cet événement très important le positionne directement en figure d'exemple pour le monde entier. Il est perçu comme une personne de compromis, capable de régler des sujets sensibles par le dialogue. Il ne voyait pas le monde en noir ou blanc et était capable de discuter et d'entendre d'autres points de vue. Cette nomination au prix Nobel de la paix l'a d'ailleurs conforté dans sa volonté de s'insérer dans le multilatéralisme pour régler les différends de manière pacifique (Courmont, 2016).

Au vu de son âge, Barak Obama était assez soumis à des critiques sur son inexpérience. Néanmoins, il tue rapidement ces opinions dans l'œuf en s'entourant d'une équipe très expérimentée. Il nommera notamment Joe Biden comme vice-président, disposant d'une très grande expérience politique. Il fut en effet sénateur pendant 36 ans et président de la commission des Affaires étrangères du Sénat entre 2007 et 2009. Il est perçu comme très expérimenté et rassurant pour une grande partie de la population américaine plus conservatrice. Il faut aussi noter la nomination d'Hillary Clinton puis de John Kerry au poste de secrétaire d'Etat, deux grandes personnalités de la politique des Etats-Unis. En 2009, James L. Jones devient le *National Security Advisor* de Barack Obama. Moins connu que les précédents, il

dispose néanmoins d'une expérience militaire très importante en ayant été notamment commandant des marines de l'armée américaine, le plus haut poste hiérarchique à ce niveau. Il s'entoure donc d'une équipe très expérimentée dont certains ayant servi sous le président Clinton. Ces désignations permettent donc de contrebalancer l'image peu expérimentée dont pouvait souffrir le nouveau président. Ces personnalités renforçaient dès lors la vision positive dont disposait le président Obama à l'étranger en montrant qu'il était capable de s'entourer d'une équipe expérimentée et fiable (Hallams, 2011)

En Asie-Pacifique, Barack Obama bénéficie particulièrement d'une image positive dans certains Etats. Il dispose notamment d'une certaine crédibilité en Indonésie grâce à son héritage africain. Sa mère a, de plus, travaillé dans ce pays sur plusieurs projets de développement. Plus globalement, il véhicule des valeurs importantes pour la région avec la défense des droits humains et le multiculturalisme. Son image est aussi renforcée par certaines visites hautement symboliques. Ainsi, il va effectuer un déplacement à Hiroshima au Japon, ville qui fut la cible d'une bombe atomique larguée par les Etats-Unis lors de la seconde guerre mondiale. Cette visite représente donc un symbole important dans la relation entre les deux pays. Il est pertinent de noter sa visite au Vietnam en 2016 où il alla rencontrer la jeunesse du pays. Cela représentait un pas symbolique important pour ce pays encore fortement marqué par la guerre du siècle dernier dans laquelle les Etats-Unis s'étaient fortement impliqués. Enfin, il est important de noter que le président américain se démarque en Asie-Pacifique par sa volonté de limiter le développement du nucléaire militaire, enjeu très sensible dans la région. L'image de Barack Obama va donc être renforcée par de nombreux éléments très symboliques (Courmont, 2016; Hallams, 2011).

L'image positive du président Obama est aussi renforcée par une communication moderne. En effet, il s'inscrit comme le premier président américain à réellement prendre conscience de l'importance des réseaux sociaux dans sa communication. Les réseaux sociaux permettent de faire la promotion des idées et valeurs américaines et participeront à renforcer l'image du président. Il s'agira réellement d'un levier important de *soft power* (Hallams, 2011). Dès sa campagne électorale, l'utilisation des réseaux sociaux dans la communication politique va exploser. Selon les chiffres du centre d'étude Edelman, Barack Obama était suivi par plus de 5 millions de personnes sur ses différents réseaux sociaux en 2009 dont 3 millions sur Facebook (Edelman, 2009). Il est important de noter aussi la diversité des moyens utilisés à ce niveau-là. La communication de Barack Obama s'appuyait sur une quinzaine de réseaux sociaux différents mais il possédait aussi une page web très active, un système d'appels téléphoniques et de

création de vidéos. Aujourd'hui, ces chiffres paraissent peu à première vue. L'ancien président cumule aujourd'hui notamment plus de 131 millions d'abonnés sur le réseau social X, anciennement Twitter (Compte X de Barack Obama, 2024).

Cependant, il est utile de restituer ces chiffres dans leur époque. A cette période, les réseaux sociaux étaient encore en train d'émerger et leur utilisation n'était que limitée dans la population. A titre de comparaison, son adversaire, le républicain John McCain, était beaucoup moins présent et populaire sur les réseaux sociaux (Annexe 1). Toujours selon les chiffres du rapport Edelman, Barack Obama cumulait cinq fois plus d'abonnés Facebook, quatre fois plus de vues sur Youtube et deux fois plus d'activités sur son site internet. Cela relevait d'une réelle stratégie du futur président qui comptait dans son équipe de communication dix fois plus de personnes pour gérer sa communication sur internet (Edelman, 2009). Ces chiffres sont confirmés par l'étude de Aaker et Chang (2009).

Ces chiffres de campagne démontrent donc d'une utilisation active et moderne des réseaux sociaux pour l'ancien président américain qui l'a rapidement fait gagner en popularité. Tout au long de son mandat et même après, ce dernier a continué à les utiliser activement. Ainsi, avec ces 131 millions d'abonnés sur X, il est largement plus suivi que l'actuel président Joe Biden qui dépasse à peine les 35 millions d'abonnés (Compte X de Barack Obama, 2024 ; Compte X de Joe Biden, 2024). Cela démontre donc d'un savoir faire en la matière qui même aujourd'hui reste une référence dans la communication politique sur les réseaux sociaux. Si les réseaux sociaux ont donc eu un intérêt primordial au niveau national pour les élections, un phénomène similaire est à observer pour son image à l'international. Le Département d'Etat a ici une importance forte car Barack Obama et Hillary Clinton vont moderniser fortement sa façon de fonctionner et sa manière de communiquer. Ainsi, l'administration Obama va aller construire sa popularité à l'international sur les réseaux sociaux. Comme cela était expliqué par Hallams (2011), Barack Obama bénéficie d'un talent certain d'orateur. Son équipe va notamment traduire en plusieurs dizaines de langues ses discours et ses messages politiques pour qu'il puisse toucher un maximum de personnes dans le monde entier. Ces outils de traduction et ces canaux de diffusions furent particulièrement importants pour la politique étrangère américaine au Proche et Moyen-Orient mais aussi en Asie-Pacifique. Un exemple marquant de ce phénomène est le discours du Caire en juin 2009 du nouveau président américain. Il fut traduit dans des dizaines de langues et diffusé dans de nombreux pays musulmans (Hallams, 2011).

I have come here to seek a new beginning between the United States and Muslims around the world; one based upon mutual interest and mutual respect; and one based upon the truth that

America and Islam are not exclusive, and need not be in competition. Instead, they overlap, and share common principles – principles of justice and progress; tolerance and the dignity of all human beings (Extrait du discours de Barack Obama au Caire le 04/06/2009).

I do so recognizing that change cannot happen overnight. No single speech can eradicate years of mistrust, nor can I answer in the time that I have all the complex questions that brought us to this point. But I am convinced that in order to move forward, we must say openly the things we hold in our hearts, and that too often are said only behind closed doors. There must be a sustained effort to listen to each other; to learn from each other; to respect one another; and to seek common ground. As the Holy Koran tells us, "Be conscious of God and speak always the truth." That is what I will try to do – to speak the truth as best I can, humbled by the task before us, and firm in my belief that the interests we share as human beings are far more powerful than the forces that drive us apart. Part of this conviction is rooted in my own experience. I am a Christian, but my father came from a Kenyan family that includes generations of Muslims. As a boy, I spent several years in Indonesia and heard the call of the azaan at the break of dawn and the fall of dusk. As a young man, I worked in Chicago communities where many found dignity and peace in their Muslim faith (Extrait du discours de Barack Obama au Caire le 04/06/2009).

Dans ce discours historique, le nouveau président américain annonce un changement dans l'esprit même de la politique étrangère américaine. Il souhaite une réelle évolution. Traduit dans différentes langues, il put ainsi toucher de nombreuses populations du Proche et Moyen-Orient. Il est nécessaire de noter aussi que si ce discours permet d'illustrer l'importance de la traduction et des talents d'orateurs du président, il permet aussi de montrer que le président utilise sa propre histoire personnelle, sa formation et son profil dans ses discours pour venir « séduire » ses auditeurs. Ainsi, dans l'extrait suivant, il met en avant ses connaissances et sa formation d'historien pour tenter de rassurer et de convaincre (Obama, 2009).

As a student of history, I also know civilization's debt to Islam. It was Islam – at places like Al-Azhar University – that carried the light of learning through so many centuries, paving the way for Europe's Renaissance and Enlightenment. It was innovation in Muslim communities that developed the order of algebra; our magnetic compass and tools of navigation; our mastery of pens and printing; our understanding of how disease spreads and how it can be healed. Islamic culture has given us majestic arches and soaring spires; timeless poetry and cherished music; elegant calligraphy and places of peaceful contemplation. And throughout

history, Islam has demonstrated through words and deeds the possibilities of religious tolerance and racial equality (Extrait du discours d'Obama au Caire le 04/06/2009).

Barack Obama se démarque donc par une image publique moderne. Il souhaite incarner un changement face à la politique de son prédécesseur qui fut fortement décriée. Il représente alors des espoirs de jeunesse, de progressisme et de modernité au niveau national mais aussi à l'international. Il souhaite modifier la politique étrangère des Etats-Unis. Il bénéficie d'atouts à ce niveau-là en mettant en avant son histoire et sa personnalité. Les réseaux sociaux eurent un rôle primordial pour l'ancien président américain. Cela représentait un moyen de communication politique mais aussi un outil de soft power important pour toucher de nombreuses personnes autour du globe. Néanmoins, la politique américaine ne se limite pas uniquement à la figure présidentielle et moins encore lorsque l'on parle de politique étrangère. Il est alors temps de s'attarder un instant sur le rôle de certaines personnalités des gouvernements Obama dans la politique étrangère des Etats-Unis en Asie-Pacifique.

2.2. Hillary Clinton

Que dire sur Hillary Clinton ? La première secrétaire d'Etat de Barack Obama incarne réellement cette dynamique de changement de la politique américaine. Très expérimentée, elle va chercher à faire évoluer et à moderniser le Département d'Etat. L'évolution de la société fait que la politique étrangère des Etats-Unis doit se moderniser et utiliser de nouveaux outils pour travailler. Comme cela a été dit, Hillary Clinton s'inscrit comme une personnalité rassurante et expérimentée dans la politique américaine. Femme de l'ancien président Bill Clinton, elle fut première dame des Etats-Unis de 1997 et 2001 ainsi que sénatrice américaine entre 2001 et 2009. Au Parti démocrate depuis 1968, elle dispose d'une vraie expérience en politique et d'une popularité très importante (Hallams, 2011).

Barack Obama et Hillary Clinton modernisent fortement le Département d'Etat. Conscients des enjeux de ce nouveau siècle, ils se sont attelés à faire évoluer ce Département pour le rendre plus à même de répondre aux enjeux actuels et futurs. Ces évolutions devaient notamment se faire vis-à-vis des nouvelles technologies qui émergeaient et qui allaient modifier la façon de faire de la politique et de la diplomatie. Quessard (2019) affirme que la révolution digitale apportait son lot d'enjeux nouveaux mais aussi d'outils que le Département d'Etat devait apprendre à utiliser pour exécuter sa politique. La tâche de Clinton n'était pas aisée. Elle devait en effet redonner une certaine cohérence à la politique étrangère américaine. Très rapidement

après sa prise de fonction, elle donne trois grands principes au futur de la politique étrangère américaine : développement, défense et diplomatie (Quessard, 2019; Siangyen, 2018).

Malgré une volonté d'agir de manière moins militaire que son prédécesseur, Clinton parvient à s'assurer un certain soutien auprès du Département de la Défense. Elle commença à construire sa propre manière de travailler. Elle sera néanmoins très souvent critiquée, certains la jugeant trop sévère et d'autres pas assez. Dans cette idée, Hillary Clinton et le Département d'Etat lancent le programme « *Civil Society 2.0* » qui chercha à améliorer l'image et le leadership américain grâce à l'influence de la société civile plutôt que par la force coercitive. Le soft power allait donc directement s'inscrire dans les programmes de politique étrangère américaine. L'objectif était donc de renforcer le soft power américain à travers notamment la société civile et le travail des ONG américaines à l'étranger. De nombreuses initiatives sont lancées lors de son mandat. Cela prendra aussi la forme de partenariat avec la société civile dans d'autres pays. En résumé, le Département d'Etat sous Hillary Clinton évolue et se modernise pour appliquer la nouvelle stratégie de *smart power* en adéquation avec les évolutions sociétales. Si cette politique semble avoir été plutôt réussie, elle ne semble tout de même pas avoir permis d'endiguer le problème de la diminution du *soft power* américain (Quessard, 2019).

Hillary Clinton a été centrale dans la définition de la nouvelle politique américaine de *smart power*. L'image et la force d'attraction devenaient alors plus importantes dans la politique étrangère américaine. Hillary Clinton se démarque des anciens secrétaires d'Etat en mettant d'avantage l'accent sur la modernisation et l'amélioration de l'image de la politique étrangère américaine, fortement critiquée à la fin du mandat de son prédécesseur. Le style Clinton se démarque aussi par une volonté à travailler au niveau diplomatique en cherchant à résoudre des conflits de manière pacifique. Le bilatéralisme et le multilatéralisme sont donc des éléments essentiels pour la politique étrangère d'Hillary Clinton (Hallams, 2011 ; Quessard, 2019). Dans ce discours, Hillary Clinton met l'accent sur l'importance de l'Asie-Pacifique pour les Etats-Unis (Clinton, 2010).

This has been our priority since Day One of the Obama Administration, because we know that much of the history of the 21st century will be written in Asia. This region will see the most transformative economic growth on the planet. Most of its cities will become global centers of commerce and culture. And as more people across the region gain access to education and opportunity, we will see the rise of the next generation of regional and global leaders in business and science, technology, politics, and the arts (Extrait du discours d'Hillary Clinton à Hawaï le 28/10/2010).

2.3. John Kerry

Au moment de sa réélection en 2013, Barack Obama va désigner un nouveau secrétaire d'Etat en la personne de John Kerry. Sénateur des Etats-Unis depuis 1985, ce dernier se démarquait par sa grande expérience. Il n'était d'ailleurs pas étranger aux affaires internationales car il présidait le Comité des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis lors du premier mandat de Barack Obama. Il s'agissait donc d'un homme politique très expérimenté avec une grande connaissance des dossiers de politique extérieure. Dans la lignée d'Hillary Clinton, il continua à travailler sur la scène internationale en favorisant la diplomatie, la négociation, la résolution pacifique des conflits et la recherche de compromis. Plusieurs médias soulignaient à l'époque son travail en déclarant que cela avait permis de redorer l'image des Etats-Unis dans de nombreuses régions du monde (Schlesinger, 2017).

John Kerry s'est démarqué de sa prédécesseur sur plusieurs sujets. Premièrement, une attention encore plus accrue fut portée à la Chine. Cette dernière continuait en effet à gagner en puissance et à s'imposer sur la scène internationale. Ainsi, la Chine gagnait en importance et devenait un acteur totalement incontournable. Une bonne partie du mandat de John Kerry fut donc concentrée autour de cette question. Il est important de noter que la guerre civile en Syrie fut aussi un sujet qui mobilisa une bonne partie de l'attention américaine pendant le second mandat de Barack Obama. Enfin, John Kerry est aussi très connu pour son implication dans les négociations pour lutter contre le changement climatique. En effet, il s'illustra à ce niveau notamment autour de la COP21 à Paris. En Asie-Pacifique, mis à part son travail diplomatique important envers la Chine, il s'est inscrit dans la lignée initiée par Hillary Clinton en continuant notamment à encourager l'amélioration des relations avec le Myanmar. Il s'illustra aussi par des discours symboliques comme celui pour les droits humains au Vietnam en 2015 (Schlesinger, 2017).

"The United States recognizes that only the Vietnamese people can determine their political system and we speak with some humility on these matters, because as you can read and see, we are working hard to perfect our own system," he said. "But there are basic principles we will defend: No one should be punished for speaking their mind so long as they are peaceful; and if trading goods flow freely between us, so should information and ideas. And we believe that progress in upholding these basic human rights will absolutely serve Vietnam's interests"

(Extrait du discours de John Kerry le 07/08/2015 au Vietnam).

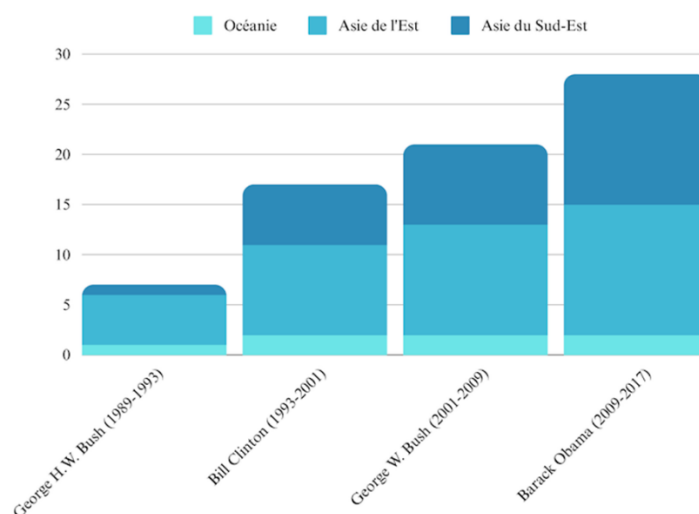
3. La diplomatie

La stratégie de soft power américaine s'appuie sur plusieurs éléments. Le premier à noter est sûrement la diplomatie. Dès le début de son mandat, Barack Obama et son gouvernement multiplient les visites dans la région. Barack Obama et Hillary Clinton relancent le *Public Diplomacy 2.0 programme*. Ce dernier avait été lancé par l'administration Bush. Le Département d'Etat lance dans cette lignée une série d'initiatives importantes (Hallams, 2011). Lié à ces initiatives, le gouvernement de Barack Obama met un point d'honneur à effectuer plus de visites diplomatiques dans les Etats de la région. Les auteurs pointent en effet l'augmentation de ces visites dans la région comme une volonté de la part de l'administration Obama d'augmenter son influence en Asie-Pacifique (Courmont, 2016; Hallams, 2011).

Le gouvernement de G.W. Bush s'était peu rendu dans la région. En effet, sa secrétaire d'Etat Condoleezza Rice ne s'était en effet rendue que six fois lors de son mandat. Bondaz (2017) note néanmoins qu'il s'agit d'un élément à relativiser car plusieurs initiatives ont été lancées par les Etats-Unis en Asie-Pacifique sous G.W. Bush. Des accords économiques ont été réalisés avec des Etats comme Singapour (2003) ou encore l'Australie (2004). Des visites ont donc eu lieu à de nombreuses reprises. Ce sentiment est davantage dû à l'engagement très important des Etats-Unis dans une autre région, le Moyen-Orient. Comme le gouvernement américain s'impliquait davantage dans cette zone, les autres initiatives et visites étaient moins visibles et moins médiatisées. Néanmoins, le gouvernement Bush a tout de même effectué moins de visites dans cette région (Bondaz, 2017).

Comme le montre le graphique ci-dessous, Barack Obama va se démarquer de ses prédécesseurs en effectuant davantage de visites en Asie-Pacifique. Ce graphique se construit autour de 3 subdivisions. Le groupe de l'Océanie est composé des Etats de ce continent (Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée et tous les autres Etats insulaires océaniens). L'Asie de l'Est comprend le Japon, la Chine, la Corée du Sud et Taïwan. Enfin, le groupe de l'Asie du Sud-Est comprend les Etats de l'ASEAN.

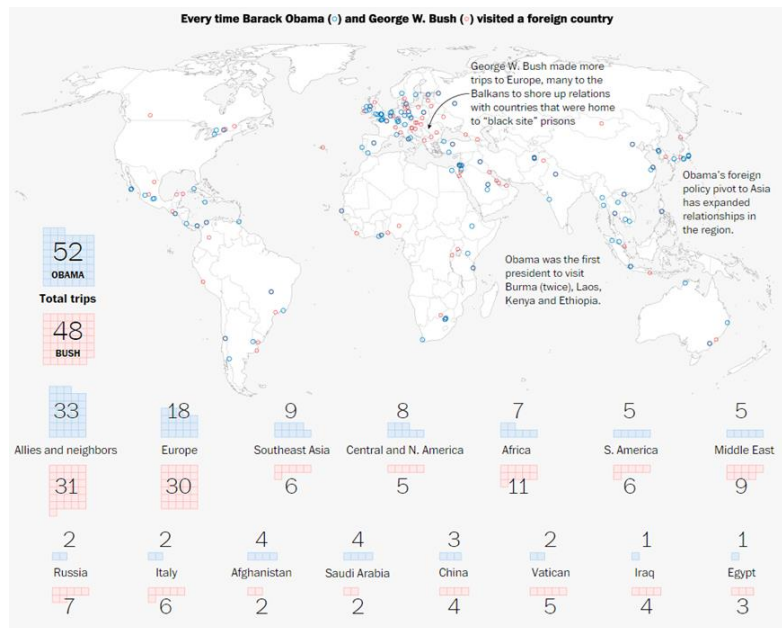
Graphique 1 : Visites des présidents américains en Asie-Pacifique entre 1989 et 2017



Source : Office of the Historian, 2024

Ainsi, ces chiffres nous permettent de constater un nombre assez constant de visites en Océanie. Les présidents américains se rendent principalement en Australie, alliée et partenaire importante de Washington dans la région. Le nombre de voyages présidentiels en Asie de l'Est est lui en légère augmentation avec Barack Obama. Cette région regroupe évidemment la puissance émergente chinoise mais aussi des alliés importants comme le Japon et la Corée du Sud. Il est donc normal que de nombreux voyages eurent lieu. Cependant, l'augmentation principale se trouve bien en Asie du Sud-Est. Cette zone si importante d'un point de vue stratégique et économique va en effet voir se multiplier les visites présidentielles américaines sous Barack Obama. Ces visites vont être de plusieurs ordres. Au niveau multilatéral, le président s'y rendra pour participer aux rencontres des différentes organisations et initiatives régionales. Au niveau bilatéral, il effectuera de nombreux voyages diplomatiques pour rencontrer les dirigeants nationaux. Cela avait pour objectif d'encourager des partenariats, de montrer son intérêt pour la région ou encore d'améliorer l'image des Etats-Unis dans la région. Il visitera tous les Etats d'Asie du Sud-Est à part le Brunei. Il est encore aujourd'hui le président ayant effectué le plus de visite dans la région (Office of the Historian, 2024 ; Nakamura, 2016).

Carte 2 : Répartition géographique des visites présidentielles de George W. Bush et Barack Obama



Source : Nakamura, 2016

La carte ci-dessus permet de se rendre compte plus globalement des différences entre Barack Obama et G.W. Bush. Ainsi, elle permet de comprendre la stratégie de pivot. Si le président Obama s'est souvent rendu en Asie-Pacifique, il l'a fait dans de nombreux pays dont certains avec une forte dimension symbolique. La visite du président américain en mai 2016 à Hiroshima au Japon portait un message fort auprès du peuple japonais. Cette ville fut en effet détruite par une bombe atomique américaine lors de la fin de la seconde guerre mondiale. Le discours prononcé par le président permet de souligner plusieurs éléments de la politique étrangère américaine (Obama, 2016).

“And since that fateful day, we have made choices that give us hope. The United States and Japan forged not only an alliance, but a friendship that has won far more for our people than we could ever claim through war” (Extrait du discours de Barack Obama à Hiroshima le 27/05/2016).

Si cela permettait évidemment de rappeler l'alliance et la relation étroite qu'entretenaient le Japon et les Etats-Unis, Barack Obama souhaitait aussi encourager la diffusion de valeurs comme la paix ou les droits humains. Cela sera d'ailleurs un des chantiers du président américain durant son mandat (Obama, 2016).

“My own nation's story began with simple words: "All men are created equal and endowed by our Creator with certain unalienable rights, including life, liberty, and the pursuit of happiness." Realizing that ideal has never been easy, even within our own borders, even among our own citizens. But staying true to that story is worth the effort. It is an ideal to be strived for, an ideal that extends across continents and across oceans” (Extrait du discours de Barack Obama à Hiroshima le 27/05/2016).

De plus, ces messages de paix s’accompagnaient d’une volonté de mettre en avant la diplomatie et l’importance du multilatéralisme dans la résolution pacifique des conflits. Cela représente, là aussi, une volonté importante du président américain. Si la symbolique du voyage et de la visite à Hiroshima est évidemment très forte, le président américain va aussi porter des messages forts en faisant la promotion des valeurs américaines (Obama, 2016).

“We must change our mindset about war itself -- to prevent conflict through diplomacy, and strive to end conflicts after they've begun; to see our growing interdependence as a cause for peaceful cooperation, and not violent competition; to define our nations not by our capacity to destroy, but by what we build. And perhaps above all, we must reimagine our connection to one another as members of one human race -- for this, too, is what makes our species unique. We're not bound by genetic code to repeat the mistakes of the past. We can learn. We can choose. We can tell our children a different story, one that describes a common humanity, one that makes war less likely and cruelty less easily accepted” (Extrait du discours de Barack Obama à Hiroshima le 27/05/2016).

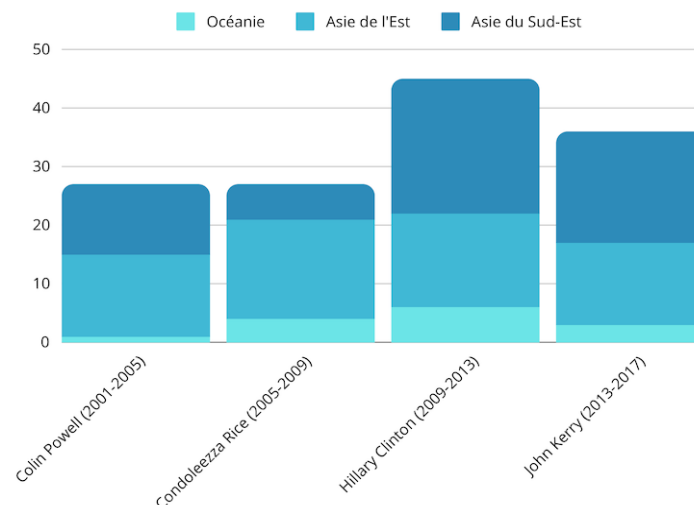
Juste avant la visite à Hiroshima, le président Obama s’était arrêté au Vietnam pour une visite tout aussi évocatrice. Avec les souvenirs prégnants de la guerre et des tensions entre les deux pays, Barack Obama axait sa visite sur la jeunesse et le renouveau de la relation entre les deux pays. Les progrès économiques, sociaux et démocratiques du pays facilitaient ce rapprochement. Ici encore, ce fut l’occasion de marquer un coup symbolique fort mais aussi de rappeler et de promouvoir des valeurs de paix, de démocratie et de coopération entre les pays (Obama, 2016 ; Office of the Historian, 2024).

“I think of a new generation of Vietnamese -- so many of you, so many of the young people who are here -- who are ready to make your mark on the world. And I want to say to all the young people listening: Your talent, your drive, your dreams -- in those things, Vietnam has everything it needs to thrive. Your destiny is in your hands. This is your moment. And as you pursue the future that you want, I want you to know that the United States of America will be

right there with you as your partner and as your friend” (Extrait du discours de Barack Obama au Vietnam le 23/05/2016).

Le président américain n’est pas le seul à avoir fait des visites diplomatiques en Asie-Pacifique. Il est important de s’intéresser aussi aux chiffres des secrétaires d’Etats. Le graphique ci-dessous permet bien de se rendre compte de l’augmentation énorme du nombre de visites du secrétaire d’Etat en Asie-Pacifique avec Hillary Clinton. Il est important de noter que l’augmentation est encore davantage particulièrement grande en Asie du Sud-Est. Cela illustre donc bien le pivot américain autour de la mer de Chine méridionale. Hillary Clinton sera d’ailleurs la première secrétaire d’Etat américaine à se rendre dans tous les pays membres de l’ASEAN. Son successeur, John Kerry, va effectuer un peu moins de visites mais cela représente un chiffre tout de même supérieur à celui des précédents (Office of the Historian, 2024).

Graphique 2 : Visites des secrétaires d’Etats américain en Asie-Pacifique entre 2001 et 2017



Source : Office of the Historian, 2024

Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte avec des proportions de l’ampleur de la stratégie du pivot. Ainsi, la proportion des visites diplomatiques en Asie-Pacifique fut la plus élevée sous Hillary Clinton (19,7%). Il s’agit de la deuxième région la plus visitée contre la troisième ou la quatrième pour les autres .

Tableau 1 : Les visites diplomatiques des secrétaires d'Etats américains par région de Albright à Clinton

Region	Clinton Total, First Three Years	Clinton First Three Years, %	Rice Total, First Three Years	Rice First Three Years, %	Powell Total, First Three Years	Powell First Three Years, %	Albright Total, First Three Years	Albright First Three Years, %
Africa	13	7.1%	4	2.2%	14	9.0%	14	7.1%
East Asia & Pacific	36	19.7%	18	9.8%	21	13.5%	26	13.2%
Europe & Eurasia	54	29.5%	64	35.0%	48	31.0%	100	50.8%
Near East	30	16.4%	63	34.4%	41	26.5%	39	19.8%
South & Central Asia	17	9.3%	13	7.1%	11	7.1%	2	1.0%
of which India	1		4		1		1	
Western Hemisphere	33	18.0%	21	11.5%	20	12.9%	16	8.1%
Totals	183	100.0%	183	100.0%	155	100.0%	197	100.0%

Source: Compiled by CRS Information Research Specialist Hannah Fischer from Department of State's Secretary of State travel websites. For Secretary of State Clinton: <http://www.state.gov/secretary/trvl/index.htm>. For Secretary of State Rice: <http://history.state.gov/departmenthistory/travels/secretary/rice-condoleezza>. For Secretary of State Powell, <http://history.state.gov/departmenthistory/travels/secretary/powell-colin-luther>. For Secretary of State Albright, <http://history.state.gov/departmenthistory/travels/secretary/albright-madeleine-korbel>.

Notes: Numbers represent visits to individual countries. For instance, in her first three years in office, Secretary Clinton visited 36 countries, including some more than once, in the East Asia & the Pacific region. Areas of the world were determined using the Department of State's bureau divisions.

Ces éléments nous permettent donc de souligner l'implication des dirigeants américains dans la région. En multipliant les visites, les dirigeants américains permettent de nouer des liens avec les pays d'Asie-Pacifique. Cela permet de rencontrer les dirigeants, de montrer que ce pays est important pour les Etats-Unis, de construire des partenariats. La symbolique de certaines de ces visites fut aussi importante. Le but était donc de construire des interdépendances, de renforcer la présence américaine et d'améliorer l'image des Etats-Unis auprès des populations et des dirigeants de la région. Ainsi, l'augmentation des visites diplomatiques et notamment du président et des secrétaires d'Etat apparait comme un outil du *soft power* américain. L'augmentation de l'implication diplomatique en Asie-Pacifique est d'ailleurs souligné par Courmont (2016).

4. Le multilatéralisme

Un troisième élément mis en avant par les auteurs est l'insertion des Etats-Unis de Barack Obama dans le multilatéralisme régional. J.S. Nye expliquait, dès le début du mandat d'Obama, l'importance pour les Etats-Unis de s'impliquer dans les organisations internationales. Il établissait ainsi un lien entre le multilatéralisme et le *soft power* (Nye, 2009, 2010). Hallams (2011) explique que si les Etats-Unis travaillent avec d'autres pays dans les différentes organisations internationales, ils ont plus de chances d'obtenir leur soutien par la suite. Cela permettrait d'acquérir plus de légitimité et de crédibilité aux yeux des autres Etats. Cette capacité à être présente et active dans différentes organisations permettrait aux Etats-Unis de se positionner au rang de grande puissance aux yeux de ces partenaires. Dans cette idée, ils se

montrent donc proactifs et volontaires. Ils cherchent alors à intervenir pour aider à régler des problèmes ou des différends et à proposer leur expertise dans différents domaines. Le multilatéralisme permet aussi de diffuser des valeurs et des idéaux auprès des autres pays (Hallams, 2011; Pham, 2014).

Certains auteurs soulignent le rôle et la personnalité de Barack Obama dans la volonté américaine de davantage travailler à ce niveau-là. D'une part, il est évidemment conscient de l'intérêt de s'impliquer dans les instances multilatérales pour le *soft power* américain en Asie-Pacifique. De l'autre, ce choix n'est pas vraiment une surprise au vu de la personnalité du président. Il était en effet considéré comme étant une personne capable de discussion et de compromis. Il mettait aussi fortement en avant sa volonté de résoudre les conflits de manière pacifique. Il s'agit d'un élément qui sera primordial pour sa politique en Asie du Sud-Est. Cette région était traversée par de nombreux conflits et tensions. Le président américain allait vite exprimer son soutien aux initiatives de règlement pacifique des conflits. La diplomatie au niveau multilatéral allait alors prendre une importance nouvelle sous Barack Obama (Courmont, 2016; Hallams, 2011; Panel, 2012).0020

En analysant les organisations et les initiatives dont les Etats-Unis ont été membres en Asie-Pacifique, il apparaît tout de suite qu'ils avaient et ont toujours une forte présence dans la région. Si cette présence est antérieure au premier mandat de Barack Obama, elle a bénéficié d'un réel coup d'accélérateur avec la mise en place de la nouvelle stratégie américaine. Ainsi, les Etats-Unis étaient déjà un membre non-régional de l'*Asian Development Bank* (ADB) depuis 1966. Ils étaient aussi membres de l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) depuis 1989, de l'*Australia-New Zealand-United States Security Treaty* (ANZUS) depuis 1951, du *Colombo Plan* (CP) depuis 1951 et du *Pacific Community* (SPC) depuis 1947. De plus, ils étaient aussi partenaires de l'*Association of Southeast Asian Nations* (ASEAN) et du *Pacific Islands Forum* (PIF). Les Etats-Unis sont donc fort présents dans ces organisations régionales. Cela leur permet de travailler avec les autres Etats et de s'impliquer dans les affaires régionales. Mis à part ces grandes organisations, les Etats-Unis se sont impliqués aussi dans d'autres forums et initiatives multilatérales. Ainsi, il est pertinent de noter leur participation aux *East Asia Summit* (EAS) lié à l'ASEAN, au *Trans-Pacific Partnership* (TPP), à la *Lower Mekong Initiative* ou encore à la *Young Southeast Asian Leaders Initiative* (YSEALI). Enfin, l'alliance de la *Quadrilateral Security Dialogue* (QUAD) entre les Etats-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon est aussi à souligner dans cette région. Il existe de nombreuses autres initiatives et forums régionaux auxquels les Etats-Unis prirent part dans la région (U.S. Department of State, 2024).

Néanmoins, il serait beaucoup trop long d'en faire une présentation détaillée. Ce chapitre n'en détaillera que certains, jugés plus importants ou plus symboliques.

Premièrement, il est donc important de rappeler le postulat de base. Dans une volonté de s'impliquer davantage en Asie-Pacifique pour y accroître leur *soft power*, les Etats-Unis de Barack Obama vont apporter une importance toute particulière à s'insérer dans le multilatéralisme régional. Tout d'abord, il est pertinent d'aborder le cas de l'ASEAN. Cela fait déjà plus de quatre décennies que les Etats-Unis travaillent en partenariat avec cette organisation. Ne faisant pas partie de la même région, ils sont considérés comme un *dialogue partner* de l'ASEAN. Sous Barack Obama, l'administration américaine s'attelle à améliorer et à renforcer les liens entre les deux. Un signal fort est lancé dès le début de son mandat. En 2010, Barack Obama devient le premier président américain à rencontrer le chef d'Etat de tous les pays membres de l'ASEAN. Il assistera aussi à toutes les réunions US-ASEAN de son premier mandat. Cette implication personnelle du président démontre l'importance de cette région pour le gouvernement américain. Cela permettra aussi de renvoyer une image très positive aux dirigeants de l'ASEAN. Cette implication est d'ailleurs soulignée par différents auteurs comme Bondaz (2017) et Parameswaran (2013). Cependant, ce rapprochement va aller plus loin. Après une visite diplomatique de Hillary Clinton, les Etats-Unis nommeront un ambassadeur permanent au sein de cette association. Au cours d'un forum de l'ASEAN en Thaïlande, elle annoncera aussi la volonté des Etats-Unis de faire partie du Traité d'amitié et de coopération d'Asie du Sud-Est (TAC). En lien avec le mécanisme ASEAN +6, les Etats-Unis deviendront aussi membres de l'East Asia Summit en 2011 (Bondaz, 2017; Parameswaran, 2013).

Une deuxième organisation importante à prendre en compte est l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) dont les Etats-Unis sont membres depuis 1989. Cette organisation régionale vise à promouvoir le libre-échange et l'économie de marché en Asie-Pacifique. Il s'agit donc d'un levier important de *soft power* pour l'économie américaine. Barack Obama s'impliquera activement aussi dans cette organisation. Le président américain sera présent aux réunions de novembre 2009 à Singapour, de novembre 2010 au Japon, de novembre 2014 en Chine, de novembre 2015 aux Philippines et de novembre 2016 au Pérou. Les Etats-Unis accueilleront aussi le Sommet en 2011 à Hawaï. Si cette implication est traditionnelle pour un président américain, cette organisation représente un outil de *soft power* américain très important pour les Etats-Unis. Courmont (2016) et Pham (2014) soulignent aussi l'importance des Etats-Unis de Barack Obama dans l'APEC.

Today, we've got an opportunity to make progress towards our ultimate goal, which is a seamless regional economy. We're going to be focusing on three specific areas: increasing trade and investment, promoting green jobs, and streamlining and coordinating regulations so that we encourage trade and job creation. And more broadly, we'll be discussing how we can work together to spur on quicker economic growth and more sturdy and sustainable economic growth. The economies of this region have a critical role to play in addressing the imbalances and making sure that growth is balanced and sustainable in the future (Extrait du discours d'ouverture du président Obama lors du Sommet de l'APEC en 2011 à Honolulu, Hawaï)

Si plusieurs autres organisations et alliances seraient intéressantes à aborder, ces deux premières permettent d'illustrer la volonté de s'impliquer davantage à ce niveau par le président et ses secrétaires d'Etat. Néanmoins il est pertinent de se concentrer sur les plus grandes avancées faites par Barack Obama dans ce domaine. En s'intéressant aux initiatives de l'administration Obama, le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) apparaît comme un des éléments les plus importants de sa politique. Les Etats-Unis se sont impliqués activement dans les négociations de la construction de ce partenariat et l'ont mené à terme. Il s'agit d'un traité de libre-échange entre plusieurs Etats bordant l'Océan Pacifique à l'Est et à l'Ouest. Ce traité regroupe aujourd'hui l'Australie, le Brunei, le Chili, le Canada, le Japon, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Vietnam. Le Royaume-Uni rejoindra aussi cet accord en 2023. En 2017, le président Donald Trump retirera les Etats-Unis de l'accord. Il est important de préciser qu'initialement les Etats-Unis de Barack Obama mirent un peu de temps avant de se lancer dans les processus de négociation de nouveaux accords d'échange. Certains auteurs soulignent aussi que des critiques commencèrent à naître à l'égard des Etats-Unis car tous les membres de l'ASEAN n'était pas éligibles à rentrer dans le TPP ce qui pouvait donner l'impression de diviser les Etats membres de cette association (Parameswaran, 2013; Planel, 2012). Les négociations dureront pendant la majeure partie des deux présidences Obama. Il assista lui-même à des réunions en 2012 au Cambodge, en 2014 en Chine et en 2015 aux Philippines. Ces négociations seront l'un des principaux chevaux de bataille pour les Etats-Unis au niveau multilatéral en Asie-Pacifique. Ce partenariat représentait une avancée économique importante pour les Etats-Unis mais aussi pour sa présence et son image dans la région (Office of the Historian, 2024 ; Parameswaran, 2013; Planel, 2012).

D'autres initiatives sont aussi à souligner. En 2009, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton sera un des moteurs de la création de la *Lower Mekong Initiative*. Ce programme avait pour objectif de

favoriser la coopération dans cette région d'Asie du Sud-Est. Cet événement permet de souligner l'influence américaine mais aussi la volonté du gouvernement américain d'encourager la résolution des tensions et la stabilisation de la région. En 2013, les Etats-Unis lancent la *Young South East Asian Leaders Initiative* (YSEALI) avec l'ASEAN. Il s'agit d'un programme d'échange académique entre les deux entités. Ce programme symbolise très bien la stratégie américaine dans la région. Le *soft power* s'appuie en partie sur l'éducation, le développement et la culture. En travaillant à ce niveau, les Etats-Unis s'assurent d'avoir des outils importants pour la force d'attraction américaine (YSEALI, 2024). Certains auteurs citent également le lancement d'un certain nombre d'initiatives comme le *Expanded Economic Engagement Initiative* qui furent lancées en lien avec l'ASEAN. Cette dernière allait notamment permettre aux Etats-Unis d'apporter plus de soutien logistique et technique aux pays de l'ASEAN (Parameswaran, 2013; Planel, 2012). Le multilatéralisme ne se limite donc pas seulement à la diplomatie. Les programmes et les initiatives lancés permettent de réellement venir toucher la société civile des pays de l'Asie du Sud-Est.

Les Etats-Unis vont aussi chercher à mettre en place de nouvelles plateformes de discussion et de négociations comme le souligne Courmont (2016). L'administration Obama essayaient par différents moyens de s'intégrer davantage sur la scène diplomatique multilatérale d'Asie-Pacifique. Cela permettait pour eux d'acquérir plus de crédibilité et de légitimité. Ils pouvaient ainsi plus facilement travailler et collaborer avec les pays d'Asie et d'Océanie. Néanmoins, il est important de préciser que la stratégie américaine de reposer à la fois sur le bilatéralisme et le multilatéralisme nécessitait de trouver un certain équilibre entre les deux (Courmont, 2016; Parameswaran, 2013; Pham, 2014; Planel, 2012).

5. La création et le renforcement de partenariats économiques et militaires comme outil du soft power américain

Lié aux deux derniers chapitres, un indicateur à prendre en compte est le renforcement et la création de partenariats. Il s'agit en effet d'un outil de *soft power* important. Ces traités et accords permettent de construire des interdépendances, d'améliorer la coopération et de tisser des liens entre les Etats. Pour les Etats-Unis, cela permet d'être un outil de stabilisation de la région en encourageant les accords économiques et commerciaux. Dans l'objectif d'augmenter son *soft power* en Asie-Pacifique, le gouvernement américain cherche donc à réaffirmer ses alliances préexistantes et à nouer de nouveaux partenariats. Les Etats-Unis vont notamment chercher à renforcer leurs relations avec le Japon et la Corée du Sud, deux alliés historiques très

importants pour les USA dans la région. Les Etats-Unis travaillent à renforcer leurs partenariats avec la Thaïlande, l'Australie, Singapour, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la Malaisie. Les Philippines et la Thaïlande sont notamment des alliés très importants pour les Etats-Unis depuis 2003. Ils cherchent aussi à diversifier ces partenariats sous différentes approches (militaires, diplomatiques, économiques, culturelles,...). L'objectif est d'être présent et de multiplier les liens avec les pays de la région. Cela permet d'encourager des bonnes relations et de communiquer davantage. Cela a donc pour objectif de se rapprocher de ces Etats (Courmont, 2016; Planel, 2012; Xinbo, 2012). En plus du renforcement des alliances préexistantes, Planel (2012), Bondaz (2017) et Courmont (2016) notent aussi la volonté de construire de nouvelles alliances. Ainsi, les Etats-Unis vont par exemple chercher à normaliser leurs relations avec le Myanmar.

L'administration Obama avait intérêt à multiplier les accords et les traités pour tenter de renforcer ses relations mais aussi de se rapprocher de potentiels alliés stratégiques. Il est pertinent alors de faire un point sur les différents traités et accords ratifiés par l'administration Obama en Asie-Pacifique. Pour ce faire, il est intéressant de s'intéresser à la liste des traités et des actes internationaux publiés par le Département d'Etat présentes en annexe 2. Il recense tous les actes ratifiés par les Etats-Unis en Asie-Pacifique. Néanmoins, il est important de préciser qu'il ne comprend pas les traités avec la Chine comme ce pays ne fait pas à proprement partie de la recherche. Ce tableau a pour objectif de souligner la multiplication et la diversité des actes internationaux ratifiés par les Etats-Unis en Asie-Pacifique.

Ce tableau en annexe permet de se rendre compte de la volonté américaine de se rapprocher et de tisser des liens avec les autres pays, lors du premier mandat de Barack Obama. Outre la multiplication de ces accords, une première chose à noter est l'augmentation de certaines thématiques dans les sujets abordés. Un des exemples les plus intéressants à prendre en compte est la question de l'énergie nucléaire. Pour cela, prenons l'exemple de la Corée du Sud. Lors des deux mandats du président Obama, trois accords ont été trouvés autour du nucléaire avec ce pays. Dans toute l'histoire des relations entre la Corée du Sud et les Etats-Unis, il n'y en a eu que quatre en tout. L'administration Obama a donc ratifié trois accords avec ce pays sur l'énergie nucléaire : les accords de septembre 2010 et 2012 sur l'échange d'informations techniques et l'accord de novembre 2015 sur la coopération pacifique de l'utilisation de l'énergie nucléaire (US Department of State, 2024). La collaboration autour de cette forme d'énergie représente un élément important de la politique étrangère du président Obama. D'autres sujets reviennent régulièrement. Ainsi, la coopération scientifique et technologique, la

recherche, la lutte contre les armes de destruction massive ou encore le libre-échange possèdent des occurrences importantes dans la liste des traités et accords américains. Ce dernier exemple est parfaitement illustré par le traité de libre-échange *United States–Korea Free Trade Agreement* de 2011 entre la Corée du Sud et les Etats-Unis (U.S. Department of State, 2024).

Au niveau de la coopération scientifique, on peut noter par exemple le *Agreement on Scientific and Technological Cooperation* ratifié en mars 2010 avec l'Indonésie. L'éducation, la recherche et la culture sont des thèmes récurrents des accords bilatéraux des Etats-Unis de Barack Obama. Il s'agit d'ailleurs d'un levier important de *soft power*. Des avancées diplomatiques vont aussi être faites lors de la création de traités bilatéraux. On peut par exemple noter le *Agreement Concerning the Opening of a Vietnam Consulate General in Houston, Texas* de 2009. Comme son nom l'indique, cet accord signait la création d'un consulat vietnamien aux Etats-Unis (Annexe 2). Cet élément représentait une avancée non-négligeable dans les relations entre les deux Etats. Cet exemple permet de bien mettre en valeur l'intérêt de la diplomatie bilatérale et de la création d'accords pour le *soft power* américain. Le deuxième mandat de Barack Obama suit cette même dynamique. Le mandat du secrétaire d'Etat John Kerry ne marque pas de changement radical à ce niveau-là. Il est néanmoins important de noter que son mandat fut davantage marqué par la lutte contre le changement climatique (US Department of State, 2024).

5.1. L'intérêt de construire des partenariats économiques

D'un point de vue économique, les Etats-Unis vont essayer de lancer une série de partenariats économiques avec des pays de la région. Il est important de noter que plusieurs pays étaient déjà liés à ce niveau avec les Etats-Unis dans la région. Néanmoins, la Chine progressait rapidement aussi sur ce terrain et les Etats-Unis voyaient en cela un outil important de *soft power*. L'Asie-Pacifique commençait à devenir une région extrêmement intéressante au niveau économique. De nombreux Etats possédaient une économie en pleine expansion comme les Philippines, le Vietnam et la Corée du Sud. Cette région représente donc des enjeux économiques très importants pour les USA. En créant des partenariats économiques, les Etats-Unis pouvaient augmenter les liens et les relations d'interdépendance dans la région. Cette politique est vue comme une réussite par les observateurs. Ils vont notamment créer de nouveaux partenariats économiques avec les Philippines et le Vietnam. Les Etats-Unis vont aussi par exemple signer des traités de coopération économique avec Singapour en 2013 et avec l'Australie en 2014 (Courmont, 2016; Pham, 2014).

5.2. L'intérêt de construire des partenariats militaires

Les Etats-Unis vont aussi lancer une série de partenariats militaires. Des partenariats de défense étaient déjà préexistant avec plusieurs Etats comme les Philippines ou Taïwan mais le gouvernement américain s'attèle à cette époque à les diversifier. Les Etats-Unis multiplient les accords bilatéraux avec les Etats de la région. Ils portent sur des sujets variés tel que la cybersécurité, les sous-marins, la défense antiaérienne et antimissile, la formation de militaires ou encore la tenue d'exercices (Courmont, 2016). Après une visite du président Obama en 2011 en Australie, celui-ci annonce la mise en place d'une base américaine et de troupes à Darwin (Bondaz, 2017). Au niveau de la mer de Chine méridionale, ils renforcent leur présence militaire. Ils seront notamment davantage présents à Singapour pour surveiller le Détroit de Malacca. Ce dernier représente un enjeu économique et stratégique très important. En étant un corridor entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, il s'agit d'un passage où transite une bonne partie du commerce mondial. Avec la montée en puissance des acteurs économiques régionaux que sont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde ou encore le Vietnam, une bonne partie de l'économie mondiale dépend de la sûreté de ce détroit. Les Etats-Unis cherchent donc à s'assurer de la liberté de navigation dans ces eaux. Ils vont donc effectuer plus d'exercices militaires et d'opérations dans la région. A cette époque, environ 60 % de la marine américaine sera mobilisée en Asie-Pacifique (Courmont, 2016; Pham, 2014; Siangyen, 2018).

Tous ces éléments peuvent être, à juste titre, considérés comme du *hard power* pour les Etats-Unis. Ils permettaient en effet d'avoir un certain pouvoir coercitif dans la région. Néanmoins, le *hard power* est lié au *soft power*. En effet, si les Etats-Unis s'assurent d'avoir des capacités coercitives accrues en Asie-Pacifique avec ces partenariats militaires et le déploiement de ces troupes, cela permet aussi de venir renforcer leur force d'attraction. L'administration Obama se place alors en défenseur de la région et en allié fiable. Ils sont capables de défendre leurs alliés aux besoins. Les Etats avec lesquels ils ont noué des partenariats voient ces dispositifs d'un bon œil. De plus, cela permet aux américains de travailler davantage avec les gouvernements et de nouer des relations de confiance. En se plaçant en défenseur, les Etats-Unis augmentent leur force d'attraction au niveau militaire mais aussi au niveau politique en montrant qu'ils sont des alliés fiables. Ces partenariats permettent donc d'appuyer les outils de *soft power* (Bondaz, 2017; Courmont, 2016; Dimitrova, 2011).

6. Le développement, l'éducation et la culture

Enfin, il est utile de s'intéresser au développement, à l'éducation et à la culture comme outils de *soft power* pour les Etats-Unis. Ces trois éléments participent énormément à la force d'attraction d'un Etat. Ils permettent en effet d'améliorer l'image d'un pays, de promouvoir ses valeurs et son modèle et de développer son attractivité. Il s'agit d'éléments qui influencent certes les dirigeants politiques mais surtout la population.

Le *soft power* a l'avantage de pouvoir s'appuyer sur une culture américaine très attractive à l'international. Les industries cinématographiques, musicales et sportives font rayonner les Etats-Unis partout dans le monde. La culture américaine représente une vraie force d'attraction sur laquelle le gouvernement peut s'appuyer. Les Etats-Unis possèdent une image forte à l'internationale. Ils bénéficient de leur statut de grande puissance et de première économie mondiale. Les succès de Hollywood et de l'industrie musicale américaine sont tellement importantes qu'ils participent à l'attraction des USA dans d'autres pays. La culture américaine véhicule une série de valeurs qui participe à la diffusion du *soft power*. La migration s'inscrit comme un élément important dans la culture américaine avec notamment le rêve américain ou la possibilité pour chaque immigré de trouver un travail et de faire fortune. Si l'immigration représente un élément culturel fort pour les Etats-Unis à l'étranger, cela représente aussi un levier direct de *soft power*. On retrouve en effet des millions de personnes d'origine asiatique aux Etats-Unis. Il existe des liens migratoires étroits entre ces régions (familiaux, origines,...). Cela favorise donc une certaine force d'attraction. Néanmoins, ces éléments ne font pas vraiment partie d'une véritable stratégie de politique étrangère (Pham, 2014).

Les Etats-Unis sont conscients de l'importance de ces facteurs pour le *soft power* d'un Etat. La culture représente un levier important de *soft power*. Cependant, le rôle de la société civile ne s'arrête pas là. Depuis toujours les Etats-Unis se sont appuyés sur leur société civile pour améliorer leur *soft power*. Ainsi, les entreprises, les associations et les ONG américaines participent à une forme de force d'attraction en s'impliquant et en menant des projets à l'international. L'administration Obama encourage ces initiatives et lance entre 2009 et 2017 une série d'initiatives et de partenariats à ces niveaux (Pham, 2014).

6.1. Les projets de développement

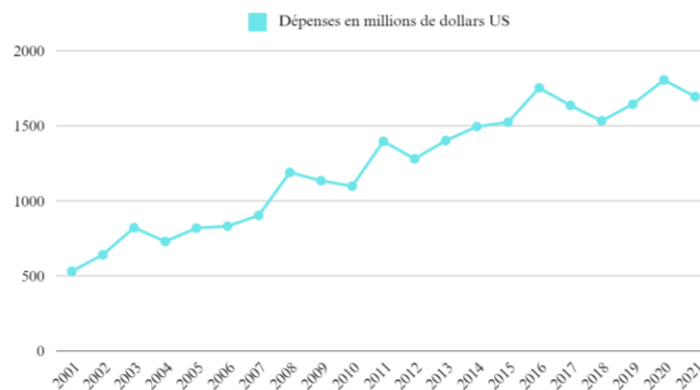
Les Etats-Unis décident de mener une série de programmes de développement. Il est important de préciser que des programmes similaires étaient déjà lancés avant la présidence d'Obama mais cet aspect de la politique étrangère américaine va recevoir une attention nouvelle avec

l'arrivée au pouvoir du nouveau résident de la maison blanche. Les associations et ONG américaines sont présentes dans différents pays de la région mais il est important de souligner le rôle de l'administration et notamment du Département d'Etat qui va financer mais aussi construire de nouveaux projets. Le développement économique, social et le développement durable ont été des éléments importants de la politique étrangère de Barack Obama. Les Etats-Unis lancèrent en effet une série de programme visant à améliorer la situation socio-économique de plusieurs pays. La lutte contre le changement climatique allait prendre aussi petit-à-petit de l'importance (The White House, 2010).

Dans son *U.S. Global Development Policy* de 2010, le gouvernement Obama annonçait déjà sa politique étrangère de développement. Ainsi, les questions de santé, de changement climatique et de sécurité alimentaire étaient abordées. L'administration Obama annonçait la mise en place de programmes dans différents pays. La *Global Health Initiative* par exemple fut financée en 2009 par 63 milliards de dollars et devait soutenir financièrement des programmes de santé comme l'amélioration de systèmes de soin de santé, de luttes contre les maladies transmissibles ou encore de lutte contre la mortalité infantile,... Dans le même temps, ils annonçaient travailler avec certains pays industrialisés comme la Corée du Sud pour construire et financer des projets de sécurité alimentaire dans des pays soumis à ces dangers. Le montant s'élevait à 224 milliards de dollars à la fin de l'année 2009. Ainsi, les Etats-Unis annonçaient des moyens importants pour lutter contre ces problématiques. S'il est réducteur de voir, dans ces initiatives, une simple volonté de gagner en popularité, cela participe néanmoins au renforcement de l'image des Etats-Unis sur la scène internationale (The White House, 2010)

Pour saisir correctement l'ampleur de l'implication américaine en Asie-Pacifique, il est pertinent de s'intéresser aux chiffres publiés par le site gouvernemental *foreign assistance*. Comme le montre le graphique suivant, les dépenses en Asie-Pacifique ont globalement augmenté avec la présidence d'Obama. Néanmoins, ces chiffres suivent une courbe assez linéaire. Il ne semble pas réellement avoir d'augmentation radicale entre la présidence de G.W. Bush et celle de Barack Obama bien que l'on observe quand même une augmentation. On remarque que le pourcentage d'aide financière reste plus ou moins le même comparé aux autres régions du monde. L'augmentation de l'assistance est globale et ne touche pas uniquement l'Asie-Pacifique. Ces chiffres viennent donc relativiser l'augmentation de l'implication américaine (Foreign Assistance, 2024)

Graphique 3 : Assistance étrangère des Etats-Unis en Asie de l'Est-Océanie (2001-2021)



Source : Foreign Assistance, 2024

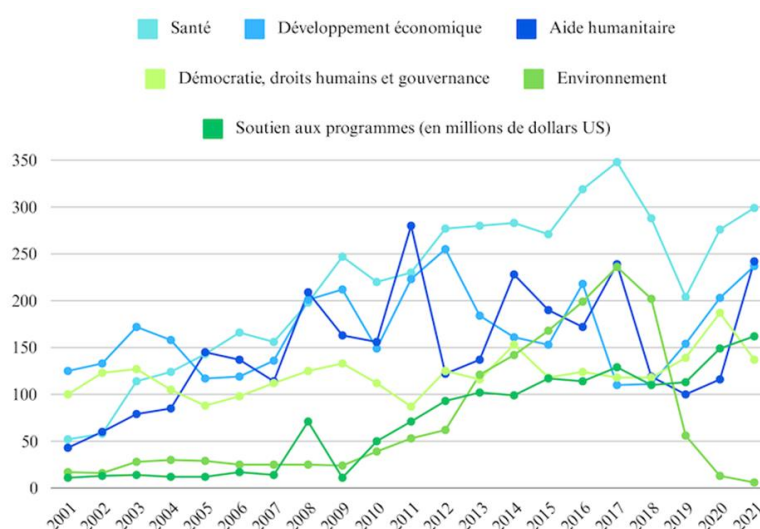
Néanmoins, il est intéressant d'aller plus en profondeur et de s'intéresser à l'évolution de l'assistance par secteurs d'activités. Le graphique suivant montre les dépenses par secteur de l'assistance américaine en Asie-Pacifique entre 2001 et 2021. Il est primordial de préciser que les premières années du mandat de Barack Obama sont fortement marquées financièrement par la crise économique de 2008-2009. Ces données doivent donc être prises avec beaucoup de prudence et peuvent expliquer des investissements moins conséquents à cette époque. Dans ce tableau, certains domaines ont été isolés : la santé, le développement économique, l'aide humanitaire, la protection de l'environnement, la démocratie, la gouvernance et les droits humains et enfin le soutien aux différents programmes. Si l'interprétation de ces chiffres est à prendre avec des pincettes, certaines dynamiques peuvent être dégagées. Dans les évolutions intéressantes à noter, celle des dépenses autour de la santé est probablement la plus marquante. Ces dernières connaissent en effet une augmentation importante à partir de 2009 et continueront à croître durant les deux mandats d'Obama. Ce thème était un des grands points de la politique d'Obama. Il souhaitait vraiment en faire un des enjeux marquants de ses mandats. On peut notamment noter la mise en place de sa réforme des soins de santé *Obama Care* au niveau national. Cet élément devient, avec Obama, l'une des plus grandes dépenses en Asie-Pacifique. Des programmes sont mis en place dans de nombreux pays grâce à cela. Cela a renforcé le *soft power* américain (Foreign Assistance, 2024).

De plus, on peut noter l'évolution intéressante des dépenses visant à lutter contre le réchauffement climatique et pour la préservation de l'environnement. Si elles étaient peu importantes auparavant, elles connaissent un vrai bond avec le début du second mandat de Barack Obama. Ces dépenses sont à remettre dans un contexte particulier avec notamment le travail important du nouveau secrétaire d'Etat, John Kerry. Ce thème prit beaucoup d'importance à cette époque comme le montre la réussite des négociations de la COP21 à Paris

en 2016. Les Etats-Unis vont notamment signer le *Memorandum of understanding concerning scientific and technical cooperation in earth sciences and effective management of natural resources in the context of climate change* en 2010 avec le Vietnam. La lutte contre le changement climatique représente un enjeu particulièrement important en Asie-Pacifique car la région est très vulnérable à ce niveau (US Department of State, 2024).

Enfin, une dernière courbe intéressante est celle du soutien aux différents programmes dans les pays d'Asie-Pacifique. Ce soutien financier va voir une augmentation claire tout au long des deux mandats d'Obama. Cette évolution démontre donc bien une volonté de s'impliquer davantage dans toutes une série de programmes pour améliorer la situation socio-économique de la région. Cela représente un outil important pour les USA. Cette courbe souligne donc la volonté américaine d'améliorer leur *soft power* dans la région (Foreign Assistance, 2024).

Graphique 4 : Dépense par secteurs des Etats-Unis en Asie de l'Est et en Océanie (2001-2021)



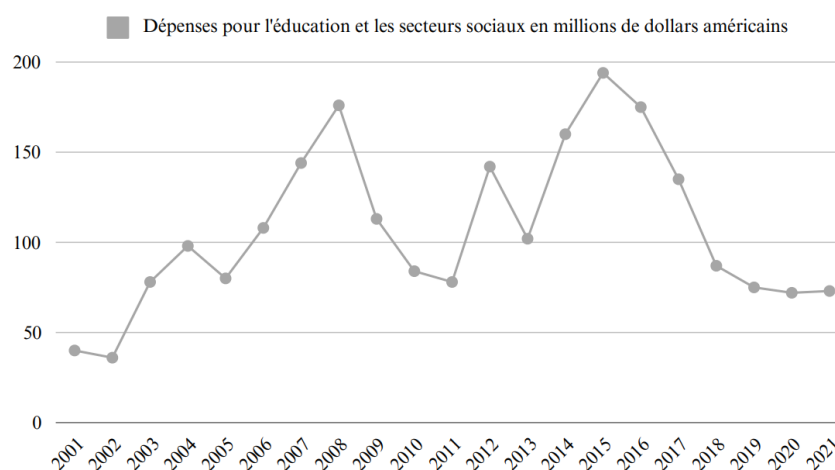
Source : Foreign Assistance, 2024

6.2. Les projets d'éducation

Les facteurs suivants sur lesquels il est intéressant de s'attarder sont les projets de recherche et d'éducation comme outil de *soft power*. Les Etats-Unis lancent à cette époque une série de programmes éducatifs dans plusieurs pays de la région comme Singapour ou le Vietnam. Ils vont créer des programmes d'échange pour que les étudiants étrangers puissent venir étudier dans des universités américaines. Des professeurs américains vont aussi aller travailler dans des universités d'Asie-Pacifique. Ils vont investir aussi dans la construction d'écoles et d'universités. Le Département d'Etat va sponsoriser de nombreux projets (Pham, 2014).

Le graphique ci-dessous montre dans un premier temps une diminution des investissements américains en Asie-Pacifique. Cette diminution peut s'expliquer par différents facteurs notamment par la volonté de se concentrer sur d'autres secteurs comme la santé mais surtout par la crise économique de 2008 qui marqua et mobilisa fortement les finances américaines. Néanmoins, on observe dans la deuxième moitié de l'ère Obama, une forte augmentation des dépenses. L'administration Obama va en effet s'impliquer assez fortement en Asie-Pacifique. On peut noter, comme élément important, la création en 2013 de la *Young Southeast Asian Leaders Initiative*, un programme d'échange académique et culturel entre les Etats-Unis et les membres de l'ASEAN. Le gouvernement américain va aussi soutenir une série de programmes visant à améliorer l'éducation, à créer des partenariats avec les Etats-Unis et à encourager la coopération scientifique. On peut notamment prendre comme exemple le *Agreement on Scientific and Technological Cooperation* signé en mars 2010 avec l'Indonésie (Foreign Assistance, 2024 ; US Department of State, 2024). Ces éléments démontrent donc une certaine volonté du gouvernement américain de travailler là-dessus. Comme conséquences positives pour les Etats-Unis, on retrouve évidemment l'amélioration de leur image dans les autres pays, la création de liens et le partage scientifique et académique. Cela peut donc être considéré comme des éléments favorisant le *soft power* des Etats-Unis dans la région.

Graphique 5 : dépenses des Etats-Unis dans les domaines sociaux et de l'éducation en Asie de l'Est et en Océanie (2001-2021)



Source : Foreign Assistance, 2024

Chapitre 5 : Le bilan au Vietnam, en Indonésie et au Myanmar

Après avoir récolté tous ces éléments sur la stratégie de *soft power* américaine en Asie-Pacifique sous Barack Obama, il est temps d'en faire le bilan et de voir quels ont été les conséquences de cette politique. Le bilan sera divisé en deux parties. La première analysera trois cas d'étude : l'Indonésie, le Vietnam et le Myanmar. La deuxième dressera ensuite un bilan global de la stratégie américaine en tirant des enseignements des deux mandats du président Obama. Le choix des trois pays s'est fait avec l'objectif d'analyser trois cas différents. L'Indonésie est un Etat en pleine expansion économique. Elle prend de plus en plus de place sur la scène internationale et devient un acteur géopolitique très important dans la région et dans le monde entier. Après plusieurs dizaines d'années de tensions, l'Indonésie et les Etats-Unis voyaient leur relation s'améliorer au début du XXIème siècle (Murphy, 2010). Il est donc intéressant de voir si cela se poursuivrait et continuerait à s'améliorer avec Obama. Le deuxième Etat est le Vietnam. Il est intéressant de se pencher sur ce cas car les relations entre les deux Etats ont été difficiles jusque dans les années 1990 avec la guerre de 1954-1975 et l'embargo économique américain qui suivi. Il s'agit donc de constater comment les Etats-Unis ont poursuivi les efforts faits par les précédentes administrations. Enfin, le dernier Etat est le Myanmar. Les Etats-Unis possédaient très peu de relations diplomatiques avec ce pays avant l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le pays était sous sanction américaine et il n'y avait pas d'ambassadeur dans le pays depuis 1988. Il est donc intéressant de se pencher sur un Etat qui n'était pas du tout un allié américain et qui était plus proche des régimes chinois et nord-coréen au début du premier mandat d'Obama (Kipgen, 2013).

1. Le bilan du *soft power* américain en Indonésie

Au début du XXIème siècle, les relations s'amélioraient entre l'Indonésie et les Etats-Unis. A cette époque, l'Indonésie entamait un processus de démocratisation. Le pays se stabilisait petit-à-petit et il devenait de plus en plus sûr. La coopération augmentait entre les deux pays sous G.W. Bush. Plusieurs accords furent signés comme le *Agreement Amending and Extending the Agreement of June 30, 1980, as Amended and Extended, Concerning Peaceful Uses in Nuclear Energy* du 14 octobre 2004. En novembre 2006, trois accords étaient aussi signés concernant l'assistance mutuelle des administrations, la déforestation illégale et la coopération scientifique et technologique. La coopération militaire prit de l'importance dans leurs relations. Le rôle du président en place, Susilo Bambang Yudhoyono qui fit deux mandats de suite entre 2004 et 2014, est à souligner. Il fut le premier président élu par un vote populaire. Sous ses présidences, de grands changements furent effectués. C'est notamment à cette époque que l'Indonésie devint

un membre du G20 (Department of state, 2022 ; Murphy, 2010). Comme on le voit, la situation politique, ainsi que celle économique du pays étaient des facteurs qui avaient rapproché les deux Etats. Des liens commençaient à naître avec cet Etat qui prenait de plus en plus de place sur la scène internationale. Au niveau de la population, le peuple indonésien avait une vision positive des Etats-Unis. Selon les chiffres du Pew Research Center, 61% des indonésiens avaient une image assez bonne des Etats-Unis en 2002. Néanmoins, au début du mandat de Barack Obama, ce chiffre baisse avec une chute à 54% en 2014. Cette diminution peut notamment s'expliquer par la chute du soft power américain due notamment à la crise économique de 2008 et aux différentes crises de la présidence Bush (Pew Research Center, 2015).

En arrivant au pouvoir, Barack Obama s'investit beaucoup en Asie-Pacifique et notamment en Indonésie. Sans revenir sur son implication dans l'ASEAN ou sur tous les autres facteurs expliqués dans les chapitres précédents, il est néanmoins important de souligner certains éléments. En 2010, les Etats-Unis et l'Indonésie ratifient le *Comprehensive Partnership*. Cela venait renforcer la collaboration entre les deux Etats à différents niveaux : démocratie, société civile, sécurité, maritime, énergie, éducation,... En 2015, les deux Etats allèrent encore plus loin en s'engageant dans l'*U.S.-Indonesia Strategic Partnership*. Cet accord venait renforcer encore davantage la coopération entre les deux Etats (U.S. Department of State, 2022). Dix accords furent ratifiés entre 2009 et 2012 entre l'Indonésie et les Etats-Unis sur divers sujets comme l'assistance humanitaire, la coopération, les finances, la science, la technologique ou encore les données satellites (U.S. Department of state, 2022, 2024). Le gouvernement américain va investir financièrement en Indonésie. En 2011, l'aide américaine en Indonésie s'élevait à 319 millions de dollars. Les aides principales concernaient l'agriculture (64 millions USD), les programmes d'infrastructures (30 millions USD) et l'assistance à la reconstruction post-tsunami de 2004 (24 millions USD). La coopération et l'assistance américaines augmenta donc entre les deux pays (Foreign Assistance, 2024).

Barack Obama se rendra deux fois en Indonésie. Si le second voyage en novembre 2011 le verra participer aux sommets de l'ASEAN et de l'EAS, il rencontrera le président Yudhoyono lors de sa première visite en novembre 2010. Dans son discours à l'Université d'Indonésie, il mettra en avant ses connaissances et son lien particulier avec ce pays dans lequel il y vit pendant toute une partie de son enfance. Les évolutions démocratiques et la prospérité de l'Indonésie seront des éléments importants dans son discours. Hillary Clinton effectuera quatre visites diplomatiques en Indonésie et John Kerry trois. Ce sera d'ailleurs le deuxième arrêt du premier

voyage de Clinton, un symbole fort pour la région (Office of the Historian, 2024). Après 2011 et le deuxième voyage du président, l'attention américaine va être détournée de l'Indonésie. Les avancées sont fortement ralenties à cause de la majorité républicaine au Congrès et des Printemps arabes. En octobre 2014, Joko Widodo arrive au pouvoir en Indonésie et se démarque par une politique plus conservatrice et nationaliste que son prédécesseur. Il positionnera davantage l'Indonésie au niveau international sur le principe de non-alignement. Néanmoins, il conservera globalement une bonne relation avec les Etats-Unis de Barack Obama. Il est d'ailleurs amusant de noter que Widodo est souvent surnommé le « Obama indonésien » à cause de sa ressemblance physique avec l'ancien président américain (Coca, 2016 ; Murphy, 2010).

So today, I return to Indonesia as a friend, but also as a President who seeks a deep and enduring partnership between our two countries. (Applause.) Because as vast and diverse countries; as neighbors on either side of the Pacific; and above all as democracies -- the United States and Indonesia are bound together by shared interests and shared values
(Extrait du discours de Barack Obama à l'Université d'Indonésie à Jakarta le 10/11/2010).

Alors quel bilan tirer de l'évolution du soft power américain en Indonésie ? Premièrement, l'Indonésie est plus en lien avec les USA qu'avant le mandat de Barack Obama. Il y a davantage de coopération, de traités et d'accords liant les deux Etats. Avec le premier mandat de Barack Obama, on observe une accélération de l'amélioration des relations entre les deux Etats. La collaboration entre les deux pays augmente à cette époque. Le *Comprehensive Partnership* de 2010 représente une avancée très importante pour les deux Etats. Les connexions augmentent mais se diversifient aussi. Elles seront de différents ordres : militaires, économiques, diplomatiques, culturelles,... Pour les Etats-Unis, l'Indonésie représente un acteur primordial en Asie-Pacifique au vu de sa position géographique. Avec ses nombreuses îles, l'archipel possède une position stratégique très importante pour le commerce mondial. Ils ont donc aussi investi militairement en Indonésie avec notamment 19 millions USD en 2011 (Foreign Assistance, 2024 ; U.S. Department of State, 2024).

Les aides américaines augmentent aussi à cette période passant de 159 millions USD en 2005 à 228 millions USD en 2012. Les interconnexions se développent entre les deux pays (Foreign Assistance, 2024). Au niveau politique, le président en place à la fin du second mandat d'Obama, J. Widodo, était moins actif sur la scène internationale que son prédécesseur Yudhoyono. Bien qu'il n'était pas défavorable aux relations avec les Etats-Unis, il était davantage concentré sur les questions nationales et mettait plus d'importance sur le non-alignement de l'Indonésie. A la fin du second mandat de Barack Obama, la situation politique

indonésienne est donc moins favorable à un rapprochement avec les Etats-Unis. On observe alors un statu quo des relations entre les deux Etats (Coca, 2016).

Au niveau de la population, Barack Obama parvint à améliorer l'image et la popularité des Etats-Unis. En 2011, 54% de la population voyait assez positivement les Etats-Unis. A partir de ce moment, on observe une augmentation jusqu'à la fin du mandat d'Obama. En 2014, ce chiffre s'élevait à 59% d'opinion favorable. L'année suivante, en 2015, il montait même à 62%. Auprès de la population indonésienne, l'administration Obama a donc réussi à augmenter le *soft power* américain. Ce taux de popularité fondera drastiquement sous la présidence de Donald Trump en tombant à 43% d'opinion favorable en 2018 (Pew Research Center, 2015, 2022).

En conclusion, le bilan est assez positif pour l'administration Obama en Indonésie. Les deux pays ont continué leur rapprochement lors du premier mandat de Barack Obama. De nombreux traités et accords ont été ratifiés et l'assistance financière américaine a augmenté. Les Etats-Unis se sont davantage investis et ont diversifié leurs domaines d'interventions : diplomatie, agriculture, économie, humanitaire, infrastructure,... Les interconnexions ont augmenté au niveau politique et au niveau de la société civile. A partir de 2011, un statu quo s'est installé dans les relations entre les deux pays. Les dirigeants américains se sont moins rendus en Indonésie et le contexte politique indonésien était un peu moins favorable à l'amélioration des relations. Enfin, auprès de la population indonésienne, le gouvernement américain a réussi à faire gagner de la popularité aux Etats-Unis. Le *soft power* américain en Indonésie a donc augmenté en général malgré un ralentissement après 2011.

2. Le bilan du *soft power* américain au Vietnam

Les relations entre le Vietnam et les Etats-Unis ont été assez difficiles depuis la fin de la guerre en 1975. A partir de la fin des années 1990 et la fin de l'embargo américain, un rapprochement se fait petit-à-petit entre les deux Etats. Des ambassades sont installées dans les deux pays en 1995. Sous la présidence Clinton, des premiers efforts importants sont effectués. Il est notamment le premier président américain à visiter Hanoï et le premier à se rendre au Vietnam depuis la fin de la guerre. Des premiers accords commerciaux et relatifs aux droits humains furent signés lors de la présidence de B. Clinton et G.W. Bush. D'autres accords suivirent en 2006 et 2007. Néanmoins, la collaboration restait assez timide entre les deux Etats. Avec l'arrivée au pouvoir d'Obama, des efforts plus importants allaient être consentis entre les deux Etats (Council on foreign relations, 2019 ; U.S. Department of State, 2021, 2023).

Avant l'élection de Barack Obama, certains rapprochements avaient déjà eu lieu mais pour autant, il était difficile de qualifier les deux Etats d'alliés ou de partenaires. Les relations entre le Vietnam et les Etats-Unis ne sont pas facilitées au niveau politique à cause notamment du régime non-démocratique. La République socialiste du Vietnam est gouvernée par un parti unique, le Parti communiste vietnamien (DCV). Néanmoins, dans les années 90, le pays s'ouvre aux investissements étrangers et des améliorations socio-économiques se font ressentir. Au moment de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, le président vietnamien est Nguyễn Minh Triết (2006-2011). Ce nouveau président est plutôt en faveur d'une ouverture du Vietnam sur l'extérieur. Cela sera une des raisons qui facilitera le rapprochement avec les USA (Council on foreign relations, 2019 ; U.S. Department of State, 2021, 2023).

Au niveau diplomatique, Barack Obama effectue en 2016 une visite très symbolique au Vietnam. Il y rencontre la jeunesse du pays et y prononce un discours. Ce dernier se veut porteur d'un message de paix et de coopération entre les deux pays. Les Etats-Unis et le Vietnam travaillent de plus en plus ensemble et deviennent des partenaires sur la scène internationale. De plus, son discours était empreint des valeurs dont il souhaitait faire la promotion. Ainsi, il y soulignait notamment l'importance du respect des droits humains. Il salua aussi l'évolution socio-économique du Vietnam en félicitant la population vietnamienne pour l'amélioration de la situation du pays (Obama, 2016 ; Office of the Historian, 2024).

“As President, I’ve built on this progress. With our new Comprehensive Partnership, our governments are working more closely together than ever before. And with this visit, we’ve put our relationship on a firmer footing for decades to come. In a sense, the long story between our two nations that began with Thomas Jefferson more than two centuries ago has now come full circle. It has taken many years and required great effort. But now we can say something that was once unimaginable: Today, Vietnam and the United States are partners”

” (Extrait du discours de Barack Obama au Vietnam le 23/05/2016).

Hillary Clinton et John Kerry se rendirent respectivement trois et quatre fois au Vietnam. H. Clinton s'y rendit en juillet et octobre 2010 et en juillet 2012. J. Kerry s'y rendit en décembre 2013, août 2015, mai 2016 et janvier 2017. Ces chiffres sont particulièrement importants comparés aux précédents secrétaires d'Etat. Leurs prédécesseurs Colin Powell et Condoleezza Rice ne s'y rendirent qu'une fois chacun (Office of the Historian, 2024). Les Etats-Unis accueillirent aussi trois fois des dirigeants vietnamiens. En avril 2010, le premier ministre Nguyen Tan Dung voyagea aux Etats-Unis pour participer au Nuclear Security Summit. En novembre 2011, le président Truong Tan Sang assista au sommet de l'*Asia-Pacific Economic*

and Cooperation Summit à Hawaï. Enfin en juillet 2013, ce dernier effectua un voyage d'Etat aux Etats-Unis. En 2015, les Etats-Unis accueillirent pour la première fois le secrétaire général du parti communiste vietnamien Nguyễn Phú Trọng (Office of the Historian, 2024).

Les Etats-Unis et le Vietnam renforcent leur collaboration durant le mandat de Barack Obama. On peut notamment noter la signature du *U.S.-Vietnam Comprehensive Partnership* en 2013. Ce traité bilatéral allait renforcer la coopération entre les deux Etats en encourageant le lancement d'une série d'initiatives. Ce partenariat regroupait des sujets très variés. Il comprenait notamment une augmentation de la coopération au niveau maritime, économique et environnementale mais aussi au niveau de l'éducation et du respect des droits humains. Des discussions ont aussi été menées sur des sujets sensibles comme le nucléaire (U.S. Department of State, 2023).

Tout au long des deux mandats d'Obama, des accords sont signés à différents niveaux. Au niveau diplomatique, on peut notamment souligner l'accord de juillet 2009 sur l'ouverture d'un consulat vietnamien à Houston (U.S. Department of State, 2009). En décembre 2010, les deux Etats signent un accord concernant la coopération scientifique et technologique ayant trait aux ressources naturelles et au changement climatique (U.S. Department of State, 2010). On peut aussi citer comme exemple l'accord sur l'échange d'informations sur les risques nucléaires de mai 2013 (U.S. Department of State, 2013). On remarque que les Etats-Unis se lient davantage au Vietnam à différents niveaux. Des efforts importants furent faits au niveau diplomatique par l'administration Obama.

Au niveau des investissements financiers du pouvoir américain au Vietnam, ceux-ci augmentent sous l'administration Obama. Ainsi, l'assistance américaine s'élevait à 126 millions USD en 2012 contre 86 millions USD en 2008. Les questions de santé, d'énergies et d'environnements seront au centre de l'aide américaine (Foreign Assistance, 2024). Toujours au niveau économique, les échanges commerciaux entre les deux pays augmentent fortement. En 2007, les exportations des Etats-Unis vers le Vietnam s'élevaient à 1903 millions USD et les importations à 10632 millions USD. En 2009, les exportations montent à 3097 millions USD et les importations à 12287 millions USD. En 2013, ces chiffres augmentent encore avec les exportations à hauteur de 5036 millions USD et les importations à 24651 millions USD. En 2017, ces chiffres seront doublés. Les échanges commerciaux augmentent donc fortement sous l'administration Obama (United States Census Bureau, 2024).

Quel bilan tirer de la politique américaine au Vietnam ? Le bilan semble plutôt positif. Les Etats-Unis portaient de loin dans leurs relations avec le Vietnam dans les années 1990. Si des progrès importants furent réalisés sous les présidences de Clinton et Bush, l'administration Obama fit encore davantage avancer les relations et la popularité des Etats-Unis. La coopération avec le Vietnam a en effet augmenté à différents niveaux : diplomatique, économique, scientifique, technologique,... Les échanges commerciaux ont aussi augmenté et les Etats-Unis ont investi davantage dans l'aide financière pour le pays. Au niveau politique, la ligne du gouvernement vietnamien n'a pas beaucoup évolué durant la présidence d'Obama. Ils ont continué à s'ouvrir sur l'extérieur en s'impliquant dans leurs relations bilatérales et multilatérales. Ils ont notamment participé activement aux négociations du TPP. Ils étaient donc assez favorables à un rapprochement avec les Etats-Unis. Avec l'augmentation des revendications chinoises en mer de Chine méridionale, ils se sont davantage rapprochés des Etats-Unis. Malgré un durcissement de la politique intérieure par le régime ces dernières années, ils restent relativement ouverts à la coopération avec l'étranger.

Selon une étude du Pew Research Center, la popularité américaine est très haute au sein de la population. Avec 76% d'opinion favorable en 2014, les Etats-Unis possèdent une image très positive auprès de la population vietnamienne sous l'administration Obama. Malheureusement, pour le Vietnam les premiers chiffres récoltés datent de cette année et ne peuvent être mis en parallèle avec les précédentes années. Néanmoins, il peut être intéressant de mettre ce chiffre face à ceux des autres pays de la région. Le Vietnam est dans la moyenne haute de la région. Ainsi, la popularité américaine est meilleure en 2014 qu'en Indonésie (59%), au Japon (66%), en Malaisie (51%) ou qu'en Thaïlande (71%). D'autres pays possèdent une meilleure image des Etats-Unis avec un taux d'opinion favorable de 92% aux Philippines et de 82% en Corée du Sud. Cependant, ces deux Etats sont des alliés depuis plusieurs années des Etats-Unis. Les chiffres du Vietnam paraissent alors assez impressionnants compte tenu de l'histoire entre les deux Etats. (Pew Research Center, 2014, 2015). Ces éléments démontrent donc d'une certaine réussite de la politique américaine de l'administration Obama. Le *soft power* américain a clairement augmenté au Vietnam à cette époque avec notamment une hausse de la popularité des Etats-Unis, un rapprochement politique et diplomatique et une augmentation des accords économiques.

3. Le bilan du *soft power* américain au Myanmar

Aborder la question des relations entre le Myanmar et les Etats-Unis est particulièrement difficile tant ces deux pays possèdent une relation compliquée depuis le coup d'Etat qui

renversa le régime en place en 1988. En 2009, le Myanmar n'est pas un Etat démocratique. Son régime possédait davantage de liens avec la Corée du Nord et la Chine qu'avec les Etats-Unis. Cependant, Barack Obama met rapidement en avant sa volonté de renouer des relations avec cet Etat. Néanmoins, au vue des mauvaises relations entre les deux pays, l'administration Obama va opter pour une autre stratégie : la politique du *tit-for-tat*. Dans ce cas-ci, cette dernière peut être comprise comme une stratégie américaine visant à récompenser les progrès de politique intérieure de la Birmanie en augmentant la coopération. Les Etats-Unis jouent donc sur des incitants pour améliorer la situation dans le pays et pour améliorer, à terme, son influence dans la région (Kipgen, 2013). Cela peut être mis en parallèle avec la stratégie du *stick and carrot* où des incitants permettent d'obtenir ce que l'on souhaite.

Les Etats-Unis avaient des intérêts stratégiques importants à améliorer ses relations avec le Myanmar. D'une part, cela permettait d'améliorer son *soft power* dans la région en augmentant son champ d'influence au Myanmar. Les Etats-Unis pouvaient aussi mettre en avant leurs capacité à faire évoluer des situations tendues de manière pacifique et diplomatique aux yeux des autres Etats. Il s'agissait d'une occasion importante pour les Etats-Unis de montrer une image positive, capable de faire évoluer la situation et de promouvoir leurs valeurs. D'autre part, cette volonté d'améliorer leur relation avec le Myanmar laissait transparaître une valeur géostratégique. Les Etats-Unis pensaient qu'en s'impliquant davantage au Myanmar, ils pourraient faire baisser l'influence chinoise. Cela aurait alors permis de couper l'accès à l'Océan Indien à la Chine. Il y avait donc une volonté de contrebalancer son expansion dans cette zone (Bondaz, 2017; Courmont, 2016; Planel, 2012).

L'administration Obama travailla fortement pour essayer d'améliorer ses relations bilatérales avec le Myanmar. En utilisant la politique du *tit-for-tat*, les Etats-Unis cherchaient à faire évoluer la situation sur place notamment au niveau démocratique. Les Etats-Unis incitèrent à différents niveaux le gouvernement du Myanmar à faire évoluer la situation interne du pays pour avoir, en échange, une normalisation des relations entre les deux Etats. Les demandes du gouvernement américain, définies principalement par l'administration Obama, touchaient à des valeurs importantes pour eux. Ainsi, ils demandaient la libération des prisonniers politiques, le début d'un dialogue avec les minorités ethniques et les partis d'opposition, la fin des violences sur les populations à minorités ethniques, la non-prolifération nucléaire, la fin des relations avec la Corée du Nord, la tenue d'élections démocratiques et le respect des droits humains (Kipgen, 2013).

A partir de 2012, certaines avancées furent observées avec notamment la commutation de peines de mort d'opposants politiques. Les prémices de réformes démocratiques furent implantées et un cessez-le-feu fut mis en place avec des groupes ethniques opposants. Des sénateurs américains firent d'ailleurs un déplacement et saluèrent les progrès. Cependant, la majorité des avancées fut partielle et les violences continuèrent dans le pays. Au niveau démocratique, des élections eurent lieu en 2012 dans un climat pacifique, signe d'une certaine réussite de la politique américaine cette année-là. Ces élections furent récompensées par une levée des sanctions américaines (Kipgen, 2013).

Au niveau diplomatique, Barack Obama se rendit deux fois au Myanmar. La première fois fut en novembre 2012 pour une visite d'Etat. Cela fut un voyage très symbolique qui fut néanmoins critiquée par de nombreuses associations qui jugeaient que les progrès n'étaient pas suffisants. Cependant, au niveau du *soft power*, il est important de rappeler le prestige d'une visite présidentielle américaine. Cela participe très souvent à renforcer positivement l'image des Etats-Unis dans le pays concerné. La deuxième fois fut en novembre 2014 pour le sommet entre les Etats-Unis et l'ASEAN (Office of the Historian, 2024). En 2013, le président du Myanmar Thein Sein se rendit aux Etats-Unis, une première depuis 1957. La secrétaire d'Etat, Hillary Clinton se rendit en Birmanie deux fois dont la première fois en fin d'année 2011. Elle accompagna Barack Obama lors de sa visite en 2012. John Kerry s'y rendit aussi deux fois en 2014 pour le sommet avec l'ASEAN et en 2016 pour y rencontrer le ministre des affaires étrangères du Myanmar. Il est important de préciser que symboliquement Barack Obama et Hillary Clinton rencontrèrent tous deux des représentants de l'opposition durant l'une de leurs visites (Office of the Historian, 2024).

Signe que la coopération commençait à s'améliorer, les Etats-Unis et le Vietnam commencèrent de nouveau à signer des accords en 2013. Ainsi, on peut noter le *Investment Incentive Agreement* du 21 mai 2013 et le *Agreement for Economic and Technical Cooperation* du 27 juin 2013. Le 11 novembre 2014 fut signé le *Agreement Concerning the Program of the Peace Corps* (U.S. Department of State, 2024). Au niveau de l'assistance américaine, les chiffres vont connaître un vrai bond à partir de 2013. Alors assez bas, l'aide américaine totale au Myanmar s'élevait à 29 millions USD. Les investissements augmentèrent chaque année et atteignirent 112 millions USD en 2015 et 153 millions USD en 2016. Les domaines d'assistance seront principalement d'ordre humanitaire (aide aux réfugiés, soutiens économiques,...) et de gouvernance (Foreign Assistance, 2024).

La popularité des Etats-Unis au Myanmar est difficile à saisir. En 2012, avec la visite de Barack Obama, une étude fut publiée par l'institut Gallup. Dans cette étude, 67% des habitants du Myanmar ne possédaient pas d'opinion sur les Etats-Unis. 30% voyaient d'un bon œil le leadership américain et seulement 3% le désapprouvaient (Gallup, 2012). Il est probable qu'avec le début de la coopération américaine, ces chiffres allaient évoluer lors des années suivantes.

En conclusion, les Etats-Unis ont réussi à faire avancer leur relation bilatérale avec le Myanmar sous Obama. La diplomatie joua un grand rôle pour arriver à rapprocher les deux Etats. Les Etats-Unis obtinrent des avancées démocratiques, un accord fut trouvé pour que le Myanmar ne participe plus ou pas au programme nucléaire nord-coréen et davantage de respect des droits humains. Si ces avancées furent partielles et ne durèrent pas dans le temps, elles permirent un rapprochement entre les deux Etats (Kipgen, 2013). La stratégie américaine au Myanmar a permis une série de progrès importants mais cela doit être relativisé par leur caractère relatif et la non-stabilisation du pays à long terme. En réalité, l'administration Obama ne parvint pas à rapprocher durablement les deux Etats. Il serait donc inexact de parler de véritable réussite concernant le Myanmar même si les Etats-Unis atteignirent tout de même certains objectifs importants.

Chapitre 6 : Le bilan global de la politique de Barack Obama et les enseignements

La stratégie américaine en Asie-Pacifique semble avoir rempli plusieurs objectifs importants. Premièrement, on peut noter une augmentation générale de la popularité des Etats-Unis en Asie-Pacifique dans la majorité des pays. Les efforts américains semblent avoir payé. Néanmoins, on constatera plus loin que les efforts consentis seront battus en brèche lors du mandat de Donald Trump.

Globalement au niveau politique et économique, la stratégie américaine en Asie-Pacifique peut être considérée comme une réussite. Les Etats-Unis de Barack Obama se sont en effet rapprochés diplomatiquement des Etats de la région dont des Etats moins favorables comme le Myanmar ou le Vietnam. Ils ont aussi augmenté le nombre de traités et d'accords bilatéraux. Les Etats-Unis sont donc plus liés aux Etats de la région qu'avant. Ils ont investi une aide plus importante aussi dans différents secteurs : économie, démocratie, gouvernance, développement,

droits humains,... Les USA sont donc plus présents et plus impliqués. Il est important de souligner aussi leur implication dans les organisations et initiatives régionales.

Selon les chiffres du Pew Research Center datant de 2013, on observe des chiffres de favorabilité assez élevés dans la majorité des pays décrits. On note ainsi des évolutions importantes en Corée du Sud, en Australie, en Indonésie et en Malaisie. De plus, les alliés historiques que sont les Philippines ou encore le Japon ont une certaine régularité dans leurs degrés de favorabilité vis-à-vis des Etats-Unis (Annexe 3). Les Etats d'Asie-Pacifique représentés perçoivent tous en majorité les Etats-Unis comme des alliés en Asie-Pacifique (Annexe 4) (Pew Research Center, 2013). L'administration Obama semble donc, au cours de son premier mandat, avoir réussi à gagner en popularité au sein de la population d'Asie-Pacifique. A cela, il faut rajouter les progrès faits auprès des autres populations plus éloignées du régime de Washington comme le Myanmar et le Vietnam dont nous avons déjà parlés.

Au niveau de la confiance en Barack Obama, on observe dans cette même étude que les chiffres de popularité du président sont hauts en Asie-Pacifique mais une diminution se fait néanmoins ressentir. On peut alors déjà voir l'élan de son élection commencer à s'essouffler (Annexe 5). Les études de 2015 et 2016 montrent toujours une popularité importante des Etats-Unis mais aussi une confiance importante dans les personnalités de Barack Obama et d'Hillary Clinton (Annexe 6). Bien qu'une légère diminution est à observer au cours de son mandat, les chiffres restent relativement hauts par rapport à l'époque de G.W. Bush (Pew Research Center, 2015, 2016). Les études futures du Pew Research Center apportent des éléments à souligner car, si la personnalité de Barack Obama était populaire en Asie-Pacifique, celle de son successeur, Donald Trump, le sera beaucoup moins et l'image des Etats-Unis se dégradera fortement sous sa présidence (Annexe 7 et 8). Cette évolution est à mettre en parallèle avec la moins grande implication de l'administration Trump dans la région. Les efforts et les réussites américaines sont donc à souligner mais elles doivent être remises dans une certaine temporalité. Les avancées doivent aujourd'hui être vues sous l'œil de la présidence de Trump qui sera vraiment préjudiciable pour le *soft power* américain (Pew Research Center, 2015, 2022, 2024).

Mis à part la présidence suivante, la réussite de la politique d'Obama est relativisée par de nombreux auteurs qui parlent même d'un échec. Ils donnent pour raison principale l'influence grandissante de la Chine dans la région (Courmont, 2016; Hamel, 2014, Quessard, 2019). A cela, il semble important de rajouter un élément, à savoir, l'instabilité de la région autour de la mer de Chine méridionale.

Premièrement, intéressons-nous à la question du challenger chinois comme puissance régionale. Sur cette même période, la Chine connaît une croissance dans sa popularité et son image dans certains pays de l'Asie-Pacifique comme la Malaisie ou l'Indonésie. Les chiffres restent bas néanmoins chez les alliés historiques des Etats-Unis qui voient la Chine d'un moins bon œil comme le Japon, la Corée du Sud et l'Australie (Annexe 9) (Pew Research Center, 2013, 2016). Néanmoins, ils effectuent à cette période plus d'efforts pour augmenter leur influence autour de la mer de Chine méridionale. L'objectif de la Chine est notamment d'ordre territorial car elle possède des revendications dans cette région. Elle développe donc son *soft power* principalement au niveau économique et diplomatique dans la région pour cette raison. Ces efforts sont très importants et on voit notamment le résultat aujourd'hui avec des partenariats et une présence militaire accrue. Cela conduit à terme à un rapprochement entre la Chine, le Myanmar et le Laos. La Chine progresse dans la région comme le démontre le développement de la nouvelle route de la soie (Kalimuddin & Anderson, 2018; Storey, 2014).

C'est peut-être là que réside l'un des échecs de la politique américaine. Les efforts furent importants, des rapprochements furent faits mais à long terme la Chine semble avoir pris un avantage stratégique certain. Son développement économique fut important et lia d'interdépendance de nombreuses économies avec la sienne. En s'appuyant là-dessus, elle dispose d'un levier stratégique important à faire valoir dans ses revendications territoriales (Kalimuddin & Anderson, 2018; Storey, 2014). Les Etats-Unis d'Obama en cherchant à ne pas s'opposer frontalement à la Chine, l'ont vu grandir et élargir son cercle d'influence. Bien que de nombreux pays de la région soient inquiets par cette montée en puissance, son influence a augmenté (Courmont, 2016). Sous Obama, de nombreux pays voyaient la Chine comme un partenaire plutôt que comme un rival (Pew Research Center, 2013). Une potentielle explication serait évidemment liée à son poids économique si grand que même ses prétentions territoriales en mer de Chine méridionale ne pourraient la rendre réellement infréquentable.

Enfin, il est important de faire un point sur l'instabilité de la région. Si un des grands objectifs de l'administration Obama résidait dans la stabilisation de l'Asie-Pacifique, en cherchant notamment à protéger les lignes de communications, les résultats à moyen et long termes ne menèrent pas à des avancées franches. En effet, la région est encore traversée par de nombreux tensions et conflits. On peut notamment citer en exemple la situation au Myanmar où un coup d'Etat eut lieu en 2021 et enterra les espoirs démocratiques du pays. Au niveau international, les tensions autour des revendications territoriales en mer de Chine méridionale sont encore très importantes et les velléités chinoises se font de plus en plus menaçantes (Storey, 2014). Dans

cette problématique, les Etats-Unis ne jouent pas un rôle aussi important qu'ils l'auraient souhaité. Les dispositifs de règlement pacifique des conflits et le multilatéralisme régional, mis en avant sous Obama, ne semblent pas être en mesure d'apporter des solutions à long terme. Ainsi, les objectifs américains ne semblent pas réellement être atteints. Sous Obama, les Etats-Unis se sont en effet rapprochés de plusieurs Etats dans la région mais l'expansion chinoise et l'instabilité régionale relativise complètement le bilan stratégique américain.

Alors que retenir de ces résultats ? Premièrement, la stratégie américaine n'est pas un échec total en Asie-Pacifique sous Barack Obama. Plusieurs avancées ont eu lieu et globalement le *soft power* américain a augmenté dans la région. Néanmoins, la Chine se développe davantage dans la région et devient un acteur majeur. Elle s'implante dans la région au détriment notamment de la puissance américaine. De plus, les efforts américains pour essayer de stabiliser la région de la mer de Chine méridionale sont assez vains car on observe depuis cette époque et jusqu'à aujourd'hui une poursuite de la montée en tensions autour de ces questions. On observe alors à la fois une augmentation de l'influence chinoise et une montée des tensions autour de celle-ci. La stratégie américaine a échoué à construire des avancées significatives sur le long terme. On observe une double évolution parallèle : l'échec de la politique étrangère américaine en Asie-Pacifique et l'expansion de la Chine. Ce phénomène est bien entendu à replacer dans un certain contexte avec le mandat de Donald Trump qui fut réellement délétère pour le *soft power* américain.

Quand on parle de lutte de pouvoir en relation internationale, il est important de souligner l'importance d'une continuité dans la stratégie et la politique étrangère. De plus, la structure et le contexte du système international jouent beaucoup. Les Etats-Unis d'Obama n'auront certainement pas eu le même bilan si la Chine n'agissait pas de cette manière. Il y a ici peut-être une critique à faire au sujet de la stratégie américaine. Les Etats-Unis ont en effet mené une sorte de double politique en Asie-Pacifique. D'une part, ils ne souhaitaient pas s'opposer directement à la montée en puissance de la Chine et souhaitaient en faire un partenaire. Ils travaillèrent à effectuer des rapprochements diplomatiques et économiques entre les deux Etats sous Barack Obama. D'autre part, ils cherchaient à rester l'acteur régional dominant en assurant leur influence et la protection de leurs intérêts dans la région. Ils cherchaient donc à contrebalancer l'expansion chinoise dans son voisinage. Cette double politique à l'encontre de la Chine aurait pu créer une certaine confusion auprès des Etats régionaux. Cette idée est validée par certains auteurs comme Courmont (2016) et Xinbo (2012).

Conclusion

En conclusion, les Etats-Unis effectuent à partir de 2009 et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama un changement dans leur politique étrangère. Ils effectuent une stratégie du « pivot » du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique. Le centre de l'attention américaine se tourne dorénavant davantage vers cette région où les intérêts américains sont jugés plus importants. La stratégie américaine est caractérisé par une évolution à travers le concept de *smart power*. Cette stratégie est une combinaison de *hard power*, de puissance coercitive et de *soft power*, de force d'attraction. Le focus est donc aussi tourné vers les outils non-militaires. Les Etats-Unis cherchent donc à améliorer leur image et leur force d'attraction, deux éléments diminués sous la présidence de G.W. Bush. Barack Obama arrive donc au pouvoir avec une volonté d'établir une nouvelle doctrine en matière de politique étrangère pour les Etats-Unis.

A travers ce changement stratégique, les Etats-Unis cherchent à atteindre plusieurs objectifs. Tout d'abord, on peut noter une volonté de garder ou de retrouver un certain leadership dans la région. Les Etats-Unis voyaient la Chine émerger sur la scène internationale. S'ils souhaitaient en faire un partenaire, ils ne comptaient pas non plus les laisser avoir la main mise sur les affaires régionales en devenant une puissance dominante dans la région. De plus, l'administration Obama souhaitait protéger leurs intérêts en mer de Chine méridionale et particulièrement au niveau économique. Cette région représente en effet une route commerciale très importante. Une grande partie de l'économie des Etats-Unis dépend de la libre navigation dans ces eaux. Cela représente donc un enjeu important pour le *national interest* du pays. L'objectif des Etats-Unis réside aussi dans une sécurisation de la région. Certains conflits et tensions traversent la région et peuvent menacer à terme les intérêts américains. Ils veulent aussi renforcer leurs alliances et leurs partenariats. L'amélioration de leur image et de leur force d'attraction est aussi un enjeu majeur pour les américains. L'objectif est donc de favoriser le développement d'un environnement régional stable et sûr où les Etats-Unis bénéficieraient d'un *soft power* important.

Au niveau stratégique, la doctrine Obama s'appuie sur différents leviers et outils pour améliorer le *soft power* et atteindre ces objectifs. Le premier élément qui fut souligné dans la recherche fut la personnalité et le rôle des dirigeants politiques. En effet, le *soft power* américain a bénéficié de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama qui possédait une image très positive à l'international. Avec Hillary Clinton, ils ont réellement modernisé la politique étrangère des Etats-Unis. Un élément important à souligner est évidemment l'utilisation de la technologie et des réseaux sociaux. Le second facteur sur lequel va s'appuyer les Etats-Unis est la diplomatie.

Les Etats-Unis vont en effet multiplier les visites dans les Etats de la région. Outre le prestige d'une visite présidentielle américaine, cela permettait de tisser des liens et d'effectuer des avancées importantes dans les relations. L'élément suivant à noter est l'implication dans le multilatéralisme régional. L'administration Obama mis un point d'honneur à s'impliquer davantage dans les organisations et les initiatives régionales. Cela permettait notamment de promouvoir des valeurs et d'encourager la résolution pacifique des conflits. De plus, cela avait pour avantage de collaborer sur différents points et d'entretenir les relations entre pays. Les différentes initiatives multilatérales permettent d'encourager la coopération entre les Etats et de travailler à la stabilisation de la région. Ainsi, l'implication au sein de l'ASEAN ou le *Trans-Pacific Partnership* furent deux éléments importants de la politique américaine en Asie-Pacifique.

Lié à ces deux éléments, un quatrième facteur à prendre en compte est la création et le renforcement d'alliances et de partenariats. Les Etats-Unis ont travaillé à construire et à améliorer leurs relations avec les Etats de la région en construisant différents partenariats d'ordre militaires, économiques, culturels ou encore diplomatique. Ces accords permettent de construire des ponts entre les pays, d'encourager la coopération, de créer des interdépendances ou encore d'apporter une aide. Il est important de noter l'intérêt de créer des partenariats et des accords économiques ou humanitaires avec des pays moins favorables aux Etats-Unis pour essayer d'améliorer la situation socio-économique du pays et ainsi améliorer son image. Enfin, un dernier élément important est le facteur culturel. Le succès et la popularité de la culture américaine (cinéma, musique, sport,...) permet aux Etats-Unis de bénéficier d'une véritable force d'attraction à ce niveau qui favorise son soft power. De plus, elle peut compter aussi sur des liens migratoires forts entre certains pays de la région comme le Japon ou l'Indonésie. Au niveau politique, les Etats-Unis vont développer et construire des partenariats cultures lié notamment à l'éducation. Ainsi, des programmes d'échanges ont été mis en place. Des partenariats de coopération technologique et scientifique ont aussi été encouragés lors du mandat de Barack Obama. Au niveau du développement, le gouvernement a aussi mené une série de projets de développement. On observe donc un réel travail à différents niveaux par l'administration Obama pour s'impliquer davantage en Asie-Pacifique. Ils ont donc multiplié les outils de *soft power*.

Cette stratégie connaît un bilan dans différents pays assez intéressant. En faisant le focus sur l'Indonésie, le Vietnam et le Myanmar, nous avons pu voir différents cas d'étude. Tout d'abord, l'Indonésie est un partenaire assez récent pour les Etats-Unis. Des avancées furent faites

rapidement durant le premier mandat de Barack Obama et les deux pays se rapprochèrent. Les avancées ont été un peu ralenties durant son deuxième mandat mais au final le bilan est positif pour les Etats-Unis. L'histoire des relations entre le Vietnam et les Etats-Unis est assez compliquée. Cependant, L'administration Obama s'impliqua fortement pour améliorer leurs relations. Des efforts furent faits et les deux Etats créèrent des partenariats. Les dirigeants américains multiplièrent des visites diplomatiques. Au final, les deux Etats se sont rapprochés et le bilan est assez positif pour les Etats-Unis compte tenu de l'éloignement préalable des deux pays. Enfin, les relations entre les USA et le Myanmar étaient pratiquement inexistantes compte tenu du régime autoritaire et des nombreux conflits présents dans le pays. En basant sa politique à l'égard de ce pays sur des incitants, les Etats-Unis ont permis d'améliorer quelque peu la relation avec ce pays. Des avancées importantes furent réalisées notamment au niveau économique et diplomatique entre les deux Etats. L'idée était d'encourager la démocratisation et la stabilisation dans le pays. Le gouvernement en place réalisa certains efforts mais ils ne perdurèrent pas dans le temps. Barack Obama améliora clairement les relations entre les deux Etats. Cependant, les avancées furent rapidement brisées après la fin de son deuxième mandat et les relations ne continuèrent pas de s'améliorer. A première vue, on pourrait donc croire à un bilan plutôt positif des Etats-Unis au Myanmar sous Obama. Cependant, le caractère partiel et éphémère des avancées vient assombrir le bilan américain.

Globalement, les stratégies américaines de « pivot » et de « smart power » semblent avoir plutôt fonctionné. L'influence américaine et le *soft power* semblent aussi avoir augmenté dans plusieurs pays. Pourtant, il est difficile d'y voir une véritable réussite. D'une part, l'administration Obama a réussi son pari en augmentant la popularité et l'attractivité des Etats-Unis dans la région. En général, les relations se sont améliorées avec les Etats de la région. Ils ont augmenté le nombre de liens, d'accords et de traités. Les interdépendances ont grandi et la présence américaine s'est renforcée. Cependant, d'autre part, les espoirs américains d'avoir une région stable et sûre à long terme ont été vite balayés. Les espoirs de démocratisation de certains pays comme le Myanmar ont échoué. De plus, les revendications et tensions en mer de Chine méridionale ne se sont pas réglées et on observe aujourd'hui un regain des tensions.

A cela, il faut ajouter l'émergence de la Chine comme acteur majeur dans la région. Le pays s'est en effet de plus en plus impliqué en Asie-Pacifique. Si d'un côté, ces velléités en mer de Chine méridionale représentent un repoussoir pour les Etats régionaux, sa puissance économique est telle qu'elle a lié d'interdépendance ces mêmes pays. La situation est donc compliquée pour les Etats-Unis qui voient des pays se rapprocher au niveau diplomatique mais

être de plus en plus liés sur le plan économique avec la Chine. Il faut aussi ajouter les efforts chinois pour davantage augmenter leur *soft power* dans la région. La double politique américaine à l'égard de la Chine sous Obama est notamment un facteur à prendre en compte. D'un côté, ils ont travaillé avec eux en bâtissant des accords et en cherchant à établir une relation de partenariat. De l'autre, ils ont cherché à contrebalancer l'émergence de cet acteur en mer de Chine méridionale créant une confusion dans l'attitude à adopter pour les Etats régionaux. La politique de la Chine s'appuyant sur des incitants économiques très importants est jugée, par certains auteurs comme Courmont (2016), plus cohérente. Cela a permis à la Chine de s'accroître et de gagner en influence dans la région bien qu'il est important de préciser que de nombreux Etats régionaux voient son implication régional d'un mauvais œil.

Le bilan de Barack Obama semble donc à relativiser face à la montée de la Chine et à l'échec de la stabilisation de la région à long terme. Si le *soft power* a globalement augmenté en Asie-Pacifique sous Barack Obama, les Etats-Unis n'ont pas atteint tous leurs objectifs et la position américaine n'est pas beaucoup plus favorable à la fin du mandat qu'au début de celui-ci. L'évolution du *soft power* américain est donc à remettre dans un certain contexte et environnement pour qu'il puisse être correctement compris. Si des avancées très importantes furent faites en matière de *soft power*, elles doivent être comprises sous l'angle de rapport de force entre les puissances. Les événements des deux mandats de Barack Obama nous permettent de comprendre davantage la situation actuelle dans la région avec l'émergence de la Chine et les difficultés américaines dans la région.

Cette recherche nous a donc permis de comprendre et de faire le bilan de la stratégie américaine de *soft power* en Asie-Pacifique. Cependant, pour aller plus loin, il serait pertinent d'analyser la présidence de Donald Trump. Comme cela a été vu, le *soft power* américain a chuté à cette période en atteignant une favorabilité très basse. Il serait donc pertinent de se pencher sur cette présidence pour comprendre au mieux les rapports de force actuels dans la région. De plus, une analyse de la politique chinoise serait aussi très intéressante à réaliser. On pourrait aussi s'attaquer à la question des stratégies indiennes et australiennes qui sont très actives dans la région. De plus, la question du *hard power* américain dans la région, deuxième composante du *smart power*, serait très intéressante à analyser pour aller plus loin. Enfin, il serait aussi très intéressant de s'attarder sur les stratégies des pays régionaux comme l'Indonésie, les Philippines ou encore la Corée du Sud. De nombreuses questions persistent encore. Bien qu'aujourd'hui, le terme d'Indo-Pacifique est souvent préféré, cette région représente un centre gravitationnel géopolitique très important pour le futur. Seul l'avenir nous permettra de savoir

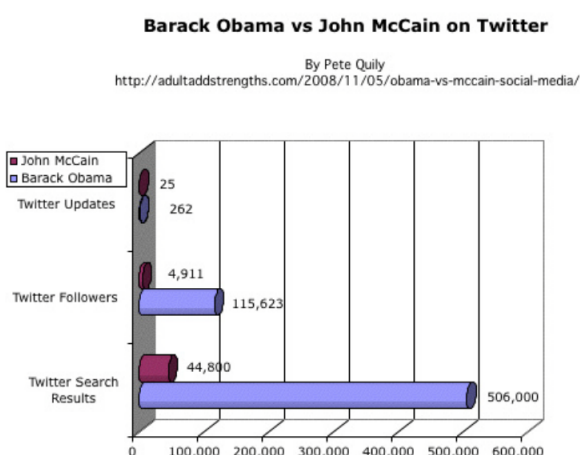
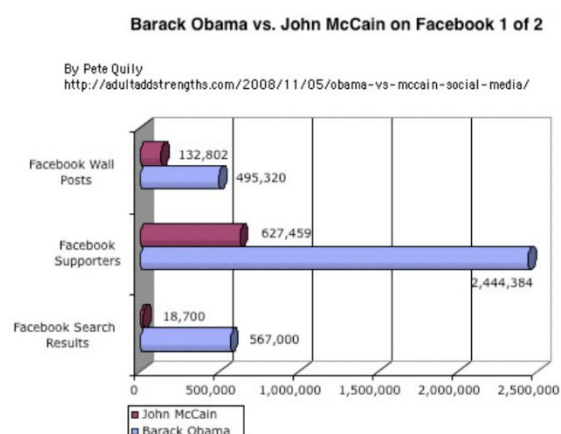
comment les rapports de force évolueront mais il est certain qu'ils auront une implication importante pour tous le système international.

Annexes

1. Annexe 1 : Popularité des réseaux sociaux de Barack Obama et de John McCain en 2009

Social Media Website	Barack Obama	John McCain	% LeadLeader
Facebook	567,000	18,700	2932Obama
Facebook Supporters*	2,444,384	627,459	2900Obama
Facebook Wall Posts*	495,320	132,802	273Obama
Facebook Notes*	1,669	125	1235Obama
MySpace	859,000	319,000	169Obama
MySpace Friends*	844,781	219,463	285Obama
MySpace Comments*	147,630	none listed	147,630Obama
Twitter	506,000	44,800	1029Obama
Twitter Followers*	115,623	4911	2254Obama
Twitter Updates*	262	25	948Obama
Friend Feed	34,300	27,400	25Obama
YouTube	358,000	191,000	87Obama
YouTube Videos Posted*	1,819	330	451Obama
YouTube Subscribers*	117,873	29,202	304Obama
YouTube Friends*	25,226	none listed	25,226Obama
Wordpress.com	19,692	14,468	36Obama
Flickr	73,076	15,168	382Obama
Flickr Photostream*	50,218	No Profile	50,218Obama
Flickr Contacts*	7,148	No Profile	7,148Obama

Source : Aaker et Chang, 2009



Source : Aaker et Chang, 2009

2. Annexe 2 : Liste des traités et actes internationaux ratifiés par les Etats-Unis pendant le premier mandat de Barack Obama en Asie-Pacifique (2009-2012)

Pays	Année	Treaties and Other International Acts Series (TIAS)
Australie	2009	Australia (09-1120) – Memorandum of Understanding for the Cooperative Development, Production and Support of the MK48 Heavyweight Torpedo
		Australia (09-1201.1) – Amendment to Agreement of December 1, 1995 Regarding Defense Cooperation
		Australia (09-225) – Memorandum of Understanding Concerning Scientific and Technical Cooperation in the Earth Sciences
		Australia (09-313) – Memorandum of Understanding Regarding the Construction and Maintenance of an Installation Housing Optical Telescopes in Australia

		Australia (09-417.1) – Memorandum of Understanding Concerning Cooperation in the P-8A Poseidon Spiral 1 Development Program
	2010	Australia (10-1222) – Agreement Concerning Peaceful Uses of Nuclear Energy
	2011	Australia (11-1124) – Agreement Relating to the Operation of and Access to an Australian Naval Communication Station at North West Cape in Western Australia (Harold E. Holt)
	2012	Australia (12-424) – Agreement Extending the Agreement Concerning the Use of Australian Facilities by NASA for the Conduct of Scientific Balloon Flights for Civil Research Purposes
Corée du Sud	2009	Korea (09-1013) – Agreement Concerning Exchange of Research and Development Information
		Korea (09-1105) – Agreement for Research, Development, Test and Evaluation (RDT&E) Projects
		Korea (09-305) – Agreement Concerning Special Measures Relating to Article V of the Agreement Under Article IV of the Mutual Defense Treaty Between Korea and the US Regarding Facilities and Areas and the Status of US Armed Forces in Korea
		Korea (09-430) – Memorandum of Understanding Concerning Cooperation on Information Assurance (IA) and Computer Network Defense (CND)
	2010	Korea (10-920) – Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Regulatory and Safety Research Matters
	2011	Korea (11-1004) – Agreement to Amend the Memorandum of Understanding Concerning Scientific and Technical Cooperation in the Earth Sciences
		Korea (11-512) – Implementing Arrangement for Cooperation in the Area of High-Energy and Nuclear Physics Research and Related Fields
	2012	Korea (12-315) – Agreement on Environmental Cooperation
		Korea (12-402) – Agreement Regarding Retransfer of Defense Articles, Related Training and Other Defense Services
		Korea (12-918) – Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Nuclear Safety Matters
Indonésie	2009	Indonesia (09-1211) – Memorandum of Understanding Concerning the Program of the Peace Corps in Indonesia
		Indonesia (09-216) – Memorandum of Understanding Concerning the Establishment of the American-Indonesian Exchange Foundation (AMINEF)
		Indonesia (09-701.1) – Agreement Regarding a Debt-for-Nature Swap with Respect to Certain Debts Owed
	2010	Indonesia (10-1108) – Memorandum of Understanding on Capacity Building to Strengthen the Security of Biological Pathogens
		Indonesia (10-805) – Investment Support Agreement
	2011	Indonesia (11-216) – Agreement on Scientific and Technological Cooperation
		Indonesia (11-627) – Memorandum of Understanding on Environmental Cooperation
		Indonesia (11-929) – Agreement Regarding Debt-for-Nature Swap with Respect to Certain Debt Owed by the Government of Indonesia to the Government of the United States
	2012	Indonesia (12-1102) – Implementing Arrangement for Cooperation in the Use of United States Land Remote Sensing Satellite Data
		Indonesia (12-619.1) – Agreement for Cooperation on the Southeast Asia Composition, Cloud, Climate Coupling Regional Study
Japon	2009	Japan (09-427.1) – Agreement for the Promotion of Aviation Safety
		Japan (09-519) – Agreement Concerning the Implementation of the Relocation of III Marine Expeditionary Force Personnel and Their Dependents from Okinawa to Guam, with Protocol Amending the Agreement
	2010	Japan (10-1113.1) – Agreement Relating to and Amending the Civil Air Transport Agreement of August 11, 1952, as Amended
		Japan (10-217) – Agreement for Cooperative Research on Image Gyro for Airborne Applications
		Japan (10-922) – Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Nuclear Safety Matters
	2011	Japan (11-118.1) – Agreement Concerning Security Measures for the Protection of Classified Military Information Relating to the Joint Strike Fighter (JSF) F-35 Air System and Associated Ancillary Mission Equipment
	2012	Japan (12-1019) – Agreement Extending the Agreement Concerning Cooperation on the Advanced Spaceborne Thermal Emission and Reflection Radiometer (ASTER) Program
		Japan (12-1102.1) – Agreement for Cooperative Research on Hybrid Electronic Propulsion Program
		Japan (12-309) – Agreement Regarding Cooperation in the Field of Nuclear Energy-Related Research and Development
Laos	2010	Laos (10-713) – Air Transport Agreement
Malaisie	2009	Malaysia (09-121) – Treaty on Mutual Legal Assistance in Criminal Matters
	2010	Malaysia (10-1102.1) – Memorandum of Understanding on Science and Technology Cooperation
		Malaysia (10-920.1) – Agreement Concerning the Establishment of the Malaysian-American Commission on Educational Exchange

	2012	Malaysia (12-808) – Memorandum of Understanding Concerning the Fulbright English Teaching Assistant Program
Nauru	2011	Nauru (11-908) – Agreement Concerning Operational Cooperation to Suppress Illicit Transnational Maritime Activity
Nouvelle-Zélande	2010	New Zealand (10-1112) – Protocol Amending the Convention of July 23, 1982 for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income
		New Zealand (10-909) – Agreement on Facilitating Science and Technology Cooperation that Contributes to Domestic and External Security Capabilities
Philippines	2011	Philippines (11-1113) – Protocol to Agreement Concerning Trade Facilitation
		Philippines (11-525) – Millennium Challenge Compact
	2012	Philippines (12-1015) – Agreement on Scientific and Technological Cooperation
Samoa	2009	Samoa (09-604) – Memorandum of Understanding Concerning Scientific and Technical Cooperation in the Earth Sciences
	2012	Samoa (12-602) – Agreement Concerning Operational Cooperation to Suppress Illicit Transnational Maritime Activity
Singapour	2009	Singapore (09-814) – Agreement Relating to Cooperative Research Projects for Surveillance of Malaria Drug Resistance
	2010	Singapore (10-118) – Agreement Concerning Cooperation on Combating Nuclear Terrorism, the Nonproliferation of Weapons of Mass Destruction, and Related Items and Technologies
	2011	Singapore (11-428) – Agreement for Research, Development, Testing and Evaluation Projects
Thaïlande	2012	Thailand (12-313) – Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Nuclear Safety Matters
Tuvalu	2011	Tuvalu (11-909) – Agreement Concerning Operational Cooperation to Suppress Illicit Transnational Maritime Activity
Vietnam	2009	Vietnam (09-731) – Agreement Concerning the Opening of a Vietnam Consulate General in Houston, Texas
	2010	Vietnam (10-1210) – Memorandum of Understanding Concerning Scientific and Technological Cooperation in Earth Sciences and Effective Management of Natural Resources in the Context of Climate Change

Source : US Department of State, 2024

3. Annexe 3 : Evolution de la favorabilité vis-à-vis des Etats-Unis entre 1999 et 2013

U.S. Favorability													
	1999/ 2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Canada	% --	% 72	% 63	% --	% 59	% --	% 55	% --	% 68	% --	% --	% --	% 64
Britain	83	75	70	58	55	56	51	53	69	65	61	60	58
France	62	62	42	37	43	39	39	42	75	73	75	69	64
Germany	78	60	45	38	42	37	30	31	64	63	62	52	53
Italy	76	70	60	--	--	--	53	--	--	--	--	74	76
Spain	50	--	38	--	41	23	34	33	58	61	64	58	62
Greece	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	35	39
Poland	86	79	--	--	62	--	61	68	67	74	70	69	67
Czech Rep.	77	71	--	--	--	--	45	--	--	--	--	54	58
Russia	37	61	37	46	52	43	41	46	44	57	56	52	51
Turkey	52	30	15	30	23	12	9	12	14	17	10	15	21
Egypt	--	--	--	--	--	30	21	22	27	17	20	19	16
Jordan	--	25	1	5	21	15	20	19	25	21	13	12	14
Lebanon	--	36	27	--	42	--	47	51	55	52	49	48	47
Palest. ter.	--	--	0	--	--	--	13	--	15	--	18	--	16
Tunisia	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	45	42
Israel	--	--	78	--	--	--	78	--	71	--	72	--	83
Australia	--	--	59	--	--	--	--	46	--	--	--	--	66
China	--	--	--	--	42	47	34	41	47	58	44	43	40
Indonesia	--	--	--	--	38	30	29	37	63	59	54	--	61
Japan	77	72	--	--	--	63	61	50	59	66	85	72	69
Malaysia	--	--	--	--	--	--	27	--	--	--	--	--	55
Pakistan	23	10	--	21	23	27	15	19	16	17	12	12	11
Philippines	--	90	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	85
S. Korea	--	52	46	--	--	--	58	70	78	79	--	--	78

Source : Pew Research Center, 2013

4. Annexe 4 : Vision des Etats-Unis à l'international

Few Say U.S. Is an Enemy			
<i>U.S. is more of a...</i>			
	Partner	Enemy	Neither
	%	%	%
Canada	66	3	29
Germany	72	3	25
France	67	2	30
Italy	66	5	24
Britain	63	2	33
Czech Rep.	57	2	39
Spain	54	7	38
Poland	40	10	45
Russia	31	26	35
Greece	30	22	47
Israel	90	1	7
Lebanon	38	46	15
Tunisia	34	31	23
Egypt	19	26	43
Jordan	15	29	54
Turkey	14	49	24
Palest. ter.	4	76	15
Philippines	81	3	13
Japan	76	2	21
Australia	72	2	25
S. Korea	69	4	26
Malaysia	59	9	18
Indonesia	46	6	40
Pakistan	8	64	13

Source : Pew Research Center, 2013

5. Annexe 5 : Evolution de la confiance en Barack Obama (2009-2013)

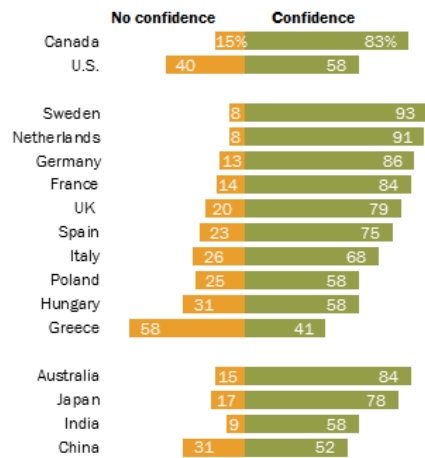
Confidence in Obama High but Declining						
<i>% Confidence to do the right thing in world affairs</i>						
	2009	2010	2011	2012	2013	Change
	%	%	%	%	%	09-13
U.S.	74	65	61	61	57	-17
Canada	88	--	--	--	81	-7
Britain	86	84	75	80	72	-14
France	91	87	84	86	83	-8
Germany	93	90	88	87	88	-5
Italy	--	--	--	73	76	--
Spain	72	69	67	61	54	-18
Greece	--	--	--	30	35	--
Poland	62	60	52	50	49	-13
Czech Rep.	--	--	--	77	75	--
Russia	37	41	41	36	29	-8
Turkey	33	23	12	24	29	-4
Egypt	42	33	35	29	26	-16
Jordan	31	26	28	22	24	-7
Lebanon	46	43	43	39	37	-9
Palest. ter.	23	--	14	--	15	-8
Tunisia	--	--	--	28	24	--
Israel	56	--	49	--	61	+5
Australia	--	--	--	--	77	--
China	62	52	44	38	31	-31
Indonesia	71	67	62	--	53	-18
Japan	85	76	81	74	70	-15
Malaysia	--	--	--	--	51	--
Pakistan	13	8	8	7	10	-3
Philippines	--	--	--	--	84	--
S. Korea	81	75	--	--	77	-4

Source : Pew Research Center, 2013

6. Annexe 6 : Confiance en Barack Obama et Hillary Clinton en 2016

Confidence in Obama

How much confidence do you have in U.S. President Barack Obama to do the right thing regarding world affairs?

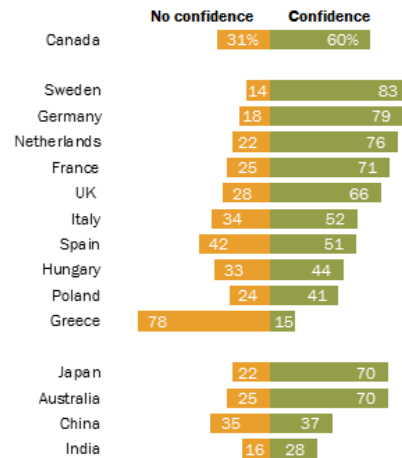


Source: Spring 2016 Global Attitudes Survey. Q38 & Q38Na.

PEW RESEARCH CENTER

Confidence in Hillary Clinton

How much confidence do you have in U.S. presidential candidate Hillary Clinton to do the right thing regarding world affairs?



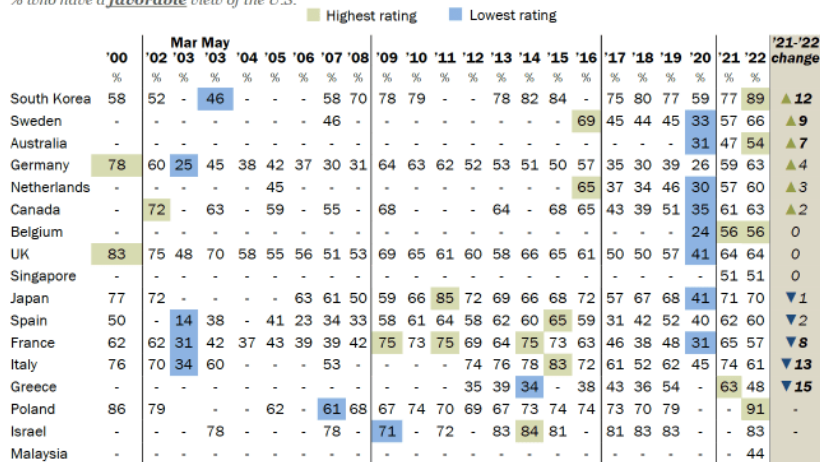
Source: Spring 2016 Global Attitudes Survey. Q38Nb.

PEW RESEARCH CENTER

7. Annexe 7 : Evolution de la favorabilité vis-à-vis des Etats-Unis (2000-2022)

U.S. favorability

% who have a *favorable* view of the U.S.



Note: Statistically significant changes over time in bold. 2000 trend is from 1999 or 2000 and provided by the U.S. Department of State.

Prior to 2020, Australian surveys were conducted by phone. See topline for results.

Source: Spring 2022 Global Attitudes Survey. Q5a.

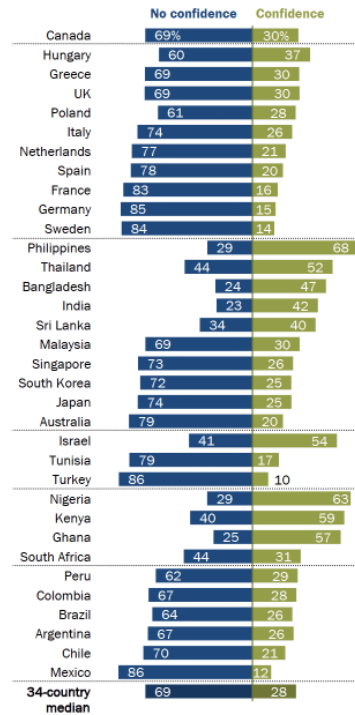
"International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis"

PEW RESEARCH CENTER

8. Annexe 8 : Confiance en Donald Trump

Across 34 countries, few trust Trump to handle world affairs

% who have ___ in former U.S. President Donald Trump to do the right thing regarding world affairs



Note: Those who did not answer are not shown.
Source: Spring 2024 Global Attitudes Survey, Q8b.
"Globally, Biden Receives Higher Ratings Than Trump"

PEW RESEARCH CENTER

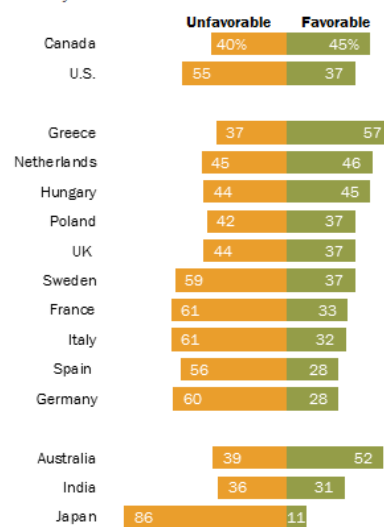
9. Annexe 9 : Evolution de la favorabilité de la Chine entre 2007 et 2016

China Favorability Largely Unchanged from 2007

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	07-13 Change
	%	%	%	%	%	%	%	
U.S.	42	39	50	49	51	40	37	-5
Canada	52	--	53	--	--	--	43	-9
Spain	39	31	40	47	55	49	48	+9
Poland	39	33	43	46	51	50	43	+4
Russia	60	60	58	60	63	62	62	+2
Italy	27	--	--	--	--	30	28	+1
Britain	49	47	52	46	59	49	48	-1
Czech Rep.	35	--	--	--	--	33	34	-1
France	47	28	41	41	51	40	42	-5
Germany	34	26	29	30	34	29	28	-6
Greece	--	--	--	--	--	56	59	--
Lebanon	46	50	53	56	59	59	56	+10
Turkey	25	24	16	20	18	22	27	+2
Palest. ter.	46	--	43	--	62	--	47	+1
Jordan	46	44	50	53	44	47	40	-6
Israel	45	--	56	--	49	--	38	-7
Egypt	65	59	52	52	57	52	45	-20
Tunisia	--	--	--	--	--	69	63	--
Indonesia	65	58	59	58	67	--	70	+5
Pakistan	79	76	84	85	82	85	81	+2
Malaysia	83	--	--	--	--	--	81	-2
S. Korea	52	48	41	38	--	--	46	-6
Japan	29	14	26	26	34	15	5	-24
Australia	--	52	--	--	--	--	58	--
Philippines	--	--	--	--	--	--	48	--

Mostly negative views of China in U.S., Europe, Japan

Views of China



Source: Spring 2016 Global Attitudes Survey, Q10b.

PEW RESEARCH CENTER

Source : Pew Research Center, 2013 ; 2016

Bibliographie

1. Articles scientifiques

- Aaker, J. & Chang, V. (2009). Obama and the Power of Social Media and Technology. *Stanford Graduate School of Business*.
- Aron, R. (1967). Qu'est-ce qu'une Théorie des Relations Internationales ? *Revue Française de Science Politique*, 17(5), 837–861.
- Barnett, M., & Duvall, R. (2005). Power in International Politics. *International Organization*, 59(1), 39–75. <https://doi.org/10.1017/S0020818305050010>
- BiLgiN, P., & EliŞ, B. (2008). Hard Power, Soft Power: Toward a More Realistic Power Analysis. *Insight Turkey*, 10(2), 5–20.
- Bondaz, A. (2017). La politique américaine en mer de Chine méridionale: Maintenir une influence, rassurer des alliés, garantir le droit. *Diplomatie*, 84, 45–49.
- Bühler, P. (2003). La guerre d'Irak: Paysage après la bataille. *Critique internationale*, 19(2), 6–16. <https://doi.org/10.3917/cii.019.0006>
- Castelli, C. J. (2009). Security Analysts Urge Obama to Focus on Asia-Pacific Region. *Inside Missile Defense*, 15(5), 17–19.
- Cossa, R. A., Glosserman, B., McDevitt, M. A., Patel, N., Przystup, J., & Roberts, B. (2009). *The United States and the Asia-Pacific Region: Security Strategy for the Obama Administration*.
- Courmont, B. (2012). Les limites de la politique chinoise d'Obama: Le smart power à l'épreuve. *Politique américaine*, 19(1), 93–109. <https://doi.org/10.3917/polam.019.0093>
- Courmont, B. (2016). La stratégie du pivot vers l'Asie d'Obama en question. *Recherches Internationales*, 106(1), 75–91. <https://doi.org/10.3406/rint.2016.1580>
- Dagnaud, M. (2011). Le cinéma, instrument du soft power des nations. *Géoéconomie*, 58(3),

- 21–30. <https://doi.org/10.3917/geoec.058.0021>
- Delarue, P. Q. (2016). *L'hégémonie américaine en jeu ?*
- Dimitrova, A. (2011). Y a-t-il une « doctrine Obama » en matière de politique étrangère ? *L'Europe en Formation*, 360(2), 19–41. <https://doi.org/10.3917/eufor.360.0019>
- Dominguez, V. (2021). Hégémonie. *Anthropen*.
<https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51291>
- Duroselle, J.-B. (1979). Qu'est-ce qu'une grande puissance? *Relations Internationales*, 17, 3–10.
- Hallams, E. (2011). From Crusader to Exemplar: Bush, Obama and the Reinvigoration of America's Soft Power. *European Journal of American Studies*, 6(1), Article 1.
<https://doi.org/10.4000/ejas.9157>
- Hamel, T. (2014). La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine. *Géoéconomie*, 71(4), 123-140. <https://doi.org/10.3917/geoec.071.0123>
- Kalimuddin, M., & Anderson, D. A. (2018). Soft Power in China's Security Strategy. *Strategic Studies Quarterly*, 12(3), 114-141.
- Kipgen, N. (2013). A Review Of Us–Myanmar Relations : The application of tit-for-tat diplomacy. *World Affairs: The Journal of International Issues*, 17(4), 104-113.
- Melissen, J. (2005). Wielding Soft Power : The New Public Diplomacy. *The Hague, Netherlands Institute of International Relations Clingendael*, 2, 1-34.
- Murphy, A. M. (2010). US Rapprochement with Indonesia: From Problem State to Partner. *Contemporary Southeast Asia*, 32(3), 362–387.
- Nye, J. S. (1990). Soft Power. *Foreign Policy*, 80, 153–171. <https://doi.org/10.2307/1148580>
- Nye, J. S. (2009). Get Smart: Combining Hard and Soft Power. *Foreign Affairs*, 88(4), 160–163.
- Nye, J. S. (2010). American and Chinese Power after the Financial Crisis. *The Washington*

- Quarterly*, 33(4), 143–153. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2010.516634>
- Nye, J. S. (2021). Soft power: The evolution of a concept. *Journal of Political Power*, 14(1), 196–208. <https://doi.org/10.1080/2158379X.2021.1879572>
- Parameswaran, P. (2013). The Power of Balance: Advancing US-ASEAN Relations under the Second Obama Administration Special Section: Obama 2.0: Challenges to American Foreign Policy. *Fletcher Forum of World Affairs*, 37(1), 123–134.
- Pfaff, W. (2001). De l'hégémonie américaine (J.-P. Bardos, Trans.). *Commentaire, Numéro* 93(1), 5–12. <https://doi.org/10.3917/comm.093.0005>
- Planel, N. (2012). Barack Obama a-t-il renouvelé le leadership de l'Amérique ? *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1062907ar>
- Quessard, M. (2019). Rebranding Soft Power: Assessing Obama's Smart Power Strategies. *Études anglaises*, 72(4), 469–485. <https://doi.org/10.3917/etan.724.0469>
- Siangyen, C. (2018). U.S. Smart Power in Southeast Asia During the Obama Administration: More Hard or Soft Power? *Thai Journal of East Asian Studies*, 22(1), Article 1. <https://doi.org/10.14456/ijeas.2018.4>
- Storey, I. (2014). Discordes en mer de Chine méridionale : Les eaux troubles du Sud-Est asiatique. *Politique étrangère, Automne*(3), 35-47. <https://doi.org/10.3917/pe.143.0035>
- Sur, S. (2003). *L'hégémonie américaine en question*. <https://www.afri-ct.org/article/l-hegemonie-americaine-en-question/>
- Walker, C. (2018). What Is “Sharp Power”? *Journal of Democracy*, 29(3), 9–23. <https://doi.org/10.1353/jod.2018.0041>
- Wilson, E. J. (2008). Hard Power, Soft Power, Smart Power. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 616(1), 110–124. <https://doi.org/10.1177/0002716207312618>

Xinbo, W. (2012). The Obama Administration's Asia-Pacific Strategy. *China International Studies*, 34, 79–97.

2. Discours

Clinton, H. (2009). *Nomination Hearing To Be Secretary of State*. [Discours devant le Comité des affaires étrangères du Sénat]. Washington DC, Etats-Unis.

Clinton, H. (2010). *America's Engagement in the Asia-Pacific* [Discours au Kahala Hotel]. Honolulu, Etats-Unis.

Kerry, J. (2015). *Remarks on U.S.-Vietnam: Looking to the Future* [Discours au Daewoo Hotel]. Hanoi, Vietnam.

Obama, B. (2009). *Obama's Speech in Cairo* [Discours]. Le Caire, Egypte.

Obama, B. (2009). *President Barack Obama's Inaugural Address* [Discours]. Washington DC, Etats-Unis

Obama, B. (2010). *Remarks by the President at the University of Indonesia in Jakarta, Indonesia*. [Discours à l'Université d'Indonésie]. Jakarta, Indonésie.

Obama, B. (2011). *Opening Remarks by President Obama at APEC Session One* [Discours au J.W. Marriott Resort Hotel]. Honolulu, Etats-Unis.

Obama, B. (2016). *Remarks by President Obama in Address to the People of Vietnam* [Discours au National Convention Center]. Hanoi, Vietnam.

Obama, B. (2016). *Text of President Obama's Speech in Hiroshima, Japan* [Discours]. Hiroshima, Japon.

3. Documents officiels / Rapports gouvernementaux

Council on foreign relations. (2019). *The Evolution of U.S.–Vietnam Ties*.

<https://www.cfr.org/background/evolution-us-vietnam-ties>

Office of the Historian. (2024). *Travels of the President*.

<https://history.state.gov/departments/history/travels/president>

Office of the Historian. (2024). *Travels of the Secretary*.

<https://history.state.gov/departments/history/travels/secretary>

Office of the Historian. (2024). *Visits By Foreign Leaders of Vietnam*.

<https://history.state.gov/departments/history/visits/vietnam>

The White House. (2010). *Fact Sheet: U.S. Global Development Policy*.

<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/09/22/fact-sheet-us-global-development-policy>

United States Census Bureau. (2009). *Trade in Goods with Vietnam*.

<https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5520.html>

U.S. Department of State. (2009). *Smart Power*. <https://2009->

[2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2009a/july/126991.htm](https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2009a/july/126991.htm)

U.S. Department of State. (2009). *Vietnam (09-731) – Agreement Concerning the Opening of a Vietnam Consulate General in Houston, Texas*. <https://www.state.gov/09-731/>

U.S. Department of State. (2010). *Vietnam (10-1210) – Memorandum of Understanding Concerning Scientific and Technological Cooperation in Earth Sciences and Effective Management of Natural Resources in the Context of Climate Change*.

<https://www.state.gov/10-1210>

U.S. Department of State. (2012). *Asia-Pacific Strategic Engagement Initiative*. <https://2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2012/07/194960.htm>

U.S. Department of State. (2012). *East Asia and Pacific Region*. <https://2009->

2017.state.gov/s/d/rm/rls/perfrpt/2011performancesummary/html/191464.htm

U.S. Department of State. (2013). *Vietnam (13-509) – Arrangement for the Exchange of Technical Information and Cooperation in Nuclear Safety Matters*.

<https://www.state.gov/13-509>

U.S. Department of State. (2021). *U.S. Relations With Vietnam*. <https://www.state.gov/u-s->

[relations-with-vietnam/](#)

U.S. Department of State. (2022). *U.S. Relations With Indonesia*. <https://www.state.gov/u-s-relations-with-indonesia/>

U.S. Department of State. (2022). *2022 Country Reports on Human Rights Practices: Indonesia*. <https://www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/indonesia/>

U.S. Department of State. (2023). *The United States – Vietnam Relationship: Celebrating 10 Years of Comprehensive Partnership and 28 Years of Diplomatic Relations*. <https://www.state.gov/the-united-states-vietnam-relationship-celebrating-10-years-of-comprehensive-partnership-and-28-years-of-diplomatic-relations/>

U.S. Department of State (2024). *International Organizations*. <https://www.state.gov/subjects/international-organizations/>

U.S. Department of State (2024). *Treaties and Other International Acts Series (TIAS)*. <https://www.state.gov/tias/>

U.S. Department of State (2024). *Indonesia*. <https://www.state.gov/countries-areas/indonesia/>

4. Thèse

Pham, T. L. (2014). *Soft power and the United States' strategic "rebalancing" to the Asia-Pacific region* [Thesis, Open Access Te Herenga Waka-Victoria University of Wellington]. <https://doi.org/10.26686/wgtn.17007811.v1>

5. Articles de presse

Coca, N. (2016, Octobre 09). *Obama and Indonesia: Strong Progress But an Uncertain Future*. The Diplomat. <https://thediplomat.com/2016/10/obama-and-indonesia-strong-progress-but-an-uncertain-future/>

Nakamura, D. (2016, Novembre 18). *Obama has spent almost seven months of his presidency on foreign travel*. Washington Post.

<https://www.washingtonpost.com/graphics/national/obama-legacy/international-travel-map.html>

Schlesinger, S. (2017, Janvier 30). *John Kerry Was One of the Most Significant Secretaries of State in the Last 50 Years*. The Nation.

<https://www.thenation.com/article/archive/john-kerry-was-one-of-the-most-significant-secretaries-of-state-in-the-last-50-years/>

6. Rapports/Etudes

Edelman. (2009). *The Social Pulpit. Barack Obama's Media Toolkit*.

<https://cyber.harvard.edu/sites/cyber.harvard.edu/files/Social%20Pulpit%20-%20Barack%20Obamas%20Social%20Media%20Toolkit%201.09.pdf>

Gallup. (2012). *Snapshot: U.S. Leadership Unknown in Myanmar*.

<https://news.gallup.com/poll/158855/snapshot-leadership-unknown-myanmar.aspx>

Pew Research Center. (2013). *America's Global Image Remains More Positive than China's*.

<https://www.pewresearch.org/global/2013/07/18/americas-global-image-remains-more-positive-than-chinas/>

Pew Research Center. (2014). *Global Opposition to U.S. Surveillance and Drones, but Limited Harm to America's Image*.

<https://www.pewresearch.org/global/2014/07/14/global-opposition-to-u-s-surveillance-and-drones-but-limited-harm-to-americas-image/>

Pew Research Center. (2015). *40 years after fall of Saigon, Vietnamese see U.S. as key ally*.

<https://www.pewresearch.org/short-reads/2015/04/30/vietnamese-see-u-s-as-key-ally/>

Pew Research Center. (2015). *7 charts on how the world views President Obama*.

<https://www.pewresearch.org/short-reads/2015/06/24/7-charts-on-how-the-world-views-president-obama/>

Pew Research Center. (2016). *As Obama Years Draw to Close, President and U.S. Seen*

Favorably in Europe and Asia. <https://www.pewresearch.org/global/2016/06/29/as-obama-years-draw-to-close-president-and-u-s-seen-favorably-in-europe-and-asia/>

Pew Research Center. (2022). *International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis.* <https://www.pewresearch.org/global/2022/06/22/international-attitudes-toward-the-u-s-nato-and-russia-in-a-time-of-crisis/>

Pew Research Center. (2024). *Globally, Biden Receives Higher Ratings Than Trump.* <https://www.pewresearch.org/global/2024/06/11/globally-biden-receives-higher-ratings-than-trump/>

Pew Research Center. (2024). *More people view the U.S. positively than China across 35 surveyed countries.* <https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/07/09/more-people-view-the-us-positively-than-china-across-35-surveyed-countries/>

7. Réseaux Sociaux

Biden, J. [@JoeBiden]. (s. d.). X [profil X]. X. Consulté le 10 juillet 2024, sur <https://x.com/JoeBiden>

Obama, B. [@BarackObama]. (s. d.). X [profil X]. X. Consulté le 10 juillet 2024, sur <https://x.com/BarackObama>

8. Sites internet

ForeignAssistance.gov. (2024). Consulté le 17/07/2024. <https://foreignassistance.gov/>

Young Southeast Asian Leaders Initiative. (n.d.). Consulté le 15/07/2024. <https://asean.usmission.gov/young-southeast-asian-leaders-initiative/>

Ce mémoire explore l'évolution du *soft power* américain en Asie-Pacifique durant les deux mandats de Barack Obama. En 2009, les Etats-Unis font évoluer leur politique étrangère à travers deux stratégies : le pivot et le *smart power*. Ils font en effet pivoter le centre de leur attention du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique où ils jugent que leurs intérêts sont plus importants. Ils font aussi évoluer leur stratégie en mettant davantage l'accent sur les instruments non-coercitifs. Ils cherchent ainsi à faire évoluer leur image et leur force d'attraction pour gagner en influence et sécuriser leurs intérêts. Le rôle des dirigeants américains aura une importance très grande dans ce processus. L'implication des Etats-Unis dans la région sera grandissante durant les mandats de Barack Obama. La politique américaine s'appuie donc sous Barack Obama sur la diplomatie, le multilatéralisme, la construction de partenariats, le développement, l'éducation et la culture. La politique de l'administration Obama a mené à des avancées importantes en terme de *soft power* dans plusieurs Etats de la région. Ils ont réussi à rapprocher les Etats-Unis de pays peu favorable à Washington. Cependant, ce bilan est à relativiser et même à remettre en question face à un contexte international défavorable. La Chine a en effet émergé comme une puissance très influente dans la région en s'appuyant sur des atouts économiques très importants. Enfin, l'instabilité de la région, les conflits et les tensions viennent aussi relativiser le bilan de l'administration Obama qui n'aura pas réussi à atteindre ses objectifs en la matière. Ce mémoire explore donc l'évolution du *soft power* mais aussi les rapports de force autour de la mer de Chine méridionale.

Mots clés : *soft power*, Etats-Unis, Asie-Pacifique, puissance, Barack Obama